

L'ASSESSORAT DE L'EDUCATION ET DE LA CULTURE
DE LA REGION AUTONOME VALLEE D'AOSTE

PRESENTE

Festival des peuples minoritaires



Actes du Forum
2011



Cliquez dessus
ou sur le bouton à côté de la page concernée
pour ouvrir le sujet choisi

Clicca qui sopra
o il pulsante vicino alla pagina interessata
e vai all'argomento scelto

4	Présentation / Presentazione Allocution de bienvenue / Benvenuto dell'Assessore all'Istruzione e Cultura Laurent VIÉRIN
---	--

FORUM

8	LES RACINES ET LES RAISONS DES PEUPLES MINORITAIRES. LE POINT DE VUE TECHNIQUE LE RADICI E LE RAGIONI DEI POPOLI MINORITARI. IL PUNTO DI VISTA TECNICO.
14	Alexis BÉTEMPS
16	Mario BEAULIEU
19	Gérald PAQUIN
26	Manuel GONZÁLEZ GONZÁLEZ
31	Antón SANTAMARINA FERNANDEZ
37	Giuseppe CORONGIU
49	Cristiano BECCIU
57	LES RACINES ET LES RAISONS DES PEUPLES MINORITAIRES. LE POINT DE VUE POLITIQUE LE RADICI E LE RAGIONI DEI POPOLI MINORITARI. IL PUNTO DI VISTA POLITICO.
60	Augusto ROLLANDIN
62	Stefano COÏNU
64	Luciano CAVERI
67	Mario BAULIEU
70	Anxo M. LORENZO
73	Franco PANIZZA
78	DOCUMENT FINAL / DOCUMENTO FINALE
80	MUSIQUE / MUSICA
90	PEUPLES FRÈRES



La formule du Festival des peuples minoritaires achève petit à petit sa période de rodage et sa physionomie, faite de jeunesse et de musique, d'art et de joie de vivre, d'approfondissements culturels et de connaissance de l'autre, de projets de société et de croissance politique prend progressivement forme. La fête et l'art pour mieux vivre ensemble, des forums pour se former politiquement, le tout pour grandir culturellement.

Pour que l'efficacité des journées de partage du troisième Festival des peuples minoritaires ne s'estompe pas et ne se convertisse pas seulement en beaux souvenirs, qui s'estompent peu à peu, nous avons voulu fixer sur le papier ces mots qui ont si bien résonné lors des forums.

Nous avons donc rassemblé les interventions des invités aux tables rondes pour qu'elles nous accompagnent dans un parcours de découverte d'un certain nombre de minorités linguistiques, de leurs racines et des raisons de leur choix. L'approche du thème proposé est double et elle est assurée tant par des chercheurs en sciences humaines que par des personnalités politiquement engagées, médiateurs privilégiés pour valoriser les raisons d'une démarche, en vue d'apporter aux racines le dynamisme nécessaire.

Ainsi, nous serons renseignés sur la formation de la communauté *gallega*, à l'extrémité occidentale de l'Europe, anoblie par une langue originale et vivante, par une tradition de liberté et de spiritualité profonde, émanant de Saint-Jacques-de-Compostelle ; nous découvrirons les richesses culturelles originales de la Sardaigne, fruit de l'antiquité profonde et des efforts des habitants de l'île, à l'enseigne de la modernité, pour sauvegarder une langue prestigieuse qui est en danger ; nous réfléchirons sur les équilibres linguistiques en mouvement au Québec, dans la métropole de Montréal en particulier, où l'ancien français du XVII^e siècle, qui a librement évolué sur les terres d'Amérique, se confronte quotidiennement avec la poussée de l'anglophonie mondialisante ; nous prendrons conscience des difficultés que les petites minorités, telles que les Cimbres, les Mochènes et les Ladins du Trentin, doivent surmonter au quotidien, malgré la sensibilité et l'engagement de la province de Trente.

Simple tesselle de la grande mosaïque des peuples minoritaires, cette petite publication n'a d'autre ambition que de permettre à tous ceux qui seraient intéressés d'accéder aux informations sur les minorités, présentées par des exposants qualifiés, et à tous ceux qui ont participé au dernier festival, de se remémorer quelques beaux moments passés ensemble dans le décor splendide de la Vallée d'Aoste en fête.

Laurent Viérin

Assesseur à l'éducation et à la culture
de la Région autonome Vallée d'Aoste

La formula del *Festival des peuples minoritaires* sta poco a poco concludendo la sua fase di rodaggio, mentre sta prendendo sempre più forma la sua poliedrica fisionomia: i giovani e la musica, l'arte e la *joie de vivre*, gli approfondimenti culturali e la conoscenza dell'altro, i progetti con finalità sociali e di crescita politica. La festa e l'arte per vivere meglio insieme, i forum per la formazione politica, con un solo e unico scopo: crescere culturalmente.

Affinché l'efficacia delle giornate di condivisione del terzo *Festival des peuples minoritaires* non si affievolisca e non rimanga soltanto tra i bei ricordi, sempre più pallidi, abbiamo voluto che le parole così ben espresse in occasione del forum rimangano impresse sulla carta.

Abbiamo quindi raccolto gli interventi degli invitati alle tavole rotonde affinché ci accompagnino in un percorso alla scoperta di alcune minoranze linguistiche, con le loro radici e ragioni della loro scelta. L'impostazione del tema proposto è duplice, grazie all'intervento di ricercatori in scienze umane e personalità politicamente impegnate, mediatori privilegiati, per valorizzarne le ragioni e garantire alle radici la necessaria dinamicità.

Saremo quindi edotti sulla nascita della comunità *gallega*, all'estremità occidentale dell'Europa, resa nobile da una lingua originale e viva, da una tradizione di libertà e da quella spiritualità profonda propria di Santiago di Compostela; scopriremo le ricchezze originali della Sardegna, derivanti dall'antichità profonda e dall'impegno dei suoi abitanti, tutt'altro che scevri di modernità, per tutelare una lingua prestigiosa in pericolo; rifletteremo sugli equilibri linguistici in movimento in Québec, in particolare nell'area metropolitana di Montréal, dove l'antico francese del XVII secolo, chi si è liberamente evoluto nelle terre d'America, si confronta quotidianamente con la pressione anglofona propria della globalizzazione; conosceremo le difficoltà che le piccole minoranze, quali i Cimbri, i Mocheni e i Ladini del Trentino, devono superare nel quotidiano, malgrado il contesto sensibile ed impegnato della provincia di Trento.

Questa piccola pubblicazione intende quindi essere una semplice tessera del grande mosaico dei popoli minoritari per consentire a tutti coloro che saranno interessati ad accedere alle notizie sulle minoranze presentate da relatori qualificato e a tutti coloro che hanno partecipato all'ultimo festival di non dimenticare quei bei momenti trascorsi insieme in quello splendido ambiente rappresentato dalla Valle d'Aosta in festa.

Laurent Viérin

Assessore all'Istruzione e Cultura
della Regione autonoma Valle d'Aosta



*Actes du Forum
2011*



FORUM

9

vendredi 9 septembre 2011 / venerdì 9 settembre 2011

**LES RACINES ET LES RAISONS
DES PEUPLES MINORITAIRES.
LE POINT DE VUE TECHNIQUE
LE RADICI E LE RAGIONI
DEI POPOLI MINORITARI.
IL PUNTO DI VISTA TECNICO**

Laurent Viérin

Assesseur à l'éducation et à la culture
de la Région autonome Vallée d'Aoste

Assessore all'Istruzione e Cultura
della Regione autonoma Valle d'Aosta

Bonsoir à vous toutes et à vous tous. J'ai le plaisir de vous saluer tout simplement, au nom de l'Administration régionale et de l'Assessorat, pour vous souhaiter la bienvenue ici.

Ces trois jours de Festival des Peuples minoritaires ont débuté par l'ouverture du Collège d'études fédéralistes qui se tient depuis hier au pensionnat Federico Chabod. Le Collège retrouve ainsi son siège historique, le lieu où il est né il y a déjà pas mal d'années, sur une proposition de Corrado Gex. Et en retrouvant son siège historique il a aussi retrouvé son envie de débattre sur le fédéralisme et sur les minorités linguistiques. Je remercie d'ailleurs la Fondation Émile Chanoux qui a bien voulu collaborer avec nous et qui nous a donné un solide coup de main pour relancer cette initiative. Le volet « approfondissement » du Festival est donc déjà lancé et surtout à côté des peuples frères, des minorités et des nations sans État qui sont participant au festival, nous avons aussi donné aux employés de l'Administration régionale et au corps enseignant, la possibilité de suivre ce séminaire. Aujourd'hui, à la fin du Collège d'études fédéralistes nous pouvons, je crois - et j'en parlais plus tôt avec les responsables de la Fondation Chanoux - exprimer notre profonde satisfaction, au vu non seulement des contenus de ce séminaire qui doivent beaucoup à l'apport du Professeur Schmitt et aux propos qu'il a tenu, mais aussi et surtout de la participation, qui a été très bonne.

C'est la troisième année que nous proposons ce moment de réflexion et son succès est pour nous un motif certain de satisfaction mais également un net encouragement à continuer sur cette voie.

À côté de ce volet consacré à la réflexion il y a l'autre aspect du Festival. Hier nous avons inauguré les stands qui accueillent cette année 15 peuples frères et nous les remercions de leur présence. À l'heure où nous parlons, tous ces délégués sont en train de présenter au public leur peuple et leur diversité culturelle, une démarche très intéressante qui donne aux Valdôtains et à quiconque se trouve en Vallée d'Aoste la possibilité de les connaître, d'autant que les stands sont ouverts jusqu'à 23 heures.

Du point de vue des contenus artistiques, mais aussi des principes et des messages qui ont été véhiculés, la soirée de hier a offert un aperçu d'une grande profondeur aux différents participants. Ce fut un grand moment d'unité et de fraternité entre le peuple valdôtain, le peuple sarde et les autres peuples frères qui étaient présents pour démontrer, souligner, s'il en était encore besoin, que la musique peut unir, tout comme d'autres éléments culturels. Voilà pourquoi le Festival présente différentes facettes et différentes nuances, différents volets d'un même objectif, qui est justement de faire se rencontrer les gens et d'aborder ensemble le thème des minorités et des identités.

Aujourd'hui, nous ouvrons les deux jours de débats « grand public », avec d'abord une partie plus technique : ce sera Saverio Favre qui en sera le modérateur, et il sera entouré d'éminents orateurs qu'il nous présentera. Demain, nous aborderons le volet un peu plus politique : je serai le modérateur de ce débat et je présenterai les différentes sensibilités politiques de la Vallée d'Aoste et d'ailleurs, puis nous essayerons de nous rassembler autour de différents concepts. Comme l'année dernière, nous publierons ensuite les actes du Festival des Peuples minoritaires. Nous aurons ainsi, en quelque sorte, la possibilité de voir ces deux volets réunis car même si, de par leur rôle et leur fonction, ils constituent des moments différents et ont chacun leur valeur propre : nous avons donc voulu les analyser séparément.

À la fin de ces deux jours, nous élaborerons un document final, où nous essayerons de faire ressortir toutes les sensibilités qui sont présentes. Je vous invite donc, aujourd'hui et demain, à tenter non seulement de profiter de cette occasion d'écouter nos orateurs, mais aussi à apporter dans les moments de débat vos réflexions et vos suggestions sur ce thème. Merci encore de votre présence, bonne conférence et bonne continuation de Festival à vous toutes et à vous tous.

Buonasera a tutte e a tutti. È con vivo piacere che vi porgo i saluti e il benvenuto a nome dell'Amministrazione regionale e dell'Assessorato.

L'inizio di questi tre giorni di *Festival des Peuples minoritaires* è stato scandito dall'apertura del *Collège d'études fédéralistes*, ieri presso il Convitto Federico Chabod. Il *Collège* ritrova quindi la sua sede storica, il luogo dove è nato parecchi anni orsono, su proposta di Corrado Gex. Ritrovando la sede di allora ha anche ritrovato la volontà di dibattere sul federalismo e sulle minoranze linguistiche. Ringrazio inoltre la *Fondation Émile Chanoux* che ha accettato volentieri di collaborare con noi e che ci ha seriamente aiutato a rilanciare l'iniziativa. La sezione "approfondimento" del festival è quindi già partita e a fianco dei popoli fratelli, delle minoranze e delle nazioni senza Stato che partecipano al Festival, abbiamo invitato al seminario anche i funzionari dell'Amministrazione regionale e il corpo docenti. Credo che oggi, a conclusione del *Collège d'études fédéralistes*, possiamo - e ne ho parlato pocanzi con i responsabili della *Fondation Chanoux* - esprimere la nostra profonda soddisfazione non solo rispetto ai contenuti del seminario che devono molto all'apporto del Prof. Schmitt ed ai suoi discorsi, ma anche alla partecipazione, che è stata davvero di livello eccellente. È il terzo anno che proponiamo questo momento di riflessione ed il suo successo è per noi un motivo certo di soddisfazione ed un vero incoraggiamento a continuare su questa strada.

Oltre a questa sezione dedicata alla riflessione, vi è un altro aspetto del Festival. Ieri abbiamo inaugurato gli stand che accolgono quest'anno 15 popoli fratelli, che ringraziamo per la loro presenza. In questo momento, tutti i delegati sono intenti a presentare al pubblico il loro popolo e la loro diversità culturale, un'iniziativa molto interessante che consente ai Valdostani e a chiunque si trovi in Valle d'Aosta di conoscerli, tanto più che gli *stand* sono aperti fino alle ore 23.00. Dal punto di vista dei contenuti artistici, ma anche dei principi e dei messaggi veicolati, la serata di ieri ha offerto ai diversi partecipanti spunti di grande profondità. È stato un grande momento di unità e fratellanza tra il popolo valdostano, il popolo sardo e gli altri popoli fratelli che erano presenti per dimostrare, sottolineare, qualora ce ne fosse ancora bisogno, che la musica, così come altri elementi culturali, ha la forza di unire. Ecco perché il Festival presenta diverse sfaccettature e diverse sfumature, diversi aspetti di uno stesso obiettivo: fare incontrare le persone e affrontare insieme il tema delle minoranze e delle identità.

Oggi, apriamo le due giornate di riflessione al grande pubblico, con, in prima battuta, una sessione più tecnica: a condurre il dibattito sarà Saverio Favre, seguito dagli eminenti relatori che ci presenterà. Domani affronteremo le questioni più politiche: in veste di moderatore presenterò le diverse sensibilità politiche della Valle d'Aosta e di altri luoghi, per riflettere insieme su diversi concetti. Come lo scorso anno, pubblicheremo a breve gli atti del *Festival des Peuples minoritaires*. Avremo in questo modo la possibilità di vedere questi due aspetti insieme poiché, costituendo due momenti diversi per ruolo e valore abbiamo preferito analizzarli separatamente.

Alla fine di queste due giornate, elaboreremo un documento finale dal quale cercheremo di fare emergere tutte le sensibilità espresse. Vi invito quindi, oggi e domani, a tentare non solo di approfittare di questa occasione per ascoltare i nostri relatori, ma anche per contribuire al dibattito con riflessioni ed suggerimenti in merito a questo tema. Ringraziandovi ancora per la presenza auguro a voi tutte e a voi tutti una buona conferenza e un buon proseguimento di Festival.

**LES RACINES ET LES RAISONS DES PEUPLES MINORITAIRES.
LE POINT DE VUE TECHNIQUE
LE RADICI E LE RAGIONI DEI POPOLI MINORITARI.
IL PUNTO DI VISTA TECNICO**

Modérateur / Moderatore:



Saverio FAVRE

Dirigeant de l'Assessorat de l'éducation et de la culture de la Région autonome Vallée d'Aoste

Dirigente dell'Assessorato Istruzione e Cultura della Regione autonoma Valle d'Aosta

Participants / Partecipanti:



Alexis BÉTEMPS

Ethnologue (Vallée d'Aoste)

Etnologo (Valle d'Aosta)



Manuel GONZALEZ GONZALEZ

*Membre de la Real Academia Galega
Coordinateur du Centre Ramón Piñero pour la recherche humaniste*

*Membro della Real Academia Galega
Coordinateur del Centro Ramón Piñero per la ricerca umanistica*



Antón SANTAMARINA FERNANDEZ

Professeur de Philologie romane à l'Université de Saint-Jacques de Compostelle

Professore di Filologia romanza all'Università di Santiago di Compostela



Mario BEAULIEU

Président général de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

Presidente generale della Società Saint-Jean-Baptiste di Montréal



Gérald PAQUIN

Expert de la question linguistique du Québec

Esperto della questione linguistica del Québec



Giuseppe CORONGIU

Dirigeant du Service de la langue et de la culture sarde de la Région autonome de Sardaigne

Dirigente del Servizio Lingua e Cultura sarda della Regione autonoma della Sardegna



Cristiano BECCIU

Fonctionnaire du Service de la langue et de la culture sarde de la Région autonome de Sardaigne

Funzionario del Servizio Lingua e Cultura sarda della Regione autonoma della Sardegna

Alexis BÉTEMPS

Ethnologue (Vallée d'Aoste)

Etnologo (Valle d'Aosta)

Je félicite les organisateurs pour le choix du thème proposé pour ce forum. Réfléchir sur les racines d'une revendication identitaire et sur son histoire ; mettre en commun les expériences mûries et échanger sont autant de démarches sans aucune doute positives. Comme on le sait, il n'y a rien de pire que la routine, que de continuer sur un chemin par inertie et sans regarder autour de soi. Malgré toute leur bonne volonté, lorsqu'ils s'enlisent dans la torpeur - que ce soient les exposants politiques de pointe ou les personnes culturellement sensibles au problème identitaire, plongés dans leur quotidien - tous tendent à oublier leur mission et, petit à petit, à dénaturer leur action. Il est donc important de profiter de cette occasion pour inviter une nouvelle fois les gens à discuter de cet important problème qui repose sur deux mots : les racines et les raisons de les sauvegarder. Les raisons se trouvent dans les racines et les racines deviennent la raison de la démarche même. Chacun d'entre nous - qui, ici, représentons des langues minoritaires - a ses propres racines et chacun a ses propres raisons : tous pareils et tous différents.

Ainsi, c'est en connaissant bien l'histoire que nous nourrissons nos racines ; l'histoire vraie, celle qui nous est souvent déniée à l'école, entièrement ou en partie, quand elle n'est pas déformée. Le retour périodique aux sources, en nous abreuvant à la fontaine qui nous a conçus, est quelque chose de très salutaire et je pense que cette opération nous renforce et nous rend toujours plus convaincus des raisons que nous avons, des droits qui sont les nôtres et que nous devons défendre.

L'histoire est le vécu d'un peuple. C'est l'ensemble des actions menées par ses ancêtres, à différentes époques, qui a permis d'accumuler des expériences et des résultats. Ces actions du passé font partie de notre histoire présente, de notre vécu, de nos raisons d'être actuelles. Le théâtre de l'histoire est toujours un espace physique particulier. Il a été modelé par les hommes qui ont fait l'histoire. Ce territoire, modelé par le travail des gens et transformé selon les nécessités de la population, appartient au peuple qui l'habite, avec des frontières dessinées par les événements. Des frontières qui ne se veulent pas étanches, qui sont ouvertes, comme le territoire est ouvert à l'autre et a même

besoin de l'autre, pour des échanges fondés sur le respect réciproque.

Quand on dit histoire, on pense aussi à tous ses effets collatéraux : au système juridique, aux normes de comportement, à la création artistique, à la culture immatérielle et, surtout, à cette chose - peut-être la plus importante - qui caractérise les peuples : le code linguistique. La langue est non seulement le pivot de la communication, mais aussi une référence identitaire qui nous comble, nous rassure, nous conditionne dans nos choix.

Nos raisons sont donc dans nos racines et l'existence de ces racines nous donne des droits qui, finalement, ne sont pas seulement des droits individuels ou collectifs pour un petit groupe : ce sont des droits qui, dans leur concept, leur sens profond, appartiennent à tous les hommes. Ils sont donc universels et inaliénables. Parmi ceux-ci, il y a le droit à la différence, qui est très important à notre époque marquée par l'homologation, la standardisation, la course vers une culture globale.

Ce grand projet politique d'un monde enrichi de différences, conçues comme le levain du développement culturel, est un message de paix et de tolérance. Il doit être préparé avec soin et avec une grande ouverture d'esprit. Il faut résister à la tentation de se replier sur soi-même, de rester dans son coin et de se défendre tant bien que mal. Chacun a le droit et le devoir de « se conjuguer » avec les autres pour apporter sa contribution et bénéficier de celle de l'autre. Tout cela n'est possible que dans un climat de vraie démocratie, qu'il faut soigneusement cultiver. Il faut toujours faire attention, veiller, être en alerte, car s'ils sont parfois énoncés de manière officielle, les droits linguistiques et culturels ne se concrétisent pas toujours dans le quotidien ; parce qu'il y a des escamotages qui peuvent diminuer leur impact et limiter leur exercice. C'est un danger sournois et toujours présent. C'est pour cela que le droit inaliénable, le plus important, l'*extrema ratio*, qu'il faut exercer avec prudence et clairvoyance, reste le droit à l'autodétermination. C'est le droit de dire non, de dire « je me débrouille seul » et de choisir ses amis, puisque la situation existante ne garantit pas le juste épanouissement du peuple.

C'est le principe même qui est à la base du fédéralisme.

A une époque où, en Italie, beaucoup se disent fédéralistes, la distinction pourrait se faire sur la base de la reconnaissance explicite de ce droit.

Complimenti agli organizzatori per la scelta del tema proposto in questo forum. Riflettere sulle radici della rivendicazione identitaria e sulla sua storia, condividere le esperienze e confrontarsi sono prassi senza dubbio positive. Come sappiamo, non vi è niente di peggio della *routine*, del continuare lungo lo stesso cammino, per inerzia, senza guardarsi intorno. Malgrado la buona volontà, quando ci si arena nel torpore, immersi nel quotidiano - che si tratti degli esponenti politici di punta o delle persone culturalmente sensibili alle questioni identitarie - tutti tendono a dimenticare la loro missione e, poco a poco, a snaturare l'azione messa in campo. È quindi essenziale cogliere quest'occasione per invitare ancora una volta le persone a riflettere su questo rilevante problema che si articola intorno a due concetti: le radici e le ragioni della loro tutela. Le ragioni si trovano nelle radici e le radici diventano la ragione dell'azione stessa. Noi tutti, in questa sede, rappresentiamo lingue minoritarie, noi tutti abbiamo le nostre radici e le nostre ragioni: tutti uguali, tutti diversi. È attraverso la conoscenza approfondita della storia, della vera storia, che nutriamo le nostre radici, quella storia che spesso, interamente o in parte, a scuola viene negata, se non addirittura mistificata. Il ritorno periodico alle origini, abbeverandoci alla fonte che ci ha « concepiti », è qualcosa di molto salutare, un qualcosa che, a mio avviso, ci rafforza e ci rende sempre più convinti delle ragioni che abbiamo, dei diritti che ci appartengono e che dobbiamo difendere. La storia è il vissuto di un popolo. Le esperienze e i risultati ottenuti sono stati possibili grazie all'insieme delle azioni condotte dai nostri antenati in epoche diverse, che fanno parte della nostra storia presente, del nostro vissuto, delle nostre attuali ragioni d'essere. Il teatro della storia è sempre uno spazio fisico particolare, uno spazio forgiato dagli uomini che hanno fatto la storia stessa. Il territorio, plasmato dal lavoro degli uomini e trasformato secondo le necessità della popolazione, appartiene al popolo che lo abita e le cui frontiere sono tracciate dagli eventi. Frontiere non impermeabili ma aperte all'altro, che hanno bisogno dell'altro, per garantire scambi fondati sul reciproco rispetto.

Quando si dice storia, si fa riferimento altresì a tutti i suoi effetti collaterali: al sistema giuridico, alle regole di comportamento, alla creazione artistica, alla cultura immateriale e, soprattutto, a quell'elemento, forse il più importante, che caratterizza i popoli: il codice linguistico. La lingua è il perno della comunicazione, ma anche un riferimento identitario che dà certezze, che rassicura, che condiziona le scelte.

Le nostre ragioni sono quindi le nostre radici, la cui esistenza ci riconosce quei diritti che, in fondo, non sono solo diritti individuali o collettivi per un piccolo gruppo ma diritti che, nello spirito e senso profondo, appartengono a tutti gli uomini, diritti quindi universali e inalienabili. Tra i diritti, vi è quello alla differenza, particolarmente importante in un momento caratterizzato dall'omologazione, dalla standardizzazione, da una corsa verso una cultura globalizzata.

Quel grande progetto politico di un mondo arricchito dalle differenze, intese come leva dello sviluppo culturale, è un messaggio di pace e tolleranza che deve essere preparato con cura e con grande apertura mentale. Occorre resistere alla tentazione di chiudersi in se stessi, restare in disparte e difendersi come si può. Abbiamo il diritto e il dovere di unirci agli altri per fornire il nostro contributo e beneficiare dell'apporto altrui.

Tutto ciò è possibile soltanto in quel clima di vera democrazia che occorre accuratamente coltivare. Non bisogna mai smettere di prestare bene attenzione, vigilare, stare in allerta, poiché i diritti linguistici e culturali anche se talvolta enunciati in modo ufficiale non sono sempre applicati nel quotidiano, poiché sono sempre possibili escamotage che possono ridurre l'impatto e limitarne l'esercizio. È un pericolo sornione e sempre presente.

È per questa ragione che il diritto inalienabile, il più importante, l'*extrema ratio*, che occorre esercitare con prudenza e lungimiranza, è il diritto all'autodeterminazione: il diritto di dire no, di dire « me la cavo da solo » e di scegliere i propri amici, poiché la situazione attuale non garantisce a un popolo di crescere e svilupparsi come dovrebbe. Ed è questo il principio su cui poggia il federalismo. In un'epoca in cui in Italia, molti si dicono federalisti, la discriminante potrebbe essere il riconoscimento esplicito di tale diritto. ■

Mario BEAULIEU

Président général de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

Presidente generale della Società Saint-Jean-Baptiste di Montréal

Bonjour. La langue représente souvent l'un des principaux facteurs d'identité, c'est ce qui permet d'intégrer les nouveaux immigrants.

Nous avons eu l'occasion plus tôt d'illustrer les différents types de législation linguistique, ainsi que les différents modèles qui existent à travers le monde. Vous n'êtes pas sans savoir que la Nouvelle-France, à l'origine du Canada, était entièrement francophone. Avec la déportation des Acadiens en 1750, la défaite de Québec en 1759 puis la cession de 1760, un lent processus de minorisation a abouti à l'assimilation des francophones hors des frontières du Québec. Plusieurs répressions militaires et une domination économique sans partage ont marqué notre histoire jusque dans les années 60.

Les francophones, longtemps majoritaires dans plusieurs provinces canadiennes, étaient devenus minoritaires partout, sauf au Québec.

Pourquoi ? Rappelons-nous quelques dates :

Ontario

- 1890, l'anglais est imposé à tous les écoliers ;
- 1891, on abolit l'utilisation des manuels scolaires en français ;
- 1912, on abolit l'éducation publique en français : seules les écoles catholiques privées continuent de dispenser un enseignement en français ;
- 1966, on permet l'enseignement du français dans le secteur public, mais la population manifeste son opposition farouche dans plusieurs villes.

Manitoba

- 1890, suppression de la langue française comme langue officielle de la province ;
- 1916, l'éducation en français est totalement interdite ;
- 1955, on autorise le français pendant 2 années à l'école primaire ;
- 2006, alors que la majorité de la population parlait français en 1870, il ne reste plus que 1,8% de la population à pratiquer le français.

C'est le même schéma que l'on observe dans les autres provinces canadiennes. En revanche, au Québec, différentes mobilisations de la population donnent lieu à l'établissement de la loi n° 101. De plus, l'on assiste à la naissance et à l'essor du mouvement indépendantiste au Québec, lié au fait que les gens s'aperçoivent que l'on peut difficilement assurer l'avenir du français au sein du Canada, avec un système fédéral centralisateur, très différent du fédéralisme

comme on l'entend ici. Le gouvernement central s'empare de tous les pouvoirs résiduels et empiète de façon systématique sur les pouvoirs des provinces.

Avant la promulgation de la loi n° 101, le Gouvernement fédéral institue la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, qui constate officiellement ce que personne n'avait jamais osé discuter publiquement : sur les 16 groupes linguistiques canadiens les plus importants, les Québécois francophones arrivent au 14ème rang, pour ce qui a trait au revenu moyen !

La loi n° 101 vise à faire du français la langue officielle, la langue des services publics, comme cela se passe dans la grande majorité des États à travers le monde, où la langue officielle est la langue commune, la langue de la majorité, la langue des services publics. La Charte de la langue française, la loi n° 101, prévoit une mesure d'exception pour respecter les droits de la minorité historique anglophone, conserver un système d'enseignement en anglais et favoriser l'apprentissage des langues autochtones. Par la suite, il y a eu des réactions au Canada anglais, suivies de jugements défavorables de la Cour Suprême du Canada, contrôlé par le Canada anglais, qui ont graduellement affaibli la loi n° 101.

En effet, la loi n° 101 disposait que le français était la langue officielle de la législation, de la justice, de l'Assemblée nationale mais elle a dû être adoptée de nouveau en anglais, parce qu'un article de la Constitution canadienne disait que la justice devait être bilingue.

En 1982, le premier ministre Pierre Elliott Trudeau a rapporté de Londres la loi constitutionnelle de 1867 et les Actes de l'Amérique du Nord britannique pour adopter une nouvelle loi constitutionnelle qui privait le Québec de plusieurs de ses droits fondamentaux. Depuis, aucun gouvernement n'a proposé l'adoption de cette constitution à l'Assemblée nationale du Québec.

Le Québec représente aujourd'hui 2% de la population nord-américaine, soit 7 millions de francophones contre 330 millions d'anglophones.

On peut expliquer sans difficulté l'attraction de l'anglais chez les nouveaux immigrants. Et, au fur et à mesure que le gouvernement fédéral a systématiquement œuvré pour affaiblir la loi n°101, cela a abouti à un bilinguisme presque intégral. Aujourd'hui, environ 75% des émigrants anglophones s'installent à Montréal qui est la métropole du Québec. Ceux-ci reçoivent les services du Gouvernement du Québec et du Gouvernement central uniquement en anglais, ce qui a pour conséquence de ne pas intégrer les nouveaux arrivés. Mon collègue va vous expliquer plus

en détails le facteur des transferts linguistiques mais, en gros, à Montréal, la métropole du Québec, la proportion des francophones de souche est sous la barre des 50%, et, dans l'ensemble du Québec, elle est tombée sous les 80%. Actuellement, il y a une grande mobilisation pour refaire du français la langue commune tout en respectant les droits des minorités linguistiques. C'est un peu la même dynamique pour tous les peuples minoritaires à travers le monde. Certes, plusieurs langues sont beaucoup plus en difficulté que le français au Québec, mais pour assurer la survie d'une langue, la survie du français en Amérique, il faut une langue commune qui permette d'inclure tous les citoyens, de quelque origine qu'ils soient. Je pense que

c'est très important de pouvoir partager cette information, de pouvoir établir une solidarité avec les autres peuples minoritaires du monde parce que, souvent, les Gouvernements majoritaires, le Gouvernement du Canada anglais en particulier, utilisent beaucoup les médias pour présenter la défense du français comme une fermeture ou une forme xénophobie, alors que c'est tout le contraire. La loi n° 101, la Charte de la langue française, a permis d'intégrer les émigrants au Québec et a permis que des enfants de toutes langues et de toutes origines fréquentent les mêmes écoles. Alors il faut à nouveau mobiliser la population du Québec pour rétablir la loi n°101.

Merci

Buongiorno. La lingua rappresenta spesso uno dei principali fattori d'identità, è ciò che consente d'integrare i nuovi immigrati. Abbiamo avuto l'occasione, poco fa, di illustrare i diversi tipi di legislazione linguistica nonché i diversi modelli che esistono attraverso il mondo. Sapete certamente che la *Nouvelle-France*, all'origine del Canada, era interamente francofona. Iniziato con la deportazione degli Acadiani nel 1750, la disfatta del Québec nel 1759 e la cessione nel 1760, un lento processo di "minorizzazione" ha portato all'assimilazione dei francofoni all'esterno dei confini del Québec.

Fino agli anni '60, la nostra storia è stata caratterizzata da svariate repressioni militari e da una totale dominazione economica. I francofoni, a lungo maggioritari in diverse province canadesi, erano diventati minoritari ovunque tranne in Québec.

Per quale ragione? Citiamo alcune date:

Ontario

- 1890, imposizione dell'inglese nelle scuole di ogni ordine e grado;
- 1891, abolizione dell'uso dei testi scolastici in francese;
- 1912, abolizione della scuola "pubblica" in francese: soltanto le scuole cattoliche "private" continuano a dispensare le lezioni in francese;
- 1966, l'insegnamento del francese nella scuola pubblica è permesso, ma con una strenua opposizione in diverse città.

Manitoba

- 1890, soppressione della lingua francese come lingua ufficiale della provincia;
- 1916, divieto assoluto della scuola in francese;
- 1955, autorizzazione del francese per due anni nella scuola elementare;
- 2006, da lingua parlata dalla maggioranza dei cittadini nel 1870, rappresenta soltanto l'1,8%;

Lo schema si ripete nelle altre province canadesi.

In Québec, invece, i diversi interventi della popolazione hanno dato luogo alla legge n. 101.

Inoltre, in Québec, si assiste alla nascita e crescita del movimento indipendentista, poiché ci si rese conto che sarebbe stato difficile garantire il futuro del francese

all'interno del Canada, con un sistema federale accentratore, molto diverso dal federalismo così come lo intendiamo in questa sede.

Il governo centrale si è arrogato tutti i poteri residuali e s'intromette in modo sistematico nelle questioni che spettano alle province.

Prima della promulgazione della legge 101, il Governo federale ha istituito la *Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme* che constata ufficialmente ciò che nessuno aveva mai osato discutere pubblicamente: sui sedici maggiori gruppi linguistici canadesi, i Québécois francofoni sono al 14° posto per quanto riguarda il reddito medio!

La legge n. 101 intendeva rendere il francese la lingua ufficiale, la lingua dei pubblici servizi, come accade all'incirca nella grande maggioranza degli Stati del mondo dove vi è una sola lingua ufficiale, la lingua comune, la lingua della maggioranza, la lingua dei pubblici servizi.

La *Charte de la langue française*, la legge n. 101, ha voluto introdurre un'eccezione per rispettare i diritti della minoranza storica anglofona, conservare un sistema d'istruzione in inglese e favorire l'apprendimento delle lingue autoctone.

Successivamente, nel Canada inglese, vi sono state reazioni, la Corte Suprema, controllata dal Canada inglese, ha emesso sentenze sfavorevoli, che a mano a mano hanno indebolito la legge n. 101.

In effetti, la legge 101 disponeva che il francese era la lingua ufficiale del potere legislativo, giudiziario, dell'*Assemblée Nationale* (Parlamento) e si fu costretti ad approvarla nuovamente in inglese perché vi era un articolo nella Costituzione canadese che richiedeva che la giustizia fosse bilingue.

Nel 1982, il primo ministro, Pierre Elliott Trudeau, ha portato da Londra la legge costituzionale del 1867, gli *Actes de l'Amérique du Nord britannique*, per adottare una nuova legge costituzionale che privava il Québec di molteplici diritti fondamentali. Da allora, nessun governo ha mai proposto all'*Assemblée Nationale* del Québec l'adozione di questa costituzione.

Oggi il Québec rappresenta il 2% della popolazione nord-americana, ovvero 7 milioni di francofoni con intorno

330 milioni di anglofoni. Si può facilmente spiegare l'attrazione dell'inglese presso i nuovi immigrati. A mano a mano che il governo federale è intervenuto sistematicamente per indebolire la legge n. 101, si è ritornati al bilinguismo in sostanza integrale.

Oggi, circa il 75% degli immigrati anglofoni vivono a Montréal, la metropoli del Québec.

Questi ultimi beneficiano dal Governo del Québec e dal Governo centrale di servizi unicamente in lingua inglese, il che ha come conseguenza la non integrazione dei nuovi arrivati.

Il mio collega vi spiegherà più nei dettagli il fattore dei trasferimenti linguistici in Québec ma, a grandi linee, a Montréal, l'area metropolitana del Québec, la proporzione dei francofoni d'origine è inferiore al 50% e, in tutto lo Stato, è scesa al di sotto dell'80%.

Vi è quindi, attualmente, un grande fermento per rendere nuovamente il francese la lingua comune, rispettando al contempo i diritti delle minoranze linguistiche.

È pressappoco la stessa dinamica che si osserva presso

tutti i popoli minoritari nel mondo.

Molte lingue sono sicuramente più in difficoltà del francese in Québec, ma per garantire la sopravvivenza di questa lingua in America, occorre un idioma comune che permetta d'includere tutti i cittadini, a prescindere dall'origine.

Ritengo che sia importante potere condividere queste informazioni, creare legami di solidarietà tra i popoli minoritari nel mondo, perché spesso i Governi maggioritari, il Governo del Canada inglese in particolare, ricorrono ai media per presentare la tutela del francese come un atto di chiusura o xenofobia, mentre è vero il contrario. La legge n. 101, la *Charte de la langue française* ha permesso l'integrazione degli emigrati in Québec, ha consentito ai ragazzi di qualunque lingua o qualunque origine di frequentare le stesse scuole. Sproniamo quindi la popolazione del Québec ad entrare nuovamente in azione per ripristinare la legge n. 101.

Grazie ■

Gérald PAQUIN

Expert de la question linguistique du Québec

Esperto della questione linguistica del Québec

La vitalité de la langue française du Québec au sein du Canada

Table des matières

- *Arrière-plan historique*
- *Répartition géographique des langues anglaise et française en Amérique*
- *Vitalité linguistique au Québec*

Les dénominateurs communs de l'histoire de la plupart des peuples minoritaires sont ces périodes que partagent aussi les Québécois : une période d'établissement dans une zone géographique bien définie, suivi d'une période caractérisée par une certaine croissance, accompagnée de son rayonnement et finalement une période de déclin, voire un effacement. Le rayonnement passé ou actuel des peuples est souvent la conséquence de leur quête incessante d'autodétermination.

Pour le Québec, ces périodes sont assez récentes et précises. Elles débutent par l'exploration du golfe du Saint-Laurent par Jacques Cartier en 1534, suivi du peuplement français de l'Acadie et des rives du fleuve Saint-Laurent qui, ensemble, formeront la Nouvelle-France. Les Français de la Nouvelle-France exploreront alors les deux tiers de l'actuelle Amérique du Nord, du golfe du Mexique - où sera fondée la Louisiane - jusqu'aux Rocheuses de l'Ouest canadien. Ils établiront plus de cent cinquante postes de traite, dont la plupart seront fortifiés. Il s'ensuivra toutefois une période durant laquelle les colonies françaises et anglaises se disputeront de plus en plus le territoire. En 1713, la population de la Nouvelle-France est d'environ dix-huit mille personnes et augmentera à cinquante-cinq mille habitants en 1755, grâce à une forte natalité. L'effacement de la colonie se produira à la suite d'opérations militaires, qui mèneront le roi Louis XV à céder la Nouvelle-France au Royaume de Grande-Bretagne par le traité de Paris du 10 février 1763. La même année, le roi George III établit la «Province of Quebec» dont les occupants francophones largement majoritaires, que l'on nommait alors «Canadiens», seront confinés dans une région considérablement réduite et dirigée par un gouverneur général relevant de Londres.

Le poids démographique et la détermination des francophones à conserver leur identité rendra difficile la volonté du conquérant d'assimiler cette nation ; de plus, la faible immigration anglaise rendait difficile l'administration de la Province. Pour s'en faire une alliée contre la révolution des «Treize», les colonies anglaises de la côte atlantique, celui-ci conclura en 1774 l'Acte de Québec, qui rétablit le droit civil français, agrandit le territoire et octroie aux

catholiques le droit d'occuper des fonctions administratives. Le clergé catholique retrouvera ainsi ses droits et s'imposera comme interlocuteur. Or, l'indépendance des États-Unis d'Amérique, en 1776, fera perdre à la Province toute la partie sud des Grands Lacs et provoquera un changement démographique important, dû à l'arrivée des «loyalistes» - nom donné aux colons anglais qui s'exilèrent vers le nord pour demeurer fidèles à l'empire britannique. La plupart, environ trente mille, s'installeront dans les colonies britanniques de Terre-Neuve et surtout dans l'ancienne Acadie. Environ six mille autres s'installeront au sud et sud-ouest de la Province of Quebec qui, en 1791, sera partagée en deux régions, le Haut-Canada, occupé principalement par les «Britanniques», et le Bas-Canada, la région très majoritairement francophone des «Canadiens». Dans ce nouveau régime, chaque région est dotée d'une Assemblée élue qui peut suggérer certaines lois, mais ce sont le Conseil législatif, le Conseil exécutif et le gouverneur - tous nommés par Londres - qui ont le dernier mot. Aux premières élections, près de la moitié des députés élus sont anglais, alors que ceux-ci constituent moins de 7% de la population. La langue française n'apparaîtra que dans le cadre de la traduction de documents. Par ailleurs, les marchands anglais fortunés exerçant toujours plus de pression sur l'Assemblée, de nombreux différends s'ensuivront, qui mèneront aux révoltes armées de 1837-1838. À l'échec de la «rébellion» succèdera la «loi de l'Union» qui fera perdre aux francophones du Bas-Canada non seulement leur ethnonyme de «canadiens», mais aussi leur majorité au sein de la nouvelle Assemblée et tout espoir de relèvement. Leur unification avec le Haut-Canada formera alors le Canada-Uni mais, jusqu'au premier tiers du XX^e siècle, environ 700 000 «canadiens français» quitteront leur terre pour les États-Unis. Avec la naissance du fédéralisme canadien en 1867, quatre provinces seront formées, dont celle du Québec. Toutefois, l'exode massif des canadiens français du Québec - en majorité vers les États-Unis - conjointement avec l'immigration anglophone - en provenance surtout des îles Britanniques - diluera considérablement la présence des francophones du Canada, hors du Québec particulièrement. Tandis que le poids démographique des francophones du Québec déclinera continuellement au sein du Canada, cette dilution - voire

cette assimilation - des minorités de langues françaises hors du Québec s'aggraveront au point qu'en 2006, celles-ci ne représenteront plus que 4,1% de la population.

Répartition géographique des langues anglaise et française au Canada

Le tableau 1 présente la répartition des populations au Canada en 2006, par province, selon d'une part les langues maternelles française, anglaise et non officielle, et d'autre part, selon la langue d'usage à la maison. Il n'est

pas surprenant de constater que le plus haut pourcentage de francophones se trouve au Québec. D'ailleurs, c'est cette concentration des francophones au Québec, moins perméable à l'assimilation, qui ralentit le déclin de l'usage du français au Canada. Sans le Québec, le Canada n'est francophone qu'à 2,5% de sa population. Toutefois, les pourcentages de la population francophone québécoise sont passés, en l'espace de 10 ans, de 81,5% en 1996 à 79,6% en 2006, tandis que l'usage du français à la maison, pour cette même période, est passé de 82,8% à 81,8%.

Tableau 1 Populations selon les langues française, anglaise et non officielle au Canada en 2006¹.

Nom géographique	Population totale	Population selon la langue maternelle 1						Population selon la langue parlée à la maison 2					
		Français	%	Anglais	%	Autres	%	Français	%	Anglais	%	Autres	%
Canada	31 241 030	6 892 232	22,1%	18 055 687	57,8%	6 293 107	20,1%	6 690 128	21,4%	20 840 558	66,7%	3 710 333	11,9%
Canada sans le Québec	23 775 805	974 985	4,1%	17 440 605	73,4%	5 360 165	22,5%	604 751	2,5%	20 039 553	84,3%	3 131 471	13,2%
Ontario	12 028 895	510 241	4,2%	8 313 878	69,1%	3 204 771	26,6%	304 728	2,5%	9 789 935	81,4%	1 934 233	16,1%
Québec	7 435 900	5 916 843	79,6%	607 168	8,2%	911 895	12,3%	6 085 152	81,8%	787 887	10,6%	562 857	7,6%
Colombie-Britannique	4 074 385	58 883	1,4%	2 900 891	71,2%	1 114 606	27,4%	17 556	0,4%	3 380 148	83,0%	676 671	16,6%
Alberta	3 256 360	64 750	2,0%	2 593 390	79,6%	598 210	18,4%	21 347	0,7%	2 915 864	89,5%	319 139	9,8%
Manitoba	1 133 515	45 521	4,0%	845 596	74,6%	242 398	21,4%	20 518	1,8%	997 598	88,0%	115 400	10,2%
Saskatchewan	953 845	16 789	1,8%	815 382	85,5%	121 674	12,8%	4 318	0,5%	900 231	94,4%	49 301	5,2%
Nouvelle-Écosse	903 090	33 707	3,7%	833 922	92,3%	35 457	3,9%	17 868	2,0%	868 408	96,2%	16 808	1,9%
Nouveau-Brunswick	719 650	235 273	32,7%	465 703	64,7%	18 668	2,6%	213 888	29,7%	496 855	69,0%	8 908	1,2%
Terre-Neuve-Labrador	500 610	2 053	0,4%	488 775	97,6%	9 778	2,0%	740	0,1%	494 698	98,8%	5 168	1,0%
Île-du-Prince-Édouard	134 205	5 608	4,2%	125 568	93,6%	3 028	2,3%	2 755	2,1%	130 273	97,1%	1 178	0,9%
Territoires du Nord-Ouest	41 055	995	2,4%	31 725	77,3%	8 325	20,3%	460	1,1%	36 915	89,9%	3 675	9,0%
Territoire du Yukon	30 195	1 165	3,9%	25 775	85,4%	3 250	10,8%	573	1,9%	28 628	94,8%	990	3,3%
Nunavut	29 325	393	1,3%	7 905	27,0%	21 028	71,7%	223	0,8%	13 123	45%	15 980	54,5%

Quant à la population anglaise du Québec, elle est en 2006 de 8,2%. Toutefois, la population allophone représente 12,3% de la population du Québec, soit un pourcentage supérieur à celle des recensés qui se déclarent de langue maternelle anglaise. Mais là n'est pas tant le problème, car

ces pourcentages sont plutôt modérés, si on les calcule par rapport à l'ensemble du Québec. En calculant maintenant ces pourcentages pour l'île de Montréal et l'île Laval⁴, on obtient ce qui est indiqué dans le tableau 2.

Tableau 2 Répartition des populations selon la langue dans l'île de Montréal et Laval en 2006

Nom géographique	Population totale	Population selon la langue maternelle						Population selon la langue la plus parlée à la maison					
		Français	%	Anglais	%	Autres	%	Français	%	Anglais	%	Autres	%
Québec	7 435 900	5 916 843	79,6%	607 168	8,2%	911 895	12,3%	6 085 152	81,8%	787 887	10,6%	562 857	7,6%
île Montréal	1 816 285	905 267	49,8%	319 079	17,6%	591 939	32,6%	985 524	54,3%	456 274	25,1%	374 272	20,6%
île Laval	364 615	245 583	67,4%	27 538	7,6%	91 493	25,1%	263 056	72,1%	49 623	13,6%	51 941	14,2%

L'on peut donc constater, depuis le dernier recensement, en 2006, que la population francophone est passée sous le seuil inquiétant des 50% dans l'île de Montréal et que le nombre d'allophones est près du double de celui des anglophones. Si ces allophones choisissent massivement le français comme langue d'usage à la maison, le pourcentage de francophones pourrait correspondre à celui de l'ensemble du Québec, mais c'est loin d'être le cas dans la grande région de Montréal. En effet, seulement pour Montréal et Laval, le pourcentage d'allophones correspond à 75% de l'ensemble des allophones du Québec. Or, parmi tous ceux qui choisissent de faire une substitution linguistique au Québec (environ 40%), la moitié, soit environ 182.000 allophones, choisissent plutôt l'anglais. Voilà donc une des problématiques du Québec : les allophones, qui substituent leur langue maternelle par une des langues officielles du Canada, optent dans presque les mêmes proportions en faveur de la langue anglaise qu'en faveur de la langue française. Or, les anglophones correspondent à moins d'un dixième de la population québécoise. Ce phénomène nous conduit donc à considérer le pouvoir d'attraction qu'exerce une langue par rapport à une autre dans un paysage démolinguistique donné.

Vitalité linguistique au Québec

La vitalité d'une langue peut se mesurer par ce qu'on appelle l'indice de vitalité linguistique (IVL), aussi appelé indice de « continuité » linguistique. Celui-ci permet d'évaluer globalement le niveau de la persistance ou de l'attraction d'une langue. L'indice se calcule en divisant, pour chaque langue, le nombre de ses locuteurs selon la langue d'usage (celle qui est la plus souvent utilisée à la maison) par celui de ses locuteurs selon la langue maternelle. Un quotient supérieur, égal ou inférieur à 1 signale respectivement un gain, un maintien ou un déclin du nombre de locuteurs. L'indice de vitalité linguistique mesure donc le taux de croissance en nouveaux locuteurs pour une langue donnée, c'est-à-dire des substitutions linguistiques nettes. Cet indice se calcule par l'équation suivante :

$$IVL = \frac{\text{(population langue maternelle)*}}{\text{(population langue d'usage à la maison)}}$$

où l'astérisque indique la langue considérée (F pour français, A pour anglais, Au pour autres langues etc.).

Les trois premières colonnes du tableau 3 indiquent respectivement les indices de vitalité du français, de l'anglais et des autres langues pour le Canada, pour les provinces et pour l'île de Montréal en particulier.

On observe que le gain net de nouveaux locuteurs pour les allophones est négatif dans toutes les provinces canadiennes. En d'autres termes, les allophones persistent peu (58% au Québec) à utiliser leur langue maternelle le plus souvent à la maison et choisissent l'une des deux langues officielles du Canada, comme l'indique aussi leur indice de vitalité partout inférieur à 1. Toutefois, les gains nets pour les francophones sont aussi négatifs partout au Canada, sauf au Québec.

¹Sources : Statistiques Canada, recensements de la population, 2006. Compilation (réponses uniques et multiples) et calculs de l'auteur.

²Première langue apprise à la maison dans l'enfance et encore comprise par le recensé au moment du recensement.

³Se réfère à la langue que le recensé parlait le plus souvent à la maison au moment du recensement.

⁴L'île Laval est située juste au nord de l'île de Montréal et constitue la ville la plus peuplée après celles de Montréal et la ville de Québec.

Tableau 3 Les substitutions linguistiques nettes par province au Canada en 2006

Nom géographique	IVLF	IVLA	IVLAu	Gain franco	Gain anglo	Gain allo
Canada	0,971	1,154	0,59	-202 103	2 784 872	-2 582 773
Ontario	0,597	1,178	0,604	-205 513	1 476 057	-1 270 538
Colombie-Britannique	0,298	1,165	0,607	-41 328	479 258	-437 935
Alberta	0,33	1,124	0,533	-43 403	322 474	-279 071
Québec	1,028	1,298	0,617	168 309	180 719	-349 038
Île de Montréal	1,089	1,430	0,632	80 258	137 195	-217 668
Manitoba	0,451	1,18	0,476	-25 003	152 002	-126 998
Saskatchewan	0,257	1,104	0,405	-12 471	84 849	-72 373
Nouvelle-Écosse	0,53	1,041	0,474	-15 838	34 487	-18 648
Nouveau-Brunswick	0,909	1,067	0,477	-21 386	31 152	-9 761
Terre-Neuve et Labrador	0,361	1,012	0,529	-1 313	5 923	-4 610
Nunavut	0,567	1,66	0,76	-170	5 218	-5 048
Territoires du Nord-Ouest	0,462	1,164	0,441	-535	5 190	-4 650
Île du Prince Edouard	0,491	1,037	0,389	-2 853	4 704	-1 851
Yukon	0,491	1,111	0,305	-593	2 853	-2 260

Or, au Québec, le gain net de nouveaux locuteurs de langue anglaise à la maison est au quatrième rang des provinces canadiennes. Ce gain net pour la seule île de Montréal représente 76% de tous les gains réalisés au Québec en faveur de la langue anglaise. Ce résultat se traduit donc par un pouvoir d'attraction significatif de la langue anglaise dans la région de Montréal.

Or, la ville de Montréal étant la métropole du Québec, elle constitue un pôle majeur pour la culture, l'éducation, le commerce, l'industrie et la finance. Elle dispose d'une influence considérable, qui lui permet d'exercer un rôle

stratégique sur le plan régional, national et international. En effet, Montréal dispose d'un important réseau de secteurs d'activités, où on peut trouver de tout en anglais (un travail, des soins médicaux, de l'éducation, des denrées, des clients, des contrats, etc.). Au quotidien, de nombreux coins de l'île de Montréal ne sont pratiquement plus francophones, ni même bilingues, mais essentiellement anglophones. Cette situation, à laquelle s'ajoute maintenant le faible taux de natalité des francophones et la forte croissance de la population allophone, fait que les perspectives d'avenir pour la langue française au Québec sont de plus en plus préoccupantes.

La vitalità della lingua francese del Québec in Canada

Indice

- Cronistoria
- Ripartizione geografica delle lingue inglese e francese in America
- Vitalità linguistica in Québec

Gli elementi che accomunano la storia della maggior parte dei popoli minoritari sono rappresentati da quei periodi vissuti anche dagli abitanti del Québec (Québécois): l'insediamento di un popolo in un'area geografica ben definita, la successiva crescita e sviluppo ed infine il declino se non un vero e proprio crollo. L'influenza passata o attuale dei popoli è spesso la conseguenza della loro ricerca incessante di autodeterminazione. Per il Québec, questi momenti sono abbastanza recenti e puntuali. Iniziano con l'esplorazione del golfo di San Lorenzo ad opera di Jacques Cartier nel 1534, cui ha fatto seguito il popolamento da parte dei francesi dell'Arcadia e delle rive del fiume San Lorenzo che, insieme, costituiranno la *Nouvelle-France*. I Francesi della *Nouvelle-France* esploreranno allora i due terzi dell'attuale America del Nord, dal golfo del Messico - dove sarà fondata la Louisiana - fino alle Montagne Rocciose dell'Ovest canadese. Istituiranno più di centocinquanta empori, la maggior parte dei quali fortificati. Seguirà, tuttavia, un periodo durante il quale le colonie francesi e inglesi si contenderanno sempre più il territorio. Nel 1713, la popolazione della *Nouvelle-France* conta diciottomila abitanti per raggiungerne cinquantacinquemila nel 1755, grazie ad un'elevata natalità. Il crollo della colonia sarà il risultato di operazioni militari, che porteranno Luigi XV a cedere la *Nouvelle-France* al regno di Gran Bretagna, in seguito al Trattato di Parigi del 10 febbraio 1763. In quello stesso anno, Re Giorgio III istituisce la Province of Quebec cui occupanti francofoni di gran lunga maggioritari, chiamati allora "canadesi", saranno confinati in una regione di dimensioni ridotte sotto la guida di un governatore generale dipendente da Londra.

Il peso demografico e la determinazione dei francofoni a conservare la propria identità intralceranno la volontà del conquistatore di assimilare questa nazione; inoltre la scarsa immigrazione inglese renderà difficile l'amministrazione della *Province*. Per averla al suo fianco contro la rivoluzione delle "Tredici", ovvero le colonie inglesi della costa atlantica, nel 1774 Re Giorgio promulgherà la Legge sul Québec, che ristabilirà il diritto civile francese, ampliando il territorio e concedendo ai cattolici il diritto di svolgere le funzioni amministrative. Il clero cattolico ritroverà così i suoi diritti e s'imporrà come interlocutore. Orbene, nel 1776, l'indipendenza degli Stati Uniti d'America priverà la *Province* di tutta la parte meridionale dei Grandi Laghi e provocherà un cambiamento demografico di grande portata, dovuto all'arrivo dei "lealisti" - nome attribuito ai coloni inglesi che andranno in esilio verso nord per restare fedeli all'impero britannico. La maggior parte di essi, circa trentamila, si insedieranno nelle colo-

nie britanniche di Terranova e soprattutto nell'ex Arcadia. Altri seimila circa si stabiliranno a sud e sud-ovest della *Province of Quebec* la quale sarà suddivisa in due regioni, l'Alto Canada, occupato principalmente dai "Britannici" e il Basso Canada, la regione prioritariamente francofona dei "Canadesi". In questo nuovo regime, ogni singola regione è dotata di un'Assemblea eletta che può proporre alcune leggi, anche se l'ultima parola spetta sempre al Consiglio legislativo, al Consiglio esecutivo ed al governatore, tutti nominati da Londra. Alle prime elezioni, quasi la metà dei deputati eletti sono inglesi, nonostante rappresentino meno del 7% della popolazione. La lingua francese figurerà soltanto nella traduzione dei documenti. Inoltre le sempre più numerose pressioni degli abitanti mercanti inglesi sull'Assemblea daranno origine a numerose controversie che porteranno alle rivolte armate del 1837-1838. Alla sconfitta della "ribellione" seguirà la "legge dell'unione" che farà perdere ai francofoni del Basso Canada non solo l'etnonimo di "canadesi", ma anche la maggioranza in seno alla nuova Assemblea nonché qualunque speranza di riscossa. L'unificazione con l'Alto Canada darà luogo al Canada Unito ma, nei primi trent'anni del XX secolo, circa 700 000 "canadesi francesi" lasceranno la loro terra per gli Stati Uniti. Con la nascita del "federalismo canadese" nel 1867, si formeranno quattro province, tra cui quella del Québec. Tuttavia, l'esodo massiccio dei canadesi francesi dal Québec - principalmente verso gli Stati Uniti - nonché l'immigrazione anglofona, proveniente soprattutto dalle isole britanniche, diluirà fortemente la presenza dei francofoni del Canada, in particolare fuori dal Québec. Mentre in Canada il peso demografico dei francofoni del Québec si indebolirà costantemente, la diluizione - o meglio assimilazione - delle minoranze di lingua francese esternamente al Québec si aggraverà a tal punto che, nel 2006, esse rappresenteranno soltanto il 4,1% della popolazione.

Ripartizione geografica delle lingue inglese e francese in Canada

La tabella 1 presenta la ripartizione delle popolazioni in Canada nel 2006, in ogni singola provincia, sia in base alle lingue madri francese, inglese e non ufficiale, sia in base alla lingua parlata in famiglia. Non sorprende rilevare che la percentuale maggiore di francofoni si trovi in Québec. Del resto, è proprio tale concentrazione di francofoni in Québec, meno permeabile all'assimilazione, a rallentare il declino dell'uso del francese in Canada. Senza il Québec, in Canada soltanto il 2,5% della popolazione sarebbe francofono. Le percentuali della popolazione francofona in Québec, tuttavia, in un decennio, sono passate dall'81,5% nel 1996 al 79,6% nel 2006, mentre l'uso del francese in famiglia, in questo stesso lasso di tempo, è sceso dall'82,6% all'81,8.

Tabella 1 Popolazioni suddivise in base alle lingue francese, inglese e non ufficiale in Canada nel 2006¹.

Nome geografico	Popolazione totale	Popolazione suddivisa secondo la lingua madre ¹						Popolazione suddivisa secondo la lingua parlata in famiglia ²					
		Francese	%	Inglese	%	Altre	%	Francese	%	Inglese	%	Altre	%
Canada	31 241 030	6 892 232	22,1%	18 055 687	57,8%	6 293 107	20,1%	6 690 128	21,4%	20 840 558	66,7%	3 710 333	11,9%
Canada senza il Québec	23 775 805	974 985	4,1%	17 440 605	73,4%	5 360 165	22,5%	604 751	2,5%	20 039 553	84,3%	3 131 471	13,2%
Ontario	12 028 895	510 241	4,2%	8 313 878	69,1%	3 204 771	26,6%	304 728	2,5%	9 789 935	81,4%	1 934 233	16,1%
Québec	7 435 900	5 916 843	79,6%	607 168	8,2%	911 895	12,3%	6 085 152	81,8%	787 887	10,6%	562 857	7,6%
Colombia-Britannica	4 074 385	58 883	1,4%	2 900 891	71,2%	1 114 606	27,4%	17 556	0,4%	3 380 148	83,0%	676 671	16,6%
Alberta	3 256 360	64 750	2,0%	2 593 390	79,6%	598 210	18,4%	21 347	0,7%	2 915 864	89,5%	319 139	9,8%
Manitoba	1 133 515	45 521	4,0%	845 596	74,6%	242 398	21,4%	20 518	1,8%	997 598	88,0%	115 400	10,2%
Saskatchewan	953 845	16 789	1,8%	815 382	85,5%	121 674	12,8%	4 318	0,5%	900 231	94,4%	49 301	5,2%
Nuova Scozia	903 090	33 707	3,7%	833 922	92,3%	35 457	3,9%	17 868	2,0%	868 408	96,2%	16 808	1,9%
Nuovo Brunswick	719 650	235 273	32,7%	465 703	64,7%	18 668	2,6%	213 888	29,7%	496 855	69,0%	8 908	1,2%
Terranova Labrador	500 610	2 053	0,4%	488 775	97,6%	9 778	2,0%	740	0,1%	494 698	98,8%	5 168	1,0%
Isola del Principe Edoardo	134 205	5 608	4,2%	125 568	93,6%	3 028	2,3%	2 755	2,1%	130 273	97,1%	1 178	0,9%
Territori del Nord-Ovest	41 055	995	2,4%	31 725	77,3%	8 325	20,3%	460	1,1%	36 915	89,9%	3 675	9,0%
Territorio dello Yukon	30 195	1 165	3,9%	25 775	85,4%	3 250	10,8%	573	1,9%	28 628	94,8%	990	3,3%
Nunavut	29 325	393	1,3%	7 905	27,0%	21 028	71,7%	223	0,8%	13 123	45%	15 980	54,5%

Per quanto riguarda la popolazione inglese del Québec, nel 2006, essa è pari all'8,2%. La popolazione allofona rappresenta tuttavia il 12,3% del totale del Québec, ovvero una percentuale superiore rispetto a quella riferita dai cittadini censiti che si dichiarano di lingua madre inglese.

Il problema però non è tanto in questi termini, poiché queste percentuali sono piuttosto basse se raffrontate all'insieme del Québec. Se calcoliamo ora queste stesse percentuali per l'isola di Montreal e di Laval, otteniamo quanto esposto nella tabella 2.

Tabella 2 Ripartizione delle popolazioni in base alla lingua nell'isola di Montréal e Laval nel 2006

Nome geografico	Popolazione totale	Popolazione secondo la lingua madre						Popolazione secondo la lingua più parlata in casa					
		Francese	%	Inglese	%	Altre	%	Francese	%	Inglese	%	Altre	%
Québec	7 435 900	5 916 843	79,6%	607 168	8,2%	911 895	12,3%	6 085 152	81,8%	787 887	10,6%	562 857	7,6%
Isola Montréal	1 816 285	905 267	49,8%	319 079	17,6%	591 939	32,6%	985 524	54,3%	456 274	25,1%	374 272	20,6%
Isola Laval	364 615	245 583	67,4%	27 538	7,6%	91 493	25,1%	263 056	72,1%	49 623	13,6%	51 941	14,2%

Dall'ultimo censimento del 2006 si può rilevare che la popolazione francofona è scesa al di sotto della soglia preoccupante del 50% nell'isola di Montréal mentre la percentuale degli allofoni è quasi il doppio rispetto a quella degli anglofoni. Se gli allofoni scegliessero in massa

il francese come lingua d'uso comune in famiglia, la percentuale dei francofoni potrebbe corrispondere a quella registrata in Québec nel suo insieme, ma nella grande regione di Montréal la situazione è lungi dall'essere così. In effetti, solo per Montréal e Laval, la percentuale di allofoni

¹Fonti: Statistiche Canada, censimento demografico, 2006. Compilazione (risposte uniche e multiple) e calcoli dell'autore.

²Prima lingua appresa in famiglia da bambini e ancora compresa dal cittadino al momento del censimento

³Fa riferimento alla lingua che il cittadino parlava spesso in casa al momento del censimento.

corrisponde al 75% di tutti gli allofoni del Québec. Orbene, tra tutti coloro che scelgono di operare una "sostituzione linguistica" in Québec (circa il 40%), la metà, ovvero 182 000 allofoni, propendono per l'inglese. Ecco dunque una delle problematiche del Québec: gli allofoni che sostituiscono la loro lingua madre con una delle lingue ufficiali del Canada, optano quasi nelle stesse proporzioni a favore della lingua inglese o a favore della lingua francese. Ebbene, gli anglofoni corrispondono a meno di un decimo della popolazione del Québec. Questo fenomeno ci porta quindi a considerare il potere di attrazione esercitato da una lingua rispetto a un'altra in un dato contesto linguistico.

Vitalità linguistica del Québec

La vitalità di una lingua può misurarsi attraverso il cosiddetto indice di vitalità linguistica (IVL), chiamato altresì indice di "continuità" linguistica. Quest'ultimo consente di valutare globalmente il livello di persistenza o d'attrazione di una lingua. L'indice si calcola dividendo, per ogni lingua, il numero dei suoi locutori in base alla lingua d'uso (la lingua impiegata prioritariamente in casa) per il numero dei suoi locutori in base alla lingua materna. Un quoziente superiore, uguale o inferiore a 1 segnala rispettivamente un saldo positivo, una situazione stabile o un saldo

negativo nel numero di locutori. L'indice di vitalità linguistica misura quindi il tasso di crescita dei nuovi locutori per una data lingua, ovvero le sostituzioni linguistiche nette. Tale indice si calcola mediante la seguente equazione:

$$IVL^* = \frac{\text{(popolazione lingua materna)}}{\text{(popolazione lingua d'uso in casa)}}$$

dove l'asterisco indica la lingua considerata. (F: francese; A: inglese; Au: Altre lingue ecc.).

Le prime tre colonne della tabella 3 indicano rispettivamente gli indici di vitalità del francese, dell'inglese e delle altre lingue per il Canada, le province e l'isola di Montréal in particolare.

Si osserva che il saldo netto di nuovi locutori per gli allofoni è negativo in tutte le province canadesi. In altri termini, gli allofoni persistono poco (58% in Québec) nell'utilizzare la loro lingua madre in casa e optano per una delle due lingue ufficiali del Canada, come segnalato dall'indice di vitalità che è ovunque inferiore ad 1.

Il saldo netto per i francofoni, tuttavia, è negativo ovunque in Canada, salvo in Québec. ■

Tabella 3 Le sostituzioni linguistiche nette per provincia in Canada nel 2006

Nome geografico	IVLF	IVLA	IVLAu	Saldo franc	Saldo ingl	Saldo allo
Canada	0,971	1,154	0,59	-202 103	2 784 872	-2 582 773
Ontario	0,597	1,178	0,604	-205 513	1 476 057	-1 270 538
Colombia-Britannica	0,298	1,165	0,607	-41 328	479 258	-437 935
Alberta	0,33	1,124	0,533	-43 403	322 474	-279 071
Québec	1,028	1,298	0,617	168 309	180 719	-349 038
Isola di Montréal	1,089	1,430	0,632	80 258	137 195	-217 668
Manitoba	0,451	1,18	0,476	-25 003	152 002	-126 998
Saskatchewan	0,257	1,104	0,405	-12 471	84 849	-72 373
Nuova Scozia	0,53	1,041	0,474	-15 838	34 487	-18 648
Nuovo Brunswick	0,909	1,067	0,477	-21 386	31 152	-9 761
Terranova e Labrador	0,361	1,012	0,529	-1 313	5 923	-4 610
Nunavut	0,567	1,66	0,76	-170	5 218	-5 048
Territori del nord-ovest	0,462	1,164	0,441	-535	5 190	-4 650
Isola del Principe Edoardo	0,491	1,037	0,389	-2 853	4 704	-1 851
Yukon	0,491	1,111	0,305	-593	2 853	-2 260

⁴ L'île Laval est située juste au nord de l'île de Montréal et constitue la ville la plus peuplée après celles de Montréal et la ville de Québec.

Manuel GONZÁLEZ GONZÁLEZ

Université de Saint-Jacques-de-Compostelle
Real Academia Galega
Centro Ramón Piñeiro pour la recherche humaniste

Università di Santiago de Compostela
Real Academia Galega
Centro Ramón Piñeiro per la ricerca umanistica

Constitution Historique Du Galicien

Je tiens avant tout à remercier doublement les organisateurs de cette manifestation. À titre personnel, je les remercie de m'avoir donné l'opportunité de visiter encore une fois cette terre merveilleuse qu'est la Vallée d'Aoste et, comme si cela ne suffisait pas, de m'avoir invité à parler de ma langue. Je veux également les remercier publiquement d'avoir invité la Galice, aux côtés de la Sardaigne et du Québec.

Le galicien dérive fondamentalement de la langue des colonisateurs romains, mais cet élément constitutif principal est complété par plusieurs autres, relatifs au substrat qui précédait l'arrivée des Romains et au superstrat postérieur à la romanisation de la *Gallaecia*.

1. Les langues du substrat

Pour ce qui est des populations qui précédèrent la romanisation, l'apport principal et le plus certain se trouve dans le domaine du lexique, surtout dans les mots qui désignent des concepts assez élémentaires et concrets, tels que les noms des fruits, des plantes et des animaux, la topographie, certains types de bâtiments, etc. Les mots indigènes ont survécu dans tous les cas où les colonisateurs auraient eu des difficultés à utiliser un de leurs termes pour désigner quelque chose d'autochtone. Les survivances dans la toponymie sont tellement répandues que l'on pourrait presque affirmer que seules les nouvelles fondations reçoivent un nom romain. Nous savons que lorsque les Romains arrivèrent dans le Nord-Ouest de la péninsule ibérique, ils n'y trouvèrent pas un seul peuple ou une seule langue, ni même, probablement, une seule famille de langues. La variété linguistique la plus répandue sur ce territoire était un dialecte celtique (que certains linguistes ont décidé d'appeler par convention la « langue de l'Ouest ») caractérisé par l'emploi du suffixe -AIKO, qui s'ajoutait aux noms propres et aux noms communs de lieu pour les convertir en adjectifs. Ce suffixe a survécu dans le galicien actuel dans la forme -ego, présente, par exemple, dans le mot *galego*, qui s'applique aux habitants de la Galice (*Galego* < CALLAICO), mais également dans d'autres adjectifs, tels que *limego* (de la zone de Limia) ou *chairego* (de la zone de *A Terra Cha*), *brañego*, etc. La zone dans laquelle ce suffixe est répandu coïncide approximativement avec une zone ayant des caractéristiques culturelles spécifiques, telles que le culte de divinités appelées *Bandue*,

Nabiae et *Reve*, ou l'usage de formes spécifiques pour l'identification onomastique des personnes, indiquant la communauté à laquelle celles-ci appartenaient.

C'est à ce substrat celte que nous devons des toponymes comme *A Coruña*, *Callobre*, *Barallobre* (et tous ceux qui se terminent par -*obre*), des hydronymes comme *Deva* (eau), *Limia* (dérivé de la racine indo-européenne **lei-*, couler, déboucher sur), *Sar* ou *Sarela* (dérivé de la racine indo-européenne. **ser-* s'écouler comme un torrent) et beaucoup d'autres mots du lexique commun galicien, tels que *lama*, *burato*, *boroa*, *berce*, *camba*, *tona*, *maniña* (stérile), *canga*, *cheda*, *croio*, *bugallo*, *tranca*, etc.

Il est toutefois probable que l'on y parlait aussi quelques autres langues indo-européennes non celtes et peut-être même quelques langues non indo-européennes qui y avaient survécu. La langue galicienne contient des éléments lexicaux qui ont été traditionnellement catalogués comme non indo-européens. Ces éléments ont-ils été tirés directement de langues parlées sur le territoire et issues d'anciens peuplements non indo-européens du Nord-Ouest de la péninsule ibérique, ou bien furent-ils introduits par la suite et empruntés à d'autres langues indo-européennes : la chose n'est pas tout à fait claire.

L'on retrouve dans ce substrat non indo-européen des mots qui ont des correspondances dans d'autres langues de l'Europe occidentale et du Nord de l'Afrique (comme *carqueixa*, plante légumineuse, genêt ; *mata*, *queiroga*, bruyère...) tandis que d'autres relèvent de langues bien distinctes, de l'Atlantique jusqu'au Caucase (comme *amorodo*, fraise, *coto* hauteur ou colline, *sobaco*).

2. Les Romains et le latin

La langue galicienne dérive fondamentalement de celle des colonisateurs romains, à savoir le latin.

Les premiers contacts des Romains avec la Galice remontent à l'an 138 av. J.-C., lors de la campagne de Decimus Junius Brutus, qui traversa l'Ouest de la péninsule pour tenter de battre les troupes de « rebelles » qui s'opposaient à la *pax romana*. Et même si à cette époque la Galice comptait probablement plusieurs peuples qui ne cessaient de se mêler, mais qui n'avaient ni langue, ni culture uniformes, ni cohésion politique et combattaient constamment les uns contre les autres, les chroniques des auteurs classiques rapportent que ces différents peuples de la côte Nord de la péninsule surent trouver une certaine unité et que diverses populations

présentant des affinités se regroupaient souvent sous un même nom. C'est par exemple ce qui se produisit en 137 av. J.-C., quand Decimus Junius Brutus remporta sa première grande victoire sur nos lointains ancêtres, au Nord du fleuve Duero. La plupart des vaincus étaient des *Callaici*. À la suite de ce succès le consul romain acquit le surnom de *Gallaecus*, si bien que tout le territoire qui allait jusqu'à la Cantabrie fut désormais appelé *Gallaecia*.

Au lendemain de cette campagne du consul Brutus, Rome abandonna ce territoire jusqu'au moment où, en 61 av. J.-C., commença la campagne de César, lequel pacifia la Lusitanie, mais pas la Galice. La soumission et la pacification relative de la *Gallaecia* fut achevée durant la campagne entreprise par Auguste contre les Cantabres, les Asturiens et les Galiciens. C'est à cette époque, entre 29 et 19 av. J.-C., que remonte le sacrifice du mont Medulio, où des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants se donnèrent la mort en un acte de suicide collectif plutôt que de se livrer aux Romains. La politique d'Auguste finit par imposer définitivement la *pax romana*.

Dès le début de la conquête romaine de la péninsule, la Galice fit l'objet de toute une série de découpages administratifs, sur lesquels je ne m'attarderai pas. Avec Dioclétien, toute l'*Hispania* est partagée en provinces, dont l'une est justement la *Gallaecia*. Les répartitions effectuées par la suite par les Romains, sur la base des affinités précédentes, délimitent peu à un peu un territoire qui coïncide presque avec celui de la Galice politique d'aujourd'hui. En termes linguistiques, cette correspondance est encore plus marquée.

L'introduction du latin fut progressive et une longue période de bilinguisme dura vraisemblablement jusqu'aux dernières années de l'Empire. Pour comprendre le processus de latinisation et la disparition totale des langues indigènes, nous devons tenir compte de l'énorme supériorité culturelle des envahisseurs romains, du fait que l'obtention de la citoyenneté romaine était bien l'aspiration de tous et des avantages que celle-ci apportait, ainsi que de la répartition des terres entre les colonisateurs, qui comportait l'installation stable de ceux-ci et un grand nombre de mariages mixtes. Le fait est que le latin finit par s'imposer de manière absolue et c'est de lui que dérive ce que nous appelons aujourd'hui la langue galicienne.

3. Les langues du superstrat

Nous devons encore parler de deux autres apports à cet ensemble qui commence à devenir la langue galicienne : les langues germaniques et l'arabe, deux superstrats du latin *galaico*.

3.1 Les Germains

Les Germains qui pénétrèrent en Galice sont les Vandales (qui y arrivèrent au cours des premières années du V^e siècle ap. J.-C.), les Suèves (qui arrivèrent dans la péninsule vers 406 et fondèrent en Galice un royaume qui dura plus d'un siècle et demi, de 411 à 585) et les Wisigoths (qui s'installèrent définitivement dans la péninsule après avoir été expulsés du Sud de la France par les Francs). En *Gallaecia*, ces derniers seront les ennemis des Suèves, qu'ils finiront par soumettre à l'époque de Léovigild (568-586).

Il est assez difficile, voire impossible, de séparer, parmi les emprunts aux langues germaniques du galicien, ce qui appartient à chaque peuple (Suèves, Goths, Francs, etc.). Nous ne disposons que d'indices pour établir si une parole donnée peut être attribuée avec plus de probabilité à un certain peuple.

Quand l'aire de diffusion d'un germanisme donné s'étend à toute la péninsule, au Sud de la France et au Nord de l'Italie, nous pouvons supposer qu'il s'agit là d'un emprunt à la langue des Goths. Les mots d'origine gothique sont assez nombreux. C'est du gothique péninsulaire que nous viennent des mots tels que *roupa*, *roca*, *espeto*, *agasallar*, *elmo*, *esmagar*, *escanciar* et beaucoup d'autres, ainsi qu'un grand nombre d'anthroponymes et de toponymes. Certains noms de personnes assez répandus comme *Fernando*, *Gonzalo*, *Afonso*, *Ramiro*, *Elvira*, *Luis*, *Guillermo*, *Alberte*, *Alvaro*, etc., sont également d'origine gothique.

Les toponymes d'origine germanique sont encore plus fréquents : *Godos*, *A Gudiña*, *Godón*, *Lobios*, *Boiro*, *Allariz*, *Distriz*, *Guitiriz*, *Mondariz*, *Vilaodríz*, *Brandomil*, *Castromil*, *Ramirás*, *Samil*, *Rosende*, *Sismundi*, *Tramundi*, *Gondar*, *Baltar*, *Recarei*, *Gondomar*, *Abegondo*, *Moalde*, *Guisande*, *Friol*, etc.

Même si les Germains représentent un élément essentiel de notre formation en tant que peuple, leur influence fut faible et se limite à quelques mots, parce que non seulement ils ne réussirent pas à germaniser la population, mais qu'ils finirent par se latiniser eux-aussi. Ce processus rapide d'assimilation linguistique doit avoir été facilité par le fait qu'à l'époque en question, le christianisme avait déjà adopté le latin comme langue véhiculaire et que cette langue acquit ainsi un caractère d'universalité irréversible.

3.2 Les Arabes

Les Arabes arrivent dans la péninsule ibérique en 711 et, à peine un siècle plus tard, Ordoño I^{er} avait déjà amené la frontière de la Reconquête à Tui, au sud de la Galice actuelle. C'est pour cette raison que l'arabisation du territoire galicien fut assez superficielle.

Pour le galicien, l'apport lexical de l'arabe ne fut pas aussi important qu'il le fut pour le portugais, le castillan ou le catalan, langues au contact desquelles les Arabes vécut beaucoup plus longtemps. Des mots tels que *argola*, *albarda*, *alforxa*, *aceite*, *laranxa*, *arroba*, *quintal*, *maquia*, *acea*, etc., sont des arabismes qui sont passés directement dans le galicien et présentent les mêmes modifications phonétiques que les termes du patrimoine galicien. Mais il y a aussi un ensemble de mots d'origine arabe qui entrèrent dans le vocabulaire galicien par le biais des autres langues hispaniques.

4. La naissance du galicien

Après cet apport des langues germaniques et de l'arabe à la langue que les Romains avaient laissée en Galice, nous en venons à cette époque, difficile à cerner chronologiquement, où le galicien naît d'une évolution du latin. Nous savons que vers le VIII^e siècle, la variété linguistique parlée en *Gallaecia* différait déjà considérablement de sa langue mère, le latin. Quelles étaient les principaux éléments qui caractérisaient le galicien par rapport aux autres variétés de langues romanes parlées dans la péninsule ibérique au moment où les premiers

testes écrits font leur apparition ?

Je ne voudrais pas vous ennuyer avec un exposé de linguistique historique, mais je crois qu'il est important de rappeler trois changements phonétiques particulièrement significatifs :

1. En galicien, les groupes consonantiques initiaux PL-, CL- et FL- sont rendus par la consonne palatale fricative *ch-* [tʃ]. C'est pourquoi des mots tels que PLANU, CLAMARE et FLAGRARE deviennent en galicien, respectivement *chan*, *chamar* et *cheirar*.

2. Second changement significatif, la chute de la -L- intervocalique, qui se produit vers le X^e siècle, et qui fait que les formes latines SALIRE, PALATIUM et FILIUM deviennent en galicien *sair*, *pazo* et *fiu*.

3. Le troisième changement survint immédiatement après la chute de la -L- intervocalique : c'est la perte de la -N- intervocalique, qui s'était déjà produite au moment où les premiers textes écrits en galicien allaient faire leur apparition. C'est ainsi que des mots latins comme CORONA, ARENA et HOMINES devinrent en galicien *coroa*, *area* et *homes*.

Je ne m'arrêterais pas sur les principaux changements morphosyntaxiques, qui sont structurellement assez semblables à ceux que connaissent les langues romanes occidentales pour la plupart : simplification du système des cas, disparition du genre neutre, simplification de la morphologie verbale et apparition de formes verbales périphrastiques, apparition de l'article, rigidité accrue de l'ordre des mots, etc. Au terme de ces changements linguistiques - et d'autres, que

je n'ai pas mentionnés -, nous pouvons affirmer que le latin parlé dans le Nord-Ouest de la péninsule ibérique s'était transformé en une autre langue : le galicien.

À partir du VIII^e siècle, époque à laquelle la langue parlée devait déjà être fondamentalement galicienne, la région a connu une situation de diglossie langue parlée-langue écrite. Alors que les habitants de la Galice utilisaient oralement le galicien dans leurs rapports quotidiens, le latin restait la langue habituelle de la documentation écrite, situation qui persista au moins jusqu'à la fin du XII^e siècle. Voilà pourquoi, dans les documents latins de cette époque, l'on trouve une quantité considérable de formes romanes et galiciennes, à côté d'hypercorrections fréquentes, qui s'expliquent par la connaissance de moins en moins bonne du latin.

Les premiers textes écrits en galicien remontent au début du XII^e siècle. Aux XIII^e et XIV^e siècles, le galicien est la langue la plus prestigieuse de la poésie péninsulaire et est utilisée non seulement par les troubadours galiciens mais également par ceux des autres zones de la péninsule et même du Sud de la France.

Au cours de cette première phase, le galicien est utilisé dans la poésie lyrique, dans la prose littéraire, historique et didactique, dans les actes notariés - tels que les contrats de vente, etc. - ainsi que dans les documents relatifs à la vie des communes (avis, litiges...). Nous pouvons affirmer que les XIII^e et XIV^e siècles représentent le premier âge d'or de la langue galicienne et nous pouvons espérer que l'esprit démocratique du XXI^e siècle et une véritable reconnaissance des droits des peuples permettront à cette langue de retrouver un statut semblable à celui dont elle bénéficiait à cette époque ancienne.

Costituzione storica del galego

Prima di tutto, voglio ringraziare due volte gli organizzatori di questo evento. Personalmente, per offrirvi l'opportunità di visitare ancora una volta questa terra meravigliosa, la Val d'Aosta, e, come se non bastasse, di farlo per parlare della mia lingua. Inoltre voglio fare un pubblico ringraziamento per aver messo tra i paesi invitati anche la Galizia, insieme alla Sardegna e al Québec.

La lingua galega deriva fondamentalmente da quella che avevano portato con sé i colonizzatori romani, ma a tale elemento costitutivo principale è necessario aggiungervi altri: di substrato, precedente l'arrivo dei romani; e di superstrato, posteriore alla romanizzazione della *Gallaecia*.

1. Le lingue di substrato

Per quanto riguarda le popolazioni antecedenti alla romanizzazione, l'apporto principale e più certo si trova nel campo del lessico, soprattutto in quelle parole che designano concetti assai elementari e concreti, come i nomi della frutta, delle piante e degli animali, la topografia, particolari tipi di costruzioni, etc.; vale a dire, sopravvivono le parole indigene

in quei casi in cui i colonizzatori difficilmente avrebbero potuto apportare un loro termine per designare qualcosa di autoctono. Le sopravvivenze nella toponimia sono talmente diffuse che si potrebbe quasi affermare che soltanto le nuove fondazioni ricevono un nome romano.

Quando i romani giunsero nel nord-ovest della Penisola Iberica, sappiamo che non vi trovarono un unico popolo, né un'unica lingua, probabilmente neppure una sola famiglia di lingue. La varietà linguistica più estesa in questo territorio era un dialetto celta (che alcuni linguisti hanno deciso convenzionalmente di chiamare "lingua dell'ovest"), caratterizzato dal suffisso -AIKO, che si univa a nomi di luogo propri o comuni per convertirli in aggettivi, suffisso che sopravvive nel galego attuale nella forma -ego, presente, per esempio, in *galego*, gentilizio degli abitanti della Galizia (Galego < CALLAICO), ma anche in altri aggettivi come *limego* 'proprio della zona di Limia' o *chairego* 'proprio della zona di A Terra Cha', *brañego*, etc. L'area in cui è diffuso questo suffisso coincide approssimativamente con alcuni specifici tratti culturali, come il culto per le divinità chiamate *Bandue*, *Nabiae* e *Reve*, o l'uso di particolari forme specifiche per l'identificazione onomastica delle persone che indicavano la comunità a cui appartenevano.

A questo substrato celta dobbiamo toponimi come *A Coruña*, *Callobre*, *Barallobre* (e tutti quelli che terminano in -obre), idronimi come *Deva* ('acqua'), *Limia* (dalla radice i.e. *lei- 'fluire, sfociare'), *Sar* o *Sarela* (dalla radice i.e. *ser- 'scorrere torrenzialmente'); e molte altre parole del lessico comune galego: *lama*, *burato*, *boroa*, *berce*, *camba*, *tona*, *maniña* 'sterile', *canga*, *cheda*, *croio*, *bugallo*, *tranca*, etc.

Ma probabilmente vi si parlava anche qualche altra lingua indoeuropea, non celta; e forse sopravviveva perfino qualche lingua non indoeuropea. La lingua galega contiene elementi lessicali che sono stati tradizionalmente catalogati come non indoeuropei. Non è del tutto chiaro se tali elementi siano stati presi direttamente da lingue parlate nel territorio e provenienti da antichi insediamenti di popoli non indoeuropei nel nord-ovest della Penisola Iberica, oppure se furono introdotti in seguito come prestiti attraverso altre lingue indoeuropee. All'interno di tale substrato non indoeuropeo ci sono voci che trovano corrispondenza in altre lingue dell'Europa occidentale e del Nord dell'Africa (come *carqueixa*, pianta del genere delle leguminose "genistella", *mata*, *queiroga* 'erica'...); ma ce ne sono altre che compaiono in lingue ben distinte dall'Atlantico fino al Caucaso (come *amorodo* 'fragola', *coto* 'cima o collina', *sobaco*).

2. I romani e il latino

La lingua galega deriva fondamentalmente da quella che avevano portato i colonizzatori romani, vale a dire il latino.

Il primo contatto dei romani con la Galizia risale all'anno 138 avanti Cristo, con la campagna di Decimo Giunio Bruto, che percorse le terre dell'ovest peninsulare per cercare di sconfiggere i "guerriglieri" che si opponevano alla "pax" romana. Nonostante in quel momento la Galizia fosse probabilmente formata da una serie di popolazioni in continuo mescolamento reciproco, ma senza una lingua e una cultura uniformi, senza coesione politica e in continua lotta tra di loro, le cronache degli scrittori classici indicano che i vari popoli della costa Nord della Penisola seppero trovare una certa unità tra di loro e spesso, sotto il nome di una di loro, si raggrupparono diverse popolazioni affini. Succede, per esempio, nel 137 avanti Cristo, quando il su citato Decimo Giunio Bruto ottenne la prima grande vittoria sui nostri antichi predecessori, al Nord del fiume Duero. Tra gli sconfitti predominavano i *Callaici*. Il successo ottenuto da Decimo Giunio Bruto valse al console romano il soprannome di "Gallaecus" e così tutto il territorio che arrivava fino alla Cantabria venne denominato "Gallaecia".

In seguito alla campagna del console Bruto, Roma abbandona questo territorio fino a che, nel 61 avanti Cristo, comincia la campagna di Cesare, il quale pacifica la Lusitania ma non la Galizia. La sottomissione e la relativa pacificazione della *Gallaecia* fu portata a termine durante la campagna di Augusto contro cantabrici, asturiani e galeghi. A quest'epoca, dal 29 al 19 avanti Cristo, risale il sacrificio del Monte Medulio, dove migliaia di uomini, donne e bambini si immolarono in un suicidio collettivo piuttosto che consegnarsi ai romani. La politica di Augusto finì con l'imporre definitivamente la "pax" romana.

Dal momento in cui cominciò la conquista romana della Penisola, questa soffrì tutta una serie di distinte divisioni

amministrative, su cui non mi soffermerò. Con Diocleziano tutta la *Hispania* viene organizzata in province, una di queste sarà proprio la *Gallaecia*. Le successive divisioni romane, basate su affinità preesistenti, delimitarono, poco a poco, un territorio che quasi coincide con la Galizia politica di oggi. Ma se parliamo in termini linguistici, tale coincidenza è ancora più marcata.

L'introduzione del latino avviene progressivamente e dobbiamo probabilmente pensare che ci sia stato un lungo periodo di bilinguismo, verosimilmente durato fino agli ultimi anni dell'Impero. Per poter capire il processo di latinizzazione e la totale scomparsa delle lingue indigene, dobbiamo necessariamente tener conto dell'enorme superiorità culturale degli invasori romani; del fatto che ottenere la cittadinanza romana era, in definitiva, l'aspirazione di tutti, grazie ai vantaggi che portava; della suddivisione delle terre tra i colonizzatori, con il loro conseguente insediamento stabile e la gran quantità di matrimoni misti. Fatto sta che il latino finisce per imporsi in maniera assoluta e da esso deriva quella che oggi chiamiamo lingua galega.

3. Le lingue di superstrato

Dobbiamo tuttavia ancora parlare di due ulteriori apporti a quell'insieme che inizia a configurarsi come la lingua galega: il germanico e l'arabo, due superstrati del latino *galaico*.

3.1 I germani

I germani che penetrarono in Galizia sono i vandali (che vi giunsero nei primi anni del V secolo dopo Cristo), gli svevi (che arrivano nella penisola intorno al 406 e fondano in Galizia un regno che durò per più di un secolo e mezzo, dal 411 al 585, e i visigoti (che si stabilirono definitivamente nella Penisola dopo essere stati espulsi dal Sud della Francia dai franchi). In *Gallaecia* saranno nemici degli svevi, che finiranno per sottomettere all'epoca di Leovigildo: 568-586.

Separare nei prestiti germanici del galego cosa appartiene a ciascun popolo (ciò che appartiene allo svevo, al goto, al franco, etc.) è assai difficile, a volte praticamente impossibile. Abbiamo soltanto degli indizi che ci permettono di attribuire una determinata parola con maggior probabilità ad un determinato popolo.

Quando l'area di un determinato germanismo comprende tutta la Penisola, il Sud della Francia (e include il Nord Italia), possiamo supporre che si tratti di un prestito della lingua dei Goti. Sono numerose le voci che hanno origine gotica. Dal gotico peninsulare vengono parole come *roupa*, *roca*, *espeto*, *agasallar*, *elmo*, *esmagar*, *escanciar*, tra le tante, così come un gran numero di antroponimi e toponimi. Sempre di origine gotica sono nomi di persona diffusi come *Fernando*, *Gonzalo*, *Afonso*, *Ramiro*, *Elvira*, *Luís*, *Guillermo*, *Alberte*, *Alvaro*, etc. Ancora più diffusi sono i toponimi di origine germanica: *Godos*, *A Gudiña*, *Godón*, *Lobios*, *Boiro*, *Allariz*, *Distriz*, *Guitiriz*, *Mondariz*, *Vilaodríz*, *Brandomil*, *Castromil*, *Ramirás*, *Samil*, *Rosende*, *Sismundi*, *Tramundi*, *Gondar*, *Baltar*, *Recarei*, *Gondomar*, *Abegondo*, *Moalde*, *Guisande*, *Friol*, etc.

Anche se i germani rappresentarono un elemento fondamentale nella nostra formazione come popolo, la loro influenza fu scarsa e limitata a un certo numero di parole, in quanto non solo non riuscirono a germanizzare la popolazione, ma

finirono per latinizzarsi anche loro. A questo rapido processo di assimilazione linguistica deve aver contribuito il fatto che all'epoca in questione il Cristianesimo aveva già adottato il latino come lingua veicolare, motivo per cui questa lingua acquistò un carattere di universalità irreversibile.

3.2 Gli arabi

Gli arabi arrivarono nella Penisola Iberica nell'anno 711 e poco più di un secolo dopo Ordoño I si trovava già con la frontiera della *reconquista* a Tui, al sud dell'attuale Galizia. Per tale ragione l'arabizzazione del territorio galego fu assai scarsa.

L'apporto lessicale dell'arabo al galego non fu così forte come lo è stato per il portoghese, il castigliano o il catalano, lingue con cui gli arabi convissero molto più a lungo. Sono arabismi entrati direttamente nel galego parole come *argola*, *albarda*, *alforxa*, *aceite*, *laranxa*, *arroba*, *quintal*, *maquia*, *acea*, etc., che presentano gli stessi cambi fonetici delle voci galeghe patrimoniali. Ma c'è anche un folto gruppo di voci di origine araba che entrarono in galego attraverso le altre lingue ispaniche.

4. La nascita del galego

Con il contributo germanico e arabo apportato alla lingua che in Galizia avevano lasciato i romani, arriviamo al momento, difficile da precisare cronologicamente, in cui, come evoluzione del latino, nasce il galego. Possiamo dire che intorno all'VIII secolo, la varietà linguistica parlata in *Gallaecia* già si caratterizzava come considerevolmente diversa dalla madre lingua latina.

Quali erano i tratti principali che caratterizzavano il galego rispetto al resto delle varietà romanze parlate nella Penisola Iberica nel momento in cui compaiono i primi testi scritti?

Non voglio stancarvi con un'esposizione di linguistica storica, ma permettetemi di ricordare tre cambi FONETICI particolarmente significativi:

1. I gruppi consonantici iniziali PL-, CL- e FL- in galego danno la consonante palatale affricata *ch-* [tʃ], per cui parole come PLANU, CLAMARE e FLAGRARE danno luogo, in galego, rispettivamente a *chan*, *chamar* e *cheirar*.

2. Un secondo cambio significativo è la caduta della -L- intervocalica, che si produce intorno al X secolo, per cui le forme latine SALIRE, PALATIUM e FILIUM diventano in galego *sair*, *pazo* e *fio*.

3. Il terzo cambio, che si produsse immediatamente dopo la caduta della -L- intervocalica, è la perdita della -N- intervocalica, avvenuta già alla vigilia della comparsa dei primi testi scritti in galego. Così parole latine quali CORONA, ARENA e HOMINES si convertono in galego in *coroa*, *area* e *homes*.

Non mi soffermo a commentare i principali cambi morfologici che, strutturalmente, sono assai simili a quelli che si produssero nella maggior parte delle lingue romanze occidentali: semplificazione del sistema dei casi, scomparsa del genere neutro, semplificazione della morfologia verbale e comparsa di forme verbali perifrastiche, comparsa dell'articolo, maggior rigidità nell'ordine delle parole, etc.

Una volta giunti a compimento tali cambi linguistici, assieme ad altri che non abbiamo menzionato, possiamo dire che il latino parlato nel nord-ovest della Penisola Iberica è diventato ormai un'altra lingua, il galego.

A partire dall'VIII secolo, in cui la lingua parlata doveva già essere fondamentalmente galega, deve essere esistita una situazione di diglossia lingua parlata/lingua scritta. Mentre gli abitanti della Galizia utilizzavano oralmente il galego nei loro rapporti quotidiani, il latino continuava a essere la lingua utilizzata abitualmente nella documentazione scritta, per lo meno fino alla fine del XII secolo. A causa di questa situazione, nei documenti latini di quest'epoca si trovano un numero considerevole di forme romanze galeghe, accanto a frequenti ipercorrettismi che si spiegano con la sempre più scarsa conoscenza del latino.

I primi testi scritti in galego sono degli inizi del XII secolo. Nei secoli XIII e XIV il galego è la lingua di maggior prestigio della lirica peninsulare, utilizzata nelle loro composizioni non solo dai trovatori galeghi, ma anche dai trovatori di altre zone della Penisola e perfino della *Gallia*.

Il galego, in questa prima tappa, viene utilizzato nella poesia lirica, nella prosa letteraria, storica e didattica, nei documenti notarili quali contratti, vendite, etc. e nella vita interna dei municipi (bandi, contenziosi...). Possiamo affermare che nei secoli XIII e XIV la lingua galega visse la sua prima età dell'oro e speriamo che lo spirito democratico del XXI secolo e il riconoscimento reale dei diritti dei popoli le permettano quanto prima di recuperare nuovamente uno status simile a quello di cui ha goduto in quell'epoca. ■

Antón SANTAMARINA FERNANDEZ

Professeur de Philologie romane à l'Université de Saint-Jacques de Compostelle

Professore di Filologia romanza all'Università di Santiago di Compostela

Je vais vous donner quelques informations sur ma terre en mentionnant les données indispensables pour tout voyageur qui se prépare à la visiter. Ce que je vous dirai est probablement quantitativement inférieur à ce que l'on peut trouver en consultant l'article « *Galice* » d'une encyclopédie, mais le temps à ma disposition est limité.

La Galice est le territoire le plus occidental de l'Europe continentale ; le cap Finisterre (Fisterra), comme son nom l'indique, représenta jusqu'en 1492 l'extrémité du monde connu. Plusieurs des caractéristiques de ma terre natale (certaines positives, d'autres moins) dérivent du fait qu'elle est une région périphérique ; elle l'a été par rapport à Rome (qui fut sa capitale il y a 2 000 ans), elle l'est par rapport à Madrid (qui est sa capitale depuis cinq siècles) et elle l'est maintenant aussi par rapport à Bruxelles.

La Communauté autonome de Galice occupe un territoire de 29 574 kilomètres carrés. Elle est une des nations sans État les plus étendues de l'Union européenne, la troisième après l'Occitanie et la Catalogne. Pour vous donner une échelle de référence par rapport à l'Italie, elle est un peu plus vaste que la Sardaigne (24 000 km²) et presque neuf fois plus grande que la Vallée d'Aoste. Son territoire accueille environ 2,7 millions d'habitants et, à titre de comparaison, la densité de sa population est 78 fois plus élevée que celle de la Vallée d'Aoste. À partir du XVIII^e siècle, à la suite de l'introduction de cultures américaines, un baby-boom se produisit et la population (qui en 1500 était de 300 000 habitants) se multiplia par dix.

Du point de vue physique, le territoire est assez peu homogène : il se compose d'une zone orientale, avec des montagnes qui atteignent rarement 1 000 mètres d'altitude, et d'une zone centro-orientale moins élevée, caractérisée par un vaste haut plateau central. La forme très irrégulière des côtes et leur étendue sont la conséquence de l'effondrement du terrain, qui est en train de se produire vers l'Ouest (à une vitesse géologique très lente) : 1 300 des 4 000 km de côte de la péninsule ibérique appartiennent à la Galice. Au fleuve Miño, qui traverse diagonalement les pays d'Est en Ouest, s'ajoutent une infinité de rivières mineures de dimensions variées. Álvaro Cunqueiro - écrivain passionné de culture italienne, qui a été traduit en italien et a fait l'objet de thèses de doctorat, également en Italie - a défini la Galice comme « le pays aux mille fleuves », chacun desquels transporte beaucoup d'eau, étant donné qu'en Galice, il pleut souvent.

Au fil des siècles, la conformation physique de la Galice (initialement constituée principalement de collines et de

forêts) a été modifiée par la présence humaine. L'une des caractéristiques les plus évidentes du territoire galicien est la présence de nombreuses petites agglomérations, accueillant rarement plus de vingt familles. La toponymie des lieux habités donne une idée de cette densité : le registre de la population contient 37 279 entités individuelles sur les 108 000 de l'ensemble de l'Espagne (ce qui équivaut à un pourcentage de 34 %, même si la superficie de la Galice ne représente que 6 % du territoire espagnol). Parmi ces milliers de villages, très peu atteignent 10 000 habitants, alors que deux villes seulement dépassent 250 000 habitants et que les cinq autres n'arrivent pas à 100 000 habitants. La répartition de la population entre la ville et la campagne a changé radicalement au cours des 50 dernières années : vers 1960, 80 % de la population habitait dans de petites exploitations agricoles, presque autarciques. Maintenant ce rapport s'est inversé : plus de 80 % de la population vit dans des agglomérations urbaines liées à l'industrie ou au secteur tertiaire. L'exode de la campagne vers la ville a été massif. De plus, les exploitations agricoles restantes, maintenant plus modernes et concentrées, sont passées de la polyculture à la monoculture (axées uniquement sur la production de lait ou de viande ou sur les cultures maraîchères, etc.). Ce phénomène a d'énormes conséquences du point de vue culturel, parce qu'il comporte l'abandon ou, dans les meilleurs des cas, la folklorisation des savoirs traditionnels, lesquels comprennent également la langue. Ce changement est perceptible également du point de vue physique, parce qu'un pays presque entièrement habité est en train de se transformer en un pays semi-sauvage, comme il était vers l'an 1000.

La présence humaine est attestée sur ce territoire depuis le paléolithique. À l'époque de l'arrivée des Romains (César atteignit le cap Finisterre en 60 av. J.-C.) la population était principalement celtique. Les *Gallaeci* (ou *Kallaikoi*), ethnonyme découlant probablement de la même racine que « gaulois » et *Gálatai* (qui dérive de la racine indo-européenne *gal « connaître, disposer de savoir-faire ») est un terme patrimonial qui est parvenu jusqu'à nous sous la forme de *galegos* (galiciens). Les Romains constatèrent d'ailleurs l'existence d'une société galicienne : sur le socle de l'une des 50 statues (*simulacra gentium*) qui ornaient le Sebasteion d'Aphrodisias (en Asie mineure) et représentaient les différentes ethnies de l'Empire - seul élément de celle-ci qui nous soit parvenu - figurait l'inscription *ETHNOUS KALLAIKON*, laquelle démontre que, dès le 1^{er} siècle, il existait bien une NATIO GALLAICA. À partir de l'an 288, celle-ci devint une province romaine (*Gallaecia*), dont la capitale était l'importante

citée de Lucus. Depuis lors, la région a conservé - du point de vue administratif et même si ses limites administratives se sont modifiées - une personnalité politique propre, plus ou moins affirmée selon les périodes. Il est bien connu que, du fait de cette spécificité, à l'époque de la formation des langues vulgaires, la *Gallaecia* élaborait sa propre langue, qui devint par la suite le portugais continental et le portugais d'outre-mer. L'ethnie galicienne est donc l'une des rares qui figuraient parmi les 50 présentes dans le temple d'Aphrodisias et qui soient encore bien vivantes vingt siècles plus tard.

L'histoire de la Péninsule ibérique et, notamment, la formation d'entités politiques (royaumes) a été fortement conditionnée par le processus de la Reconquête (de 711 à 1492). Au début de cette période, la Galice a joué un rôle de premier plan : ce n'est pas un hasard si c'est à Compostelle que se trouve la tombe de l'apôtre saint Jacques le majeur, qui constitua l'un des principaux arguments de la propagande chrétienne contre les musulmans. L'apôtre est d'ailleurs représenté à plusieurs reprises alors qu'à cheval, il combat contre les musulmans ou les soumet. Lon raconte d'ailleurs qu'il serait apparu ainsi, à cheval et revêtu d'une armure, lors de la bataille de Calvijo (en 844). Non loin du sanctuaire, une puissante curie ecclésiastique se constitua. Elle connut l'apogée de sa puissance sous l'autorité de Gelmírez (évêque en 1101, archevêque en 1120), qui dirigea le diocèse de 1101 à 1139. C'est en 1122, si l'on en croit le *Codex Calixtinus*, que fut achevée la cathédrale, ce même édifice que l'on peut encore visiter aujourd'hui. Il va de soi qu'une institution et une société capables de construire un tel monument étaient en mesure de faire bien d'autres choses encore. Vers la fin de ce même siècle, elles créèrent notamment une école de troubadours, un projet qui ne fut réalisable que parce qu'il existait une structure sociale en mesure de le soutenir. Il est juste de rappeler qu'il y eut aussi des troubadours portugais (le Portugal eut sa propre cour dès 1140) mais la plupart des troubadours des XIII^e et XIV^e siècles furent formés non loin de Saint-Jacques-de-Compostelle et restèrent dans les environs. Rappelons au passage qu'Alphonse X le Sage lui-même écrivit des chansons profanes mais aussi des cantiques à la Vierge Marie en galicien.

La Galice ne tarda cependant pas à graviter dans l'orbite de la Castille, le royaume qui dominait alors la péninsule ibérique. À partir du XVI^e siècle, ce dernier se lança dans une forte **politique** d'assimilation, comme il appert de trois points de vue principaux : du point de vue politique, il appliqua l'uniformisation, par le biais de la monarchie absolue et imposa des institutions (dont le système éducatif) dirigées par des fonctionnaires essentiellement non Galiciens ; du point de vue **religieux**, surtout après le Concile de Trente (1545-1563), l'Église galicienne passa complètement sous la coupe de la Castille, se transformant ainsi en un puissant outil de « castillanisation » (contrairement à ce qui se produisit ailleurs, y compris en Espagne : en Euskadi et en Catalogne, par exemple, l'église resta proche du peuple sur le plan linguistique) ; enfin, du point de vue **culturel**, l'assimilation fut particulièrement puissante, puisque la seule culture livresque tolérée était la culture officielle et « castillanisante ».

Tous ces événements se produisirent à une période critique

pour la modernisation de la société, qui coïncide avec l'invention de l'imprimerie. À ce propos, il est révélateur que le premier livre imprimé en galicien ne date que de 1810 (338 ans après le premier livre imprimé en castillan, en 1472).

La culture galicienne continua d'exister mais elle était réduite à une culture orale et peu considérée, étant donné que selon le nouveau système de valeurs, la Galice était tenue pour une région subalterne et arriérée. Il n'est pas étonnant qu'à la suite de cette inversion des valeurs, beaucoup de Galiciens aient eu honte de leurs origines et aient adhéré avec enthousiasme au programme d'assimilation.

Comme dans d'autres régions d'Europe, la réaction contre ce système de valeurs fut d'abord le fait d'une élite, représentative d'une culture mais qui s'exprimait pourtant dans une autre langue (le castillan, en l'occurrence). Les premiers qui reconnurent la spécificité du galicien furent, au XVIII^e siècle, les économistes (appelés à l'époque physiocrates) de l'illumination. Plus tard, les historiens romantiques tenteront de justifier les raisons de cette spécificité d'un point de vue historique. Les revendications politiques constituèrent l'étape suivante de ce processus de découverte de la Galice historique.

Parallèlement aux travaux des historiens, les poètes rendirent à la Galice sa voix poétique, une voix qui avait été suffoquée pendant près de 500 ans. Ce renouveau culturel est généralement appelé *Rexurdimento* (c'est-à-dire « renouveau », tout comme ces mouvements qui se produisirent dans d'autres zones de l'Europe à la période du romantisme, avec ce que l'on a appelé le « printemps des peuples »). Durant les années 20 et 30 du siècle dernier, ce processus fut complété par un programme d'étude du pays à caractère scientifique qui touchait à toutes les sphères de la connaissance (et notamment à tout ce qui était lié aux caractéristiques de la Galice). La figure symbole de ce mouvement pourrait être le *gaitero* (le joueur de cornemuse, comme celui qui nous a accompagnés ici, au festival) : à la fin du XIX^e siècle, ce musicien professionnel, qui gagnait sa vie en jouant lors des fêtes paysannes, devint un musicien érudit, qui rédigea le chansonnier de Galice en réunissant d'anciennes mélodies. Il était aussi capable de représenter la musique de la cornemuse non seulement en Galice mais aussi à La Havane ou à Buenos Aires : c'est ce que fit le pharmacien de Pontevedra, Casto Sampedro, aux alentours des années 1900. En 1936, la reconstruction du pays était déjà bien engagée mais elle fut interrompue par le soulèvement militaire. À partir des années 50, il fallut tout recommencer. Il ne fait aucun doute que les effets des 40 ans de dictature furent particulièrement négatifs, dans la mesure où ils coïncidèrent avec de grands changements qui eurent de profondes conséquences linguistiques (dont une urbanisation massive : les villes parlent essentiellement castillan).

À propos de ce mouvement de restauration de la culture galicienne, je pense qu'il est indispensable de rappeler ici l'une des rares personnalités charismatiques de l'époque, **Martín Sarmiento** (1695-1772). Ce bénédictin était presque le contemporain de l'italien Ludovico Muratori (1672-1750), avec lequel il entretenait d'ailleurs une correspondance épistolaire. Tout comme beaucoup de Galiciens allaient le faire au cours des siècles suivants, Sarmiento découvrit la Galice

et ses valeurs alors qu'il avait émigré (à Madrid). Dans ses écrits (inédits, mais fort connus), il défend la Galice avec une véhémence extraordinaire et dénonce le fait que du point de vue économique, celle-ci était traitée comme une colonie. En tant que linguiste, il défend la langue galicienne parce que celle-ci constitue un trésor culturel. En qualité de pédagogue, il propose qu'elle soit enseignée à l'école, tandis que comme sociolinguiste, il tente de combattre l'aversion qu'éprouvent les Galiciens eux-mêmes envers leur propre langue. Même si Sarmiento est aujourd'hui une figure lointaine, il eut une influence décisive sur la formation des pères du *Rexurdimento*. La constitution de la Galice en tant que nation a été marquée par un autre personnage d'exception, **Rosalía de Castro** (1837-1885). Son ouvrage *Cantares gallegos*, publié en 1863, est justement considéré comme le livre fondateur de la littérature galicienne moderne. Les poésies de Rosalía, empreintes du style des vers populaires, connurent un énorme succès. Bon nombre d'entre elles furent mises en musique et finirent par s'alimenter à la littérature traditionnelle orale, un fait qui en dit long sur la symbiose qui se créa entre la poétesse et le peuple. Rosalía est la figure galicienne la plus célèbre. Je tiens à souligner que - et ce n'est pas un hasard - la Galice est le seul endroit d'Europe, avec la Finlande, où le jour de la fête nationale coïncide avec celui de la publication du livre fondateur de sa littérature : dans notre cas, c'est le 17 mai, jour où fut publié *Cantares Gallegos*.

Un autre des pères fondateurs de la Galice moderne est l'historien Manuel Martínez **Murguía** (1833-1923). Même si sa popularité n'atteignit jamais celle de son épouse Rosalía, il est juste de vous en parler aujourd'hui, étant donné que sa doctrine est à la base de la plupart des aspirations politiques de la société galicienne, qui se sont concrétisées en partie au XX^e siècle par l'obtention d'une autonomie politique. Autre curiosité, en passant : le nom de famille de sa mère, Murguía, est d'origine basque.

La quatrième figure charismatique que j'aimerais évoquer ici est celle de Daniel R. **Castelao** (1886-1950), qui fut un artiste graphique extrêmement populaire, écrivain, auteur d'essais et, surtout, homme politique. L'importance de son rôle ne tient pas seulement à sa participation active à la vie politique de la seconde république, mais aussi au fait qu'il est l'auteur d'un texte publié alors qu'il était en exil, *Sempre en Galiza* (1944), où il synthétise son idéal : une Galice économiquement prospère et culturellement émancipée, dans le cadre d'une Espagne fédérale. Ce livre inspira bon nombre de politiciens galiciens, tant pendant la dictature franquiste qu'après.

Je voudrais conclure cette brève allocution en rappelant les liens qui unissent la Galice à l'Europe, et surtout à l'Europe d'au-delà la péninsule ibérique. En dépit de la distance qui la sépare de la Gaule ou de l'Italie, notre Finisterre ne cessa de voir arriver des envahisseurs, qu'ils fussent missionnaires, jongleurs ou commerçants. Et puisque nous sommes ici en Italie, je voudrais rappeler que l'origine des noms de famille de certains Galiciens - tels que *Lombardero* ou *Lombardia* - ne fait aucun doute. Ce flux d'Européens s'est parfois déversé sur la Galice avec plus ou moins d'intensité, selon les périodes, et notamment au Moyen-Âge, quand les ordres

religieux - tels que ceux de Cluny et de Cîteaux - fondèrent de nombreux monastères. C'est ainsi qu'arrivèrent en Galice de nombreuses innovations, non seulement liturgiques, mais aussi agricoles et artisanales, comme en témoignent les emprunts lexicaux qui persistent dans le galicien moderne.

La découverte des restes de l'apôtre saint Jacques le majeur (que le fait soit vrai ou faux) transforma la ville de Compostelle en un grand centre de pèlerinage (le troisième de la chrétienté après Rome et Jérusalem). Dans le XX^e chant du Paradis, Béatrice attire l'attention de Dante par ces mots : « *Mira, mira: ecco il barone / per cui là giù si vicia Galice* ». Durant le Moyen-Âge, des millions d'Européens firent ce pèlerinage ; la plupart d'entre eux parvinrent jusque-là en suivant des indications orales, mais certains utilisèrent l'un des premiers guides touristiques du monde, le *Codex Calixtinus*, dont un exemplaire datant d'environ 1140 est parvenu jusqu'à nous. Même si la voie principale partait de Paris, il existait une infinité de voies secondaires, qui finissaient par la rejoindre ou menaient directement à Compostelle, par d'autres chemins. Il s'agit en réalité de parcours européens (aller et retour) qui constituent un important symbole d'unité pour l'ensemble du continent, unité qui est devenue aujourd'hui presque une réalité. À la suite de la Réforme (et du discrédit qui a affecté le système des indulgences), le flux des pèlerins a diminué de plus en plus. Aujourd'hui, ce pèlerinage connaît à nouveau un grand succès et n'attire plus seulement des croyants en quête de pardon.

Saint-Jacques-de-Compostelle et la Galice, en général, étaient autrefois un creuset de cultures grâce à l'apport de tous ceux qui parcouraient ces chemins de pèlerinage et l'un des éléments principaux de cette culture était la littérature des troubadours. Voilà pourquoi c'est justement en Galice que naquit l'une des plus importantes écoles poétiques de l'Europe médiévale, celle dont je vous ai parlé précédemment.

Au cours des siècles caractérisés par l'influence directe de l'Europe, l'hégémonie castillane finit par marginaliser la Galice. Les promoteurs de la renaissance culturelle que je viens de mentionner comprirent qu'il était nécessaire d'imprimer une nouvelle vitalité à la culture galicienne et, pour cela, de puiser directement aux sources, sans intermédiaire. Voilà pourquoi plusieurs des personnages qui prirent part au mouvement de renouveau de la culture galicienne étaient d'excellents connaisseurs de la culture française, italienne, allemande ou anglaise. À ce propos, il est important de rappeler que la grande revue *Nós* publia pour la première fois en langue ibérique des traductions de fragments de *l'Ulysse*. En effet, c'est justement en Europe que les petites nations sans État essayent d'obtenir une reconnaissance qui leur permette de survivre.

La société galicienne existe et elle porte un nom qui lui est propre, au moins depuis l'époque où ce nom a été gravé sur le socle de l'une des statues (*simulacra gentium*) d'Aphrodisias. Souhaitons qu'elle dure encore au moins aussi longtemps. Après tout, nous avons surmonté des périodes beaucoup plus difficiles...

Fornirò alcune informazioni sulla mia terra accennando a dati imprescindibili per un viaggiatore che si appresti a visitarla. Probabilmente ciò che dirò è quantitativamente inferiore a quello che si può trovare cercando la voce *Galizia* in un'enciclopedia, ma il tempo a mia disposizione è limitato. La Galizia è il territorio più occidentale dell'Europa continentale; il capo di Finisterre (Fisterra), come il suo nome indica, fino al 1492 rappresentò la fine del mondo. Molte delle sue caratteristiche (alcune positive, altre meno) derivano appunto dal fatto di essere una regione periferica; lo siamo stati rispetto a Roma (che fu nostra capitale 2000 anni fa), lo siamo rispetto a Madrid (che lo è da cinque secoli) e lo siamo ora rispetto a Bruxelles.

La comunità autonoma della Galizia occupa un territorio di 29.574 chilometri quadrati; se la compariamo con altri paesi privi di stato all'interno della UE, è uno dei più estesi, il terzo dopo l'Occitania e la Catalogna; comparata, invece, con il caso italiano, è un po' più estesa della Sardegna (24.000), mentre è quasi 9 volte più grande della Valle d'Aosta. All'interno del suo territorio vivono attualmente circa 2,7 milioni di abitanti; giusto per avere un'idea, la densità di popolazione è 78 volte maggiore di quella della Valle d'Aosta. A partire dal XVIII secolo, in seguito all'introduzione delle coltivazioni americane, si verificò un baby boom e la popolazione (che nel 1500 si calcola fosse di 300.000 abitanti) si moltiplicò per 10. Fisicamente il territorio si presenta piuttosto disomogeneo; è costituito da una zona orientale, con montagne che raramente raggiungono i 1.000 metri, e una zona centro-orientale di altezza inferiore, che presenta nel mezzo un gran altopiano. Dato che si sta verificando uno sprofondamento del terreno verso occidente (a una velocità geologica molto lenta), questo ha dato come risultato che le coste siano molto irregolari ed estese; dei circa 4.000 km di costa della Penisola Iberica, 1.300 appartengono alla Galizia. Il fiume Miño attraversa diagonalmente il paese da Est a Ovest e a questo si aggiungono un'infinità di fiumi minori di diversa grandezza. Álvaro Cunqueiro, scrittore appassionato di cultura italiana nonché tradotto in italiano e oggetto di tesi di dottorato anche in Italia, ha definito la Galizia "il paese dei mille fiumi"; ognuno dei quali porta acqua, dato che in Galizia piove molto.

Durante i vari secoli, la sua conformazione fisica (in origine costituita prevalentemente da colline e boschi) è stata alterata dalla presenza umana. Ciò che maggiormente colpisce del territorio galiziano è la presenza abbondante di piccoli insediamenti, raramente costituiti da più di venti famiglie. La toponomastica dei luoghi abitati già rende un'idea di questa densità; l'indice di popolazione contiene 37.297 singole entità delle complessive 108.000 dell'intera Spagna (il 34%, nonostante la superficie della Galizia rappresenti solamente il 6% del territorio spagnolo). Tra questi migliaia di villaggi sono molto pochi quelli che raggiungono i 10.000 abitanti; solamente due città superano i 250.000, mentre le altre cinque non arrivano a 100.000. La distribuzione campagna/città è cambiata radicalmente negli ultimi 50 anni: intorno al 1960 l'80% della popolazione viveva in piccoli sfruttamenti agrari, quasi autarchici. Attualmente, invece, le proporzioni si sono invertite: più dell'80% vive in agglomerazioni urbane

destinate all'industria o al settore terziario. L'esodo dalle campagne alle città è stato massivo. Inoltre gli sfruttamenti agrari rimasti, ora più moderni e concentrati, sono passati dalla policoltura alla monocoltura (solamente latte o carne o verdure, ecc.). Da un punto di vista culturale, ciò conduce a enormi conseguenze perché presuppone l'abbandono o, nel migliore dei casi, la folclorizzazione dei saperi tradizionali; inclusa la lingua. Questo cambiamento si percepisce addirittura dal punto di vista fisico in quanto, dall'essere un paese quasi interamente abitato, sta diventando un paese semi-selvaggio, proprio com'era intorno all'anno 1000.

In questo territorio è stata riscontrata la presenza umana sin dal paleolitico. Quando arrivarono i romani (Cesare fu a Finisterre nel 60 a. C.) la popolazione era in prevalenza celtica. I Gallaeci (o Kallaikoi), etnonimo proveniente probabilmente dalla stessa radice di Galli e Gálatai (che deriva dalla radice i-e. *gal 'conoscere, avere abilità') è una voce patrimoniale sopravvissuta fino a noi nella forma galegos (galiziani). Già i Romani constatarono l'esistenza di una società galiziana: tra una serie di 50 statue (simulacra gentium) che decoravano il Sebasteion a Afrodisia (in Asia Minore) e che simboleggiavano le differenti etnie dell'Impero, ce n'era una, della quale è pervenuto solamente il piedistallo, con l'iscrizione *ETHNOUS KALLAIKON*, il che dimostra l'esistenza di una *NATIO GALLAICA* sin dal I secolo. In seguito, a partire dall'anno 288, divenne una provincia romana (Gallaecia) presieduta dall'importante città di Lucus, e da allora ha mantenuto dal punto di vista amministrativo (anche se con confini instabili) una propria personalità politica, più o meno rilevante a seconda dei periodi. Questa sua specificità ha fatto sì, come risaputo, che nell'epoca in cui si formarono le lingue volgari la Gallaecia diede vita a una lingua propria, che trova il suo proseguimento nel portoghese continentale e d'oltremare, essendo così una delle poche etnie, tra le 50 presenti nel tempio di Afrodisia, a mantenersi ancora viva dopo 20 secoli.

La storia della Penisola iberica e in particolare la formazione di entità politiche (regni) è stata fortemente condizionata dal processo di Riconquista (dal 711 al 1492). All'inizio di questo processo la Galizia ha avuto un ruolo di primo piano; non a caso a Compostela si trovava la tomba dell'apostolo Santiago, uno dei principali argomenti usati per la propaganda cristiana contro i mussulmani; tra le varie rappresentazioni dell'Apostolo, spiccano quelle in cui monta a cavallo, uccide o vince i mussulmani; e in questo modo, a cavallo e indossando l'armatura da cavaliere, si racconta che apparve nella battaglia di Calvijo (844). Nei dintorni del santuario dell'Apostolo si sviluppò una potente curia ecclesiastica che conobbe il suo momento di massimo splendore con Gelmírez (vescovo nel 1101, arcivescovo nel 1120), il quale diresse la diocesi dal 1101 al 1139. Nel 1122, stando a quanto riportato dal Codice Calixtino, venne posta l'ultima pietra della cattedrale, quella stessa cattedrale che ancor oggi si continua a visitare. Una istituzione e una società capaci di costruire un monumento di tale rilevanza erano altresì in grado di fare molte altre cose. Tra queste, verso la fine di quello stesso secolo, venne creata una scuola di trovatori, il che fu reso possibile solo grazie all'esistenza di una struttura sociale in grado di appoggiarla e sostenerla. Va detto che ci furono anche trovatori portoghesi (il Portogallo ebbe una propria corte a partire dal 1140) ma la

maggior parte dei trovatori del XIII e XIV secolo si formarono e concentrarono nei dintorni di Santiago. Da ricordare che lo stesso Alfonso X il Saggio scrisse liriche profane e mariane in galiziano.

Ben presto però, la Galizia iniziò a gravitare nell'orbita della Castiglia, regno egemonico della Penisola; a partire dal 1500 si diede inizio a una forte politica di assimilazione, che è possibile constatare in tre aspetti principali: dal punto di vista **politico**, si mise in pratica l'uniformazione, attraverso l'assolutismo monarchico che impose istituzioni (tra le quali quella educativa) governate da funzionari in prevalenza non galiziani; dal punto di vista **religioso**, soprattutto dopo il Concilio di Trento (1545-1563), la Chiesa galiziana divenne completamente castigliana convertendosi in un potente strumento di castiglianizzazione (contrariamente a quanto avvenne altrove, incluso in Spagna; per esempio in Euskadi e Catalogna dove la chiesa rimase linguisticamente solidale con il popolo); infine, dal punto di vista **culturale**, l'assimilazione fu anche qui molto forte poiché la unica cultura librerica tollerata era quella ufficiale e castiglianeggiante. Tutto ciò si verificò in un periodo critico per la modernizzazione della società: che coincide con l'invenzione della stampa. A tal proposito appare sintomatico che il primo libro stampato in galiziano risalga solamente al 1810 (338 anni dopo il primo libro stampato in castigliano, 1472).

La cultura galiziana continuò a esistere ma ridotta all'oralità e poco valorizzata, perché secondo il nuovo sistema di valori la Galizia veniva considerata subalterna e arretrata. Come conseguenza di questa inversione di valori, non stupisce il fatto che molti galiziani si vergognassero delle loro origini, aderendo con entusiasmo al già citato programma di assimilazione.

Come anche in altre parti d'Europa, la reazione contro tale sistema di valori venne iniziata da una élite rappresentante di una cultura che si esprimeva nell'altra lingua (in questo caso in castigliano). I primi a riconoscere la specificità del galiziano furono, nel XVIII secolo, gli economisti (a quel tempo chiamati fisiocrati) dell'Illuminismo e più tardi gli storici romantici cercarono di giustificare dal punto di vista storico le ragioni di questa specificità. Il seguente passo furono le rivendicazioni politiche, come continuazione di questo processo di scoperta della Galizia storica. Contemporaneamente al lavoro svolto dagli storici, i poeti conferirono alla Galizia una nuova voce poetica, la quale era stata soffocata per circa 500 anni. Questo movimento di rinnovo culturale si suole denominare *Rexurdimento* (Rinascita, equivalente a quello che si produsse in altre zone dell'Europa romantica con la cosiddetta *primavera dei popoli*). Durante gli anni 20 e 30 del secolo scorso questo processo venne completato da un programma di studi del paese a carattere scientifico che includeva tutti gli ambiti del sapere (in particolar modo quelli relazionati con i caratteri specifici della Galizia). Si potrebbe simbolizzare questo movimento di rinascita con la figura del "gaitero" (musicista che suona la cornamusa, uno dei quali ci accompagna in questo festival): da musicista di mestiere, che si guadagnava da vivere nelle varie feste contadine, alla fine del XIX secolo passò a essere un musicista erudito, compilatore del canzoniere di Galizia e capace di rappresentare la musica della cornamusa, non solo in Galizia ma addirittura

a L'Avana o a Buenos Aires, come nel caso del farmacista di Pontevedra Casto Sampedro, attivo intorno al 1900. Nel 1936 la ricostruzione del paese era già molto avanzata ma la sollevazione militare arrestò il processo. A partire dagli anni 50 fu necessario riniziare tutto da capo; senza dubbio i 40 anni di dittatura furono molto negativi, in quanto coincisero con grandi cambiamenti che trassero profonde conseguenze linguistiche (tra cui un processo massivo di inurbanizzazione; le città sono infatti per lo più castiglianizzate).

Parlando di questo movimento di restaurazione della cultura galiziana, credo sia imprescindibile in questa conferenza ricordare una delle poche personalità carismatiche dell'epoca. Si tratta di **Martin Sarmiento** (1695-1772), un benedettino quasi contemporaneo dell'italiano Ludovico Muratori (1672-1750), con il quale intrattenne una corrispondenza epistolare. Sarmiento (alla stregua di molti galiziani dei secoli successivi) scoprì la Galizia e i suoi valori durante l'emigrazione (a Madrid); nei suoi scritti (inediti ma di rilevante diffusione) difende la Galizia con veemenza straordinaria, denunciando il fatto che economicamente venga trattata come una colonia. Come linguista, difende la lingua galiziana in quanto tesoro culturale; come pedagogo, propone che venga insegnata nelle scuole, mentre, come sociolinguista, cerca di combattere l'avversione degli stessi galiziani verso la propria lingua. Sebbene oggi quella di Sarmiento sembri una figura lontana, la sua influenza fu decisiva all'ora di formare i Padri del cosiddetto *Rexurdimento*.

Altro personaggio protagonista per la formazione della nazione "Galizia" è **Rosalía de Castro** (1837-1885). Il suo libro *Cantares gallegos*, pubblicato nel 1863, viene giustamente considerato il libro fondatore della letteratura galiziana moderna. Le poesie di Rosalía, improntate allo stile dei versi popolari, ebbero grande successo; molte di queste vennero messe in musica e finirono con l'essere integrate nella letteratura tradizionale orale, il che ci dà un'idea della compenetrazione che si realizzò tra la poetessa e il popolo. Rosalía incarna la figura galiziana più famosa. È da constatare che, non casualmente, la Galizia è l'unico posto in Europa, insieme alla Finlandia, dove il giorno della festa nazionale coincide con il giorno in cui si pubblicò il libro fondatore della sua letteratura: nel nostro caso il 17 Maggio, giorno in cui venne pubblicato *Cantares Gallegos*.

Un altro dei padri fondatori della moderna Galizia è lo storico Manuel Martínez **Murguía** (1833-1923). Seppur la sua popolarità non raggiunse quella di sua moglie Rosalía, in questa relazione è doveroso ricordarlo, dato che la maggior parte delle aspirazioni politiche della società galiziana, realizzate in parte nel XX secolo con l'ottenimento di un'autonomia politica, affondano le proprie radici nella dottrina di Murguía. È curioso che il cognome materno, Murguía, sia di origine basca. La quarta figura carismatica che voglio ricordare è quella di Daniel R. **Castelao** (1886-1950). Artista grafico di grande popolarità, scrittore, saggista e, soprattutto, uomo politico, non solo per la sua partecipazione attiva nella vita politica della seconda repubblica, bensì per essere l'autore di un testo pubblicato durante l'esilio, *Sempre en Galiza* (1944), dove riassume il suo ideale di una Galizia economicamente prospera e culturalmente emancipata, all'interno di una Spagna federale. Questo libro ispirò molti politici galiziani sia prima

che dopo l'era della dittatura franchista. Vorrei concludere questa breve comunicazione ricordando i vincoli della Galizia con l'Europa, specialmente con l'Europa non peninsulare. Nonostante si tratti di un'area piuttosto distante dalla Gallia o dall'Italia, in quel *finisterre* continuarono sempre ad arrivare invasori, missionari, giullari e commercianti. Visto che ci troviamo in Italia, voglio ricordare che nell'onomastica dei galiziani si trovano cognomi di indubbia origine come *Lombardero* o *Lombardia*. Questo flusso di europei verso la Galizia conobbe periodi di grande intensità, come nel Medioevo, quando gli ordini religiosi fondarono numerosi monasteri, quali ad esempio Cluny e Cister. Mediante questi arrivarono in Galizia molte innovazioni, non solo liturgiche, ma anche agricole e artigianali: ne sono testimonianza i prestiti lessicali che ancor oggi persistono nel galiziano.

Il ritrovamento dei resti dell'apostolo Santiago (vero o falso che sia) convertì la città di Compostela in un grande centro di pellegrinaggio (il terzo della cristianità insieme a Roma e Gerusalemme). Nel XXV canto del Paradiso, Beatrice richiama così l'attenzione di Dante: «Mira, mira: ecco il barone / per cui là giù si vicia Galizia». Durante il Medioevo, questo pellegrinaggio venne fatto da milioni di europei; la maggior parte di essi si orientarono con informazioni orali, mentre alcuni si servirono di una delle prime guide turistiche del mondo, il *Codex Calixtinus*, di cui se ne conserva un esemplare del 1140 circa. Sebbene il cammino principale fosse quello che da Parigi arrivava a Santiago, esistevano infiniti cammini secondari che finivano per confluire con il principale o arrivavano direttamente a Santiago per altri percorsi. Si tratta in realtà di cammini europei (di andata e ritorno) e rappresentano un

importante simbolo di unità per l'intero continente, unità che oggi è divenuta quasi realtà. Con la Riforma (e il discredito delle indulgenze) il flusso di pellegrini venne sempre meno, ma attualmente questo pellegrinaggio sta conoscendo un nuovo splendore (e non soltanto per via dei credenti ansiosi di perdono).

A quel tempo Santiago (e la Galizia in generale) rappresentava un crogiolo di culture e tra gli ingredienti principali di questa cultura (che arrivava attraverso il Cammino) c'era la letteratura trobadorica. Questo spiega il perché nacque proprio in Galizia una delle più importanti scuole poetiche dell'Europa medievale, alla quale si è precedentemente accennato.

Nei secoli della diretta influenza europea, l'egemonia castigliana finì per marginalizzare la Galizia. I promotori del risascimento culturale, ai quali ho precedentemente accennato, capirono che era necessario dar nuova linfa alla cultura galiziana vincolandola direttamente con le fonti, senza intermediazioni. Per questo motivo, molte delle figure che parteciparono al movimento di rinnovo della cultura galiziana erano grandi conoscitori della cultura francese, italiana, tedesca o inglese. In tal senso bisogna ricordare l'importante rivista *Nós*, dove vennero pubblicati per la prima volta in una lingua iberica frammenti tradotti dell'*Ulysses*. Perché è proprio in Europa che i piccoli paesi europei privi di stato cercano un riconoscimento che consenta loro di mantenersi in vita.

La società galiziana esiste con un suo nome proprio per lo meno da quando figura nei *Simulacra Gentium* di Afrodisia. Speriamo vivamente che sopravviva per almeno altrettanti anni. Abbiamo superato tempi peggiori... ■

Giuseppe CORONGIU

Dirigeant du Service de la langue et de la culture sarde de la Région autonome de Sardaigne
Dirigente del Servizio Lingua e Cultura sarda della Regione autonoma della Sardegna

Sardaigne : un cas d'euthanasie linguistique inconsciente ?

Bien qu'en on parle beaucoup, peut-être même trop, du moins en Sardaigne, la langue sarde reste aujourd'hui pratiquement invisible, inconnue et souvent inaudible. Un idiome anéanti par la prépondérance et la prétention de l'italien sur sa propre terre et patrie. Dans de nombreuses zones, surtout urbaines, le sarde se réduit à une sorte d'argot, un code de l'italien. Il ne fait aucun doute que la métaphore du naufrage de la langue sarde rend bien l'idée. Par le passé, on a parlé de langue coupée, de langue niée, de langue du sous-sol, de langue des perdants, de langue des résistants, de langue sur le fil du rasoir... Toutes ces images relèvent d'une impression latente de défaite et d'un désir de renaissance. Une sensation de noyade évitée dans un élan de survie.

La langue submergée est celle qui est niée aux enfants, qui constituent notre avenir. C'est celle que les Sardes connaissent mais ne parlent pas. Personne ne les en a empêchés, cela est le fruit d'une autocastration voulue par des pouvoirs externes, mais projetée et guidée par la classe dirigeante locale. Pour favoriser cet appauvrissement, une réalité sociologique et une identité régionale ont été construites afin de reléguer la langue sarde au rang de dialecte territorialisé. Ainsi son emploi a-t-il été associé à la régression sociale et économique, à travers le renforcement de stéréotypes et de préjugés diffusés (ou non combattus, ce qui revient au même) par les linguistes eux-mêmes, par l'école, par les médias, par les leaders d'opinion de la société régionale intégrée dans « l'italophonie ».

Et ce, souvent par des activistes et des défenseurs de la langue, irresponsables et inconscients du besoin de changer de registre et de bousculer les codes et les certitudes de la culture dominante, acceptés à priori comme valables. Il nous a manqué un processus de construction d'une identité alternative, guidé par des intellectuels du mouvement linguistique pro-sarde.

Le résultat de tout cela est que la submersion de la langue régionale, due à la culture et à la langue italiennes, risque d'effacer un patrimoine unique de l'identité du peuple sarde. Aujourd'hui, dans la réalité contemporaine de l'île, les phénomènes de substitution et de déprivation linguistique perdurent. Les vagues de l'homologation linguistique (et donc ethnique et nationale) des Sardes deviennent de plus en plus infranchissables.

La question est donc : sans langue, y aura-t-il encore un peuple, une nation, une identité ? Ou la Sardaigne, sans sa

langue, ne sera-t-elle plus qu'une expression géographique, comme le poète catalan Carles Duarte Montserrat le dit au quotidien La Nuova Sardegna ?

Pour se sauver, pour sauver au moins quelque chose, au moins la dignité du peuple, il faut apprendre à nager. Tenter d'enseigner les rudiments de la natation pour aller vers la libération et la lumière. Émerger et respirer à pleins poumons l'air âcre et tonifiant de la liberté de pensée et de parole, dans une société de plus en plus conformiste, homologuée et conservatrice. Comprendre pleinement la question de la langue en Sardaigne revient à comprendre le mauvais fonctionnement de la démocratie autonomiste. Cela revient aussi à analyser en profondeur les relations entre les élites au pouvoir et la population. Cela signifie découvrir comment s'est brisé le rêve d'une renaissance identitaire et économique de l'île entre la fin de la Seconde guerre mondiale et aujourd'hui. Cela signifie comprendre, comme l'a fait Emilio Lussu, pourquoi la Sardaigne est une nation ratée, mais sans se résigner, ni justifier cet état de fait. Cela signifie rêver une véritable souveraineté, notamment sur la vision qui dessine notre identité, laquelle n'est pas uniquement linguistique.

Cela signifie, remonter à la surface après une longue apnée et recommencer à respirer.

1. Mystifier et éliminer, voire même mener au suicide collectif

La variété linguistique de la Sardaigne constitue - et ce, pas uniquement pour les Sardes - une ressource inestimable pour l'avenir et fait référence à l'histoire d'un peuple qui habite sur l'île depuis des temps immémoriaux et joue un rôle de médiateur dans un tissu social extraordinairement riche, dont l'originalité et les particularités sont le fruit de la superposition et de la contamination de civilisations et de cultures diverses, qui se sont rencontrées, affrontées ou complétées. Viser à la sauvegarde et à la valorisation de la langue sarde et des autres variétés linguistiques existant en Sardaigne n'est donc pas seulement un besoin scientifique et culturel, mais aussi un engagement éthique et politique prioritaire, car la langue est un marqueur important de l'identité et, en tant que tel, elle revêt un intérêt crucial en vue d'une action de gouvernement qui repose sur les fondements de l'autonomie-souveraineté concrète de la spécialité d'un peuple-nation.

Le problème de la non reconnaissance de la langue de la Sardaigne se pose en priorité comme un problème universel de non démocratisation d'une société (qui peut être un symbole global) plutôt que comme simple problème opérationnel local.

Le fait que la langue sarde ne soit ni employée, ni développée, est lié au colonialisme (politique, militaire et culturel) ibérique et italien, ainsi qu'à l'absence de prise de responsabilité linguistique et autonomiste de la classe dirigeante locale. La non prise de conscience des classes dirigeantes a fait que seules les élites bien informées - mais peu reconnues - aient lutté longtemps, avec pas ou peu de moyens de persuasion sociale et souvent avec des instruments culturels approximatifs, pour la sauvegarde de la langue de l'île et avec des résultats aléatoires.

La culture dominante de « l'italophonie » (transmise par les intellectuels locaux) a imposé une sorte de stigmatisation, de la division et de l'incompréhensibilité interne de l'idiome local, qui a rendu insidieuse, glissante et mystificatrice l'avancée de la dialectologie culturelle sur cette question. On a adopté (peut-être de façon inconsciente) comme point de vue qualifiant sur la question, celui de l'extérieur, qui appartient à ceux qui avaient intérêt à redimensionner la langue locale et à la réduire à quelques cantons ou communes, plutôt que le point de vue interne, qui vise à valoriser un patrimoine national et nationaliste de la langue.

La question de la langue, pour être étudiée avec succès, aurait mérité le renversement des paradigmes imposés par la culture dominante. En revanche, pour un processus que l'on peut expliquer par ce que nous appellerons « l'orientalisation » de la Sardaigne - en faisant référence au livre « Orientalisme » d'Edward Said - l'on a utilisé les lunettes déformantes du dominateur pour lire la réalité du dominé, en fonction de ce qui servait les intérêts étrangers. Il suffit de penser à combien la littérature de voyage a influencé le processus de création d'une identité de l'île. Les auteurs sardes eux-mêmes, et en premier lieu Grazia Deledda, ont avalisé une idée irréaliste de la Sardaigne. Ainsi, le dominé, imprégné de la culture du dominus, même interne, participe et collabore à l'action destructrice de son patrimoine culturel et linguistique, avec le dominateur et aux côtés de celui-ci, sans s'en rendre compte, convaincu au contraire d'agir pour son propre bien dans une guerre d'émancipation contre son dominateur. Toutes proportions respectées, la Sardaigne a connu un processus semblable à celui que l'Occident a appliqué à l'Orient, en créant de faux mythes et stéréotypes pour en expliquer la réalité complexe, puis pour l'écraser et le brimer.

La philologie européenne, écrit Said, a été l'arme gagnante de cette politique culturelle en Orient. Et si en Sardaigne cela avait été aussi le cas ? Si le filon traditionnel des études linguistiques, philologiques et étymologiques, qui ont eu pour objet la langue sarde avaient, en réalité, contribué à la menacer ? Considérer la langue sarde comme un objet d'études archéologiques, un mélange de dialectes ou de macro dialectes, et non pas comme la langue naturelle d'un peuple, une langue qui donc varie sur le territoire ?

Souvent, même ceux qui se sont intéressés à la défense de la langue en toute bonne foi l'ont fait en prenant pour argent comptant les interprétations et les perceptions en matière linguistique (et pas seulement) de la culture externe qui, du fait de sa volonté sociale de s'imposer dans l'île, a répandu des préjugés et des lieux communs sur la langue autochtone (et pas uniquement). Malgré une apparente bienveillance

paternaliste, ceux-ci ont miné de l'intérieur la perception que les Sardes avaient de leur propre patrimoine linguistique (entre autres).

La mystification a eu lieu durant la seconde moitié du siècle passé. Mais le processus a commencé bien avant, dès le Moyen-Âge avec Dante et Fazio degli Uberti, en particulier, et a reconnu au sarde le titre scientifique de langue, mais en réalité il a continué à considérer le sarde et à le traiter comme un dialecte, une langue mineure. Un dialecte pluriel et changeant évidemment, comme tous les dialectes.

Son arme principale a été la construction systématique d'une interprétation et d'une divulgation de la réalité sarde avec les instruments de la dialectologie et de la philologie académiques des universités italiennes en Sardaigne qui, en utilisant les termes de « variété » ou de « variante » - qui, traduits en langage linguistique, signifient « dialecte », c'est-à-dire des idiomes socialement et politiquement inférieurs - ont empêché ou retardé la prise de conscience des classes dirigeantes politiques sardes, pro-sardes ou indépendantistes. Ainsi, surtout après la Seconde guerre mondiale - autrement dit, à la fin de la colère nationaliste italienne du Risorgimento et du fascisme - alors que l'on feignait démocratiquement d'accepter et de protéger les dialectes, à la suite de conventions mystificatrices qui, avec le temps et l'aide de puissants instruments d'éducation sociale, sont devenues, sociologiquement parlant, des convictions négatives de masse, la perception populaire sur le problème de la langue a été renforcée et diffusée au point d'influencer le sens commun et d'aboutir à une crise presque irréversible de l'usage de la langue et de son image.

Dans ce processus complexe, la classe dirigeante sarde, qui base sa position privilégiée sur sa valeur ajoutée de médiatrice ayant des pouvoirs externes, a joué un rôle déterminant ; la classe intellectuelle et universitaire, en particulier, qui consciemment ou non, a fourni des clés de lecture acceptables mais mortifères, pour l'appauvrissement du patrimoine linguistique sarde réel.

Les fameuses vérités scientifiques - par exemple, le soi-disant archaïsme du sarde, sa proximité avec le latin, sa fragmentation présumée et spéciale, son incompréhensibilité, son incapacité à produire des termes abstraits, son manque de lexique technique moderne, sa simplicité populaire qui s'oppose aux artifices littéraires (considérés comme nuisibles pour le sarde mais pas pour les autres langues), sa division artificielle, autant qu'inconsistante, en logudorèse e campidanese et la non reconnaissance du stigmat social - se sont révélées être des armes très puissantes, non seulement pour alimenter le manque d'estime sociale et l'abandon de la langue propre à l'île, mais aussi pour créer les divisions artificielles d'un système assez uni et au moins aussi articulé que d'autres systèmes linguistiques, considérés en revanche comme unitaires, avec les mêmes mesures et paradigmes scientifiques.

Plus que la réalité, en somme, c'est la représentation de la réalité - qui convient le mieux au pouvoir académique et culturel régionaliste, mais intégrationniste - qui est entrée dans le sens commun. Ce processus n'a pas touché uniquement la

langue mais toute la perception des Sardes et de la Sardaigne. Stéréotypes et lieux communs absorbés pour empêcher un parcours de souveraineté. La politique linguistique, comme symbole et exemple réussi de politique d'assujettissement mise en place par les « constructeurs de sens » locaux : voilà pourquoi l'on ne comprend pas et l'on n'assimile pas le problème linguistique, pourquoi l'on ne comprend pas et l'on ne peut pas régler le problème de la souveraineté de la Sardaigne. Avoir honte de parler le sarde, c'est essentiellement avoir honte d'être sarde.

On a apporté beaucoup de lympe à la langue sarde entendue comme fait académique d'intérêt scientifique, révélateur de la soi-disant simplicité populaire, ou conforme aux intérêts politiques culturels externes qui dominaient l'île et se méfiaient de cette langue autochtone ; mais le prix à payer a été très élevé.

Vu que l'on ne pouvait pas nier l'existence d'une langue, celle-ci a été reconnue, mais de telle façon que les Sardes eux-mêmes en ont décrété et accompagné la lente agonie. L'on a dompté la bête pour en faire un animal domestique.

Aujourd'hui, de nombreux défenseurs de la langue sarde ressemblent à des hamsters en cage, qui tournent sans s'arrêter dans leur roue. Les universitaires, les intellectuels, les savants défenseurs du monolinguisme leur ont raconté que l'on ne peut vivre que comme cela. La vie est comme la langue sarde, c'est un parcours inutile de prouesses autoréférencées. Et ils y ont cru. Ils ne pensent même pas à sortir de leur cage, à arrêter la roue et à modifier les règles du jeu.

En fait, la nourriture fournie en vue du maintien de la question linguistique était empoisonnée, contaminée par des substances nécrophages qui ont œuvré à long terme et ont miné l'unité, la cohésion et l'estime des Sardes pour eux-mêmes et pour leur langue.

Plus l'on parlait de langue, à travers le paradigme académique des études, plus le corpus vivant de la langue s'infectait. Les armes fondamentales sont : la philologie, la dialectologie et la linguistique officielles, qui diffusent de très puissants lieux communs, souvent épi-linguistiques, mais travestis sous d'apparentes bonnes raisons scientifiques (jamais vérifiées ou vérifiées tardivement) par l'académie, qui ont enveloppé la langue dans une étreinte fatale.

Le mécanisme a été le suivant : l'on crée d'abord un préjugé, puis on le justifie aux yeux de la science, sur la base du sens commun. Une méthode classique.

La négation de la substance de la langue locale et de sa forme, mise en œuvre aux dépens du peuple sarde, a pris l'apparence d'une blessure historique qui, aujourd'hui encore, porte des traces qui ne sont pas faciles à éliminer mais qui, puisque la réflexion sur la perte a été profonde, peut représenter, au cours d'un processus de réacquisition, une occasion supplémentaire de dépasser le désaveu identitaire subi. Aujourd'hui que l'italien est indiscutablement, à tort ou à raison, la langue dominante dans les espaces publics et formels, le problème de la sauvegarde de la langue historique et des autres idiomes de la Sardaigne est encore plus pressant, car il faut préserver ce patrimoine qui ne relève pas du simple folklore, ni de la survie ethnique.

2. La politique linguistique sauvera-t-elle le sarde ?

Dans cette optique, la langue sarde proprement dite et les autres variétés linguistiques parlées en Sardaigne requièrent une politique de développement et de renaissance qui ne les considère pas comme un simple patrimoine dialectologique, linguistique ou étymologique, objet d'études et jamais sujet d'action politico-culturelle, mais qui les appréhende avant tout comme des drapeaux de l'histoire et de l'identité des habitants de cette île.

Ces langues doivent être valorisées en tant que ressources fondamentales qu'il faut connaître, sauvegarder et augmenter pour renforcer la conscience et le sentiment d'appartenance à nos communautés locales.

La classe dirigeante sarde actuelle, bien plus qu'autrefois, a reconnu dans le désaveu de la langue comme base identitaire, l'un des facteurs de faiblesse structurelle qui contribuent à l'affaiblissement de la transmission de la langue et, par conséquent, du sentiment de cohésion de la communauté régionale.

La pratique constante de ce désaveu - notamment de la part des classes dirigeantes et souvent, après la Seconde guerre mondiale, par le biais d'un processus osmotique progressif qui a fini par englober les couches sociales les moins favorisées - a érodé lentement mais inexorablement les fondements des raisons qui sont à la base du concept de « peuple sarde », tel qu'il a été transmis et tel qu'il a été reconnu dans des textes constitutionnels.

L'idole de la modernité qu'il faut atteindre à tout prix et l'illusion jacobine que le progrès ne peut être atteint qu'au prix de l'élimination totale de la mémoire de ce que l'on a été et d'un point de vue purement épistémologique, de ce que l'on est réellement, a risqué de déformer le sentiment d'appartenance d'une collectivité qui s'est constituée au cours des siècles, voire même des millénaires, grâce à un territoire, à un patrimoine culturel matériel et immatériel, à une langue et à un imaginaire collectif forgé par une tradition qui se redéfinit continuellement.

Cela a posé les bases, d'abord chez les classes cultivées, d'une sensation diffuse de dépaysement et d'aliénation, qui a généré une pensée auto-référencée, notamment si on la met en relation avec l'autoreprésentation de notre communauté dans le panorama mondial.

Cela a renforcé l'idée que la Sardaigne est en quelque sorte subalterne, idée qui est née de la conception non paritaire des relations avec la péninsule et de la passivité et de la résignation face à un destin de dépendance et d'assistanat diffus. Cette perception s'est transformée en désaffection.

De la même façon, l'on a pu assister à la formation d'un *habitus* orienté vers l'utilisation vivante et consciente des variétés linguistiques de l'île qui sont condamnées, en quelque sorte, à représenter le stigmat le plus caractéristique de l'identité sarde comme un fardeau, un poids, un obstacle à l'accès et à la réalisation personnelle autant que collective de la dimension onirique et mythique ou réaliste de la modernité.

Il serait nécessaire, en valorisant les points forts de l'identité sarde de contribuer à ce que ce point de vue résiduel se transforme en une perception positive, constructive et rationnelle de l'identité communautaire des Sardes.

Il serait opportun de lancer un processus, à travers lequel passer de la simple action de valorisation et de promotion, à l'affirmation du concept de « valeur » de la Sardaigne et de son patrimoine matériel et immatériel et d'affirmer ainsi le « droit linguistique » de cette dernière.

Le peuple sarde, tel qu'il est défini par le Statut spécial de 1948 - en particulier pour ce qui est de la possibilité de lancer un processus législatif - doit être mis en condition de pouvoir choisir et de pouvoir exercer sa liberté, par exemple, en adhérant à l'identité linguistique qui lui est propre.

Il serait aussi nécessaire de définir de nouveaux instruments administratifs et réglementaires, entendus comme un ensemble d'actions concrètes et valables, une construction systémique d'un point de vue qui consisterait dans le renversement du paradigme culturel existant, lequel serait aussi un soutien à la création d'une « valeur » du système-langue nécessaire aux fins de la consolidation de l'auto-conscience des Sardes.

De même, il faudrait également renverser les paradigmes construits par les producteurs de « nourriture empoisonnée » et avantager la recherche scientifique libre, laquelle ne doit pas répondre aux logiques de l'école sarde académique, qui emprisonne le sarde dans ses stéréotypes et ses lieux communs, adaptés à une population inerte du point de vue culturel et guidés par ses intérêts de classe dominante.

Il est trop tard, ou peut-être pas. Au moins pour sauver ce qui peut l'être pour notre langue et enseigner à nos enfants comment ne pas trahir la démocratie et notre peuple. Au fond, c'est un problème de dignité, comme je l'ai déjà dit.

En ce sens, la langue devient un élément de la cohésion sociale, comme l'indiquent les instruments de programmation européenne. En même temps, elle se transforme de stigmate social en ressource économique, vivifie la société sarde et en multiplie les possibilités de croissance.

La diatopie changeante intrinsèque à la langue sarde, en l'absence séculaire d'une

koinè officielle qui change le cadre naturel ou historique-traditionnel, n'a pas mis en danger la survie de la langue multiforme parlée, laquelle est plutôt menacée aujourd'hui par l'italien qui pourrait la remplacer.

Le phénomène de la diglossie des variétés locales avec l'italien a pourtant mis en danger la survie, tant de la langue propre à la Sardaigne que des autres variétés. Les linguistes affirment que la situation de la Sardaigne part d'un régime plutôt stable de diglossie aux deux siècles derniers, pour évoluer vers un régime plus insidieux de dilalie, qui précède l'apparition des variétés allogottes ou de celles qui sont d'origine et historiques. Il est donc nécessaire d'intervenir avec les méthodologies internationales propres à cette discipline de la revitalisation et de la planification linguistique, pour éviter la catastrophe glotto-linguistique et la fin de la langue sarde entendue comme langue véhiculaire, ainsi que son classement parmi les langues mortes en l'espace de quelques générations, comme le signalait déjà du reste la recherche Euromosaic, soutenue par l'Europe il y a quelques décennies. Le fait que l'Etat italien, avec la France et d'autres pays, soit en Europe occidentale parmi ceux qui n'ont pas encore ratifié la Charte européenne des langues approuvée à Strasbourg

en 1992 constitue un problème. Cela comporte de gros problèmes et des limitations réglementaires, au niveau juridique et législatif, aux fins de la protection des minorités linguistiques, dont la minorité sarde.

Cela constitue un obstacle pour l'application de la Constitution de 1948 qui, à ce jour, aux termes de son article 6, est appliquée concrètement sur le territoire national uniquement en faveur des groupes linguistiques protégés par l'exogénèse législative des traités internationaux, comme les habitants du Sud-Tyrol du Haut-Adige, les francophones de la Vallée d'Aoste et les Slovènes du Frioul. Les minorités historiques italiennes reconnues par la loi n° 482/1999 - qui, en sus du sarde et du catalan, protège les langues des populations albanaises, germaniques, grecques, slovènes et croates, ainsi que le français, le francoprovençal, le frioulan, le ladin et l'occitan - bénéficient en réalité d'une protection moins importante, bien qu'elles soient concernées, à plein titre et comme les autres, par les dispositions de la Constitution. Par conséquent, la ratification de la réglementation européenne qui fait référence à la Charte de 1992 favoriserait énormément la protection de la langue minoritaire historique de la Sardaigne dans tous les domaines : école, université, médias et administration publique.

La République italienne, dont la Sardaigne fait partie, peut faire un effort pour surmonter les résistances à l'affirmation du multilinguisme entendu comme ressource sociale et économique pour la population.

Le fait de considérer comme un danger ou une perte de valeur la survie, dans son propre territoire, de langues (ou de dialectes) autres que la langue officielle et nationale appartient à une vision désormais dépassée de l'Etat.

Le multilinguisme historico-territorial et le multilinguisme global représentent au contraire une ressource dont les populations qui font partie de la République ont besoin pour se sentir culturellement valorisées et considérées à plein titre comme faisant partie du tissu qui est à la base du système institutionnel de l'Etat.

3. Données sur la situation sociolinguistique de la Sardaigne et choix de politique linguistique

Dans le cadre des actions programmées par le Gouvernement régional sarde ces dernières années, le 9 mai 2005, une commission technique et scientifique a été constituée. Cet organisme poursuivait deux objectifs principaux : l'identification d'un code linguistique à utiliser par la Région dans la traduction de ses actes et l'élaboration et la réalisation d'une première recherche sociolinguistique sur l'état actuel de la langue sarde, qui mette en évidence dans quelles zones de l'île, dans quels espaces et à quels moments ou dans quelles situations l'on parle le sarde et comment cela est perçu, tant par ceux qui le parlent que par les autres.

Cette recherche devait faire comprendre dans quelle mesure et dans quelles proportions l'on utilise le sarde par rapport aux autres langues et dans quelles variétés locales il était perçu, combien de personnes le parlaient, combien le comprenaient et combien ressentaient le besoin de le parler. Et, enfin, combien de personnes étaient favorables à l'expérimentation d'un code écrit unique pour l'Administration régionale

et combien y étaient défavorables. D'autres données sur la situation linguistique de la Sardaigne étaient disponibles, comme celles relatives à Euromosaic, de 1997, et celles de l'ISTAT, de 2000 ; mais ces données étaient approximatives et incomplètes. Cela dit, elles étaient alarmantes pour ce qui est de la situation linguistique de la *limba*.

A l'occasion de la Conférence régionale annuelle sur la langue sarde, qui s'est tenue à Paulilatino, le 5 mai 2007, les résultats de l'enquête ont été présentés, de même que les évaluations et les implications sur la politique linguistique lancée par l'Administration régionale. Le travail a été réalisé par le biais de questionnaires distribués à plus de 2000 personnes. De cette recherche, signée Anna Oppo et réalisée avec l'aide d'autres linguistes et sociologues, l'on peut dire ce que l'on veut et, d'ailleurs, tout a été dit lors du débat qui s'est ouvert après sa présentation.

Cependant, il est certain qu'elle propose des données qui offrent une base de réflexion, bien qu'elles soient approximatives et donnent lieu à des interprétations diverses.

L'impression générale a été que l'enquête dans son ensemble aurait pu être mieux menée, avec une méthode scientifique plus appropriée. De plus, la comparaison avec l'étude réalisée par les linguistes Gabriele Iannaccaro et Vittorio Dall'Aquila à la même période dans le monde ladin met en évidence l'importance fondamentale que ces derniers ont accordée aux détails, ainsi que leur absence de préjugés.

A part les chiffres, qui sont toujours intéressants, l'impression générale relative à la recherche sarde est qu'il existe une profonde contradiction entre les choix des auteurs de la recherche et l'interprétation des données. S'il est vrai que le plus grand ennemi de la langue sarde est l'élite des dirigeants de l'île, alors pourquoi a-t-on confié l'enquête à des représentants de la classe académique locale, au lieu de la confier à des tiers neutres et impartiaux ? Certains essais consacrés à l'analyse des données, publiés avec l'enquête, témoignent du paternalisme propre à cette classe dirigeante, qui a stigmatisé pendant des décennies les idiomes insulaires en les considérant comme socialement inférieurs et qui recherche aujourd'hui dans les réponses à l'enquête la confirmation de ses convictions.

L'essai introductif de l'auteur de la recherche reflète notamment ce défaut, quand celle-ci disserte de la libération des femmes en Sardaigne, qui aurait été possible notamment grâce à l'abandon du sarde, lequel aurait véhiculé la mentalité traditionnelle. Certains choix méthodologiques sont d'ailleurs aussi irritants pour ceux qui s'occupent de sociolinguistique des minorités : par exemple, l'insistance d'Anna Oppo à vouloir appeler le sarde « dialecte », le fait qu'elle ait distribué des questionnaires uniquement en italien (dans l'étude ladine, ils ont au contraire été distribués en italien, en allemand et en ladin et le choix de la langue par les personnes interrogées a été évalué comme un signe revêtant un intérêt sociolinguistique), la territorialisation de la définition de la variété qui ne suivait pas les indications de la commission - dont faisait partie, entre autres, Michel Contini, prestigieux directeur de *l'Atlante Linguistico Romanzo Internazionale* - mais une distinction arbitraire entre le campidanese et le logudorese, qui ne repose sur aucun fondement

scientifique réel, mais sur laquelle les académiciens insistent avec force (car c'est l'un des lieux communs qui conduit à l'affaiblissement du concept de système unique ou de langue unique).

Cela dit, la surprise a été que, au contraire, les données se sont révélées, si l'on peut dire, favorables aux partisans de la langue, en particulier pour ce qui est du nombre des « parlants » et de la volonté politique de la population qui en ressort.

Comme je l'ai déjà dit, l'on peut par conséquent dire ce que l'on veut de cette recherche sociologique ; d'ailleurs, certaines choses ont déjà été dites sur l'attitude discutable de certains de ses auteurs mais il faut, en tous cas, tenir compte des données.

La recherche a également révélé, pour ce qui est des données les plus significatives que 68,4 % des Sardes déclarent connaître et parler l'une des variétés de la langue sarde et 29% des personnes interrogées déclarent comprendre la langue, même si elles ne la parlent pas, alors que seuls 2,7% des sondés ne comprennent et ne parlent pas le sarde.

Dans les communes de moins de 4000 habitants, le pourcentage des « parlants » atteint 85,5%, alors que dans les communes de plus de 100 000 habitants, il chute à 57,9%. Dans les zones urbaines, les pourcentages sont significatifs. A Cagliari, 59,3% des sondés déclarent connaître et parler le sarde, alors que 36,7% d'entre eux reconnaissent ne posséder qu'une compétence passive. A Nuoro, 66,7% des sondés parlent la langue locale, alors qu'à Olbia, le pourcentage n'est que de 62,7%. Selon les chiffres, 31,9% seulement des Sardes sont opposés à l'usage de la langue locale dans les administrations, alors que 57,7% d'entre eux sont totalement ou partiellement favorables à l'introduction d'une forme écrite unique pour la publication des actes de la Région Sardaigne. Environ 89,9% des Sardes sont tout à fait d'accord avec la phrase « la langue locale doit être défendue car elle fait partie de notre identité ». Le pourcentage de la population qui est d'accord pour que le sarde soit enseigné à l'école s'élève à 78,6% et 81,9% souhaite que l'enseignement comprenne l'italien, une langue étrangère et le sarde.

Il est très intéressant de souligner les réponses apportées à deux questions très significatives : les auteurs de la recherche ont élaboré des données selon lesquelles 53,4% des Sardes, lorsqu'ils doivent choisir la langue à laquelle ils se sentent le plus attachés, indiquent le sarde plutôt que l'italien, qui est choisi par 35,7% seulement des personnes interrogées. Et cela, bien que l'italien soit la langue officielle de la Sardaigne depuis le XVIII^e siècle (du fait que le Royaume de Sardaigne appartenait à la Maison de Savoie) et que tous les habitants de l'île ou presque le comprennent et le parlent correctement. La réponse à la question « Aimez-vous parler la langue locale ? » est aussi significative, car 77,6% des sondés répondent par l'affirmative, ce qui témoigne du processus collectif qui est en train de changer radicalement l'opinion sur la langue locale, opinion qui aurait certainement été pernicieuse et dénigrante il y a encore quelques décennies pour les variétés linguistiques parlées en Sardaigne, considérées comme un signe de déclassement social.

La conférence régionale de Paulilatino de 2007 et les débats

qui l'ont suivie ont interprété les données inhérentes à la recherche sociolinguistique de la Sardaigne alternativement selon les points de vue académique, scientifique ou militant, et ce, car - bien que tout puisse être amélioré - celle-ci représente une première approche des données collectées sur le terrain, données qui mériteraient de faire l'objet d'une analyse approfondie, en vue de la formulation d'une politique linguistique efficace et appropriée.

Les données de la recherche constituent cependant une bonne base de départ pour confirmer certaines idées qui vont au-delà des distinctions effectuées par d'autres études scientifiques ou académiques.

Les Sardes, au-delà des distinctions sociales ou géographiques, semblent éprouver une grande affection pour la langue de la Sardaigne et pour ses variétés (catalan, *tabarchino*, *gallurese* et *sassarese*). C'est ce qui appert des résultats relatifs à la connaissance de la langue, mais aussi des réponses sur le problème de l'école, de l'identité et de l'adhésion symbolique à la langue identitaire historique, qui est préférée à l'italien. Peut-être que cet attachement réel ne s'est pas encore traduit par une récupération totale de l'aspect véhiculaire de la langue dans des milieux formels et officiels, ce qui devrait être l'objectif de toute politique linguistique. Les experts qui ont travaillé dans le cadre de cette recherche, eux-mêmes, ont soutenu qu'il est possible que le fait de déclarer que l'on connaît bien une langue ne corresponde pas à une pratique et à une connaissance réelle de celle-ci.

Si cela est vrai, d'autres études approfondiront certainement ce sujet délicat, qui est lié à la crédibilité de la recherche et aux desiderata de ses auteurs ; le problème social de la négation de la langue serait encore plus grave car il mettrait en lumière l'émergence dans la société sarde d'un désir de présence et de pratique publique de la langue qui n'a pas encore été satisfait par les agences de formation (et d'information) de la société. La classe dirigeante (au sens large), ne se rend probablement pas compte, à ce propos, que la population n'est pas d'accord avec ceux qui ont orienté la politique culturelle durant les dernières décennies et ont relégué la langue au rang de « variante-dialecte » et de « ghetto social ».

A part ceux qui parlent effectivement le sarde et qui représente encore tout de même un bon pourcentage de la population, de nombreux Sardes, bien qu'ils sachent s'exprimer dans une des variétés du sarde, et ce, peut-être même depuis leur naissance, ne le font pas parce que dans la réalité socioculturelle, il est difficile de communiquer efficacement et couramment en sarde. En d'autres mots, pour citer Alessandro Mongili, l'un des sociologues qui ont travaillé à la recherche sociolinguistique régionale et dont le texte d'accompagnement est l'une des rares caractéristiques appréciables, du fait de l'intelligence scientifique et de l'originalité des arguments de

leur auteur, il existe une stigmatisation encore très forte du fait de parler en sarde, qui réduit presque à néant les possibilités d'utiliser la langue de l'île dans des occasions formelles, officielles ou savantes.

La preuve en est que, si l'on suit les orientations qui émergent de l'interprétation des données, la très grande majorité de la population souhaiterait que la langue soit plus présente à l'école, dans les médias et dans l'administration publique, secteurs qui sont par définition les lieux de la communication officielle et formelle. D'autre part, il est inquiétant de constater que la donnée selon laquelle le lieu où l'on parle le moins le sarde est l'église.

Au contraire, il est surprenant de constater que, malgré de longues années de polémiques féroces et incohérentes du point de vue épistémologique sur la question du standard représentatif unique, seuls 28% des sondés sont totalement opposés à l'introduction d'une forme écrite unique de la langue locale, pour la publication des documents officiels.

Du reste, seules des formes codifiées et normalisées de variétés linguistiques peuvent être utilisées, avec succès, dans le domaine public. Faute de quoi, l'impression que l'on donne à la population est celle d'une pratique « dialectale » et « inférieure » de la langue. A plusieurs reprises, l'on a tenté de limiter ou de minimiser l'adhésion de la population à la langue officielle standard unique mais, dans ce cas aussi, les chiffres ont déçu ceux qui voulaient asséner un coup mortel au sarde.

Restent donc encore deux types de problèmes relatifs à la rareté ou à l'absence d'information et de conscience linguistique et au trop fréquent abandon de la transmission intergénérationnelle de la langue sarde, transmission qui ne survit à ce jour que dans une zone géographique bien délimitée de l'île.

Selon les observations du Bureau Régional de la Langue, la transmission intergénérationnelle existe encore, mais uniquement dans la Province de Nuoro (Barbagia, Baronia) et, en moindre mesure, dans celle de Sassari (Goceano). En revanche, il est difficile de comprendre ce qui se passe dans diverses zones centrales. Mais il est certain que dans des zones considérées comme historiques, par la philologie euthanasique officielle, c'est-à-dire Campidano et Logudoro, il est rare de trouver un enfant élevé dans un bain de langue sarde qui ne soit pas le fils d'un militant du Mouvement linguistique. Parmi les variétés alloglottes, le *gallurese* et le *tabarchino* bénéficient d'une situation assez satisfaisante, alors que celle du *sassarese* et du catalan d'Alghero est difficile à définir.

Ces problèmes doivent être affrontés. Pour ce faire, il est peut-être nécessaire de repartir d'une information linguistique et autonomiste de base que l'histoire linguistique particulière de l'Italie a refusé au plus grand nombre.

Sardegna: un caso di eutanasia linguistica inconsapevole?

Nonostante se ne parli molto, forse troppo almeno in Sardegna, la lingua sarda resta oggi particolarmente invisibile, sconosciuta, spesso inaudibile. Un idioma sommerso dalla preponderanza e prepotenza dell'italiano nella sua stessa patria e terra.

In molti territori, soprattutto urbani, è ridotta a uno slang, un codice deritualizzante dell'italiano. Non c'è dubbio che la metafora dell'inabissamento della lingua propria della Sardegna regga a ogni paragone. Si è parlato in passato di lingua tagliata, negata, del sottosuolo, dei vinti, dei resistenti, in bilico. Tutte metafore che implicano una soggezione, una sconfitta latente e un desiderio di rinascita. Una sensazione di annegamento respinta da un anelito di sopravvivenza.

La lingua sommersa è quella che viene negata ai bambini che sono invece il nostro futuro. È quella che i sardi conoscono, ma non parlano. Nessuno li ha costretti, in fondo, è stata un'autocastrazione voluta da poteri esterni, ma progettata e guidata dalla classe dirigente locale. Per favorire questo depauperamento si è costruita una "realtà" sociologica e un'identità regionale che hanno relegato la lingua a dialetto territorializzato e si è tipizzato l'uso nella regressione sociale ed economica attraverso il consolidamento di stereotipi e pregiudizi diffusi (o non contrastati che è lo stesso) dagli stessi linguisti, dalla scuola, dai media, dagli opinion leader della società regionale integrata nell'italofonia. E spesso dagli stessi attivisti e difensori della lingua, incoscienti e inconsapevoli della necessità di cambiare registro e sovvertire i codici e le "certezze" della cultura dominante, accettati invece come validi a priori. È mancato un processo di costruzione dell'identità alternativo, guidato dagli intellettuali del movimento linguistico "pro-sardo".

Il risultato è che la sommersione della lingua regionale, operata dalla cultura e dalla lingua italiane, rischia di cancellare un patrimonio unico dell'identità del popolo sardo. Oggi, nella realtà contemporanea dell'isola, i fenomeni di sostituzione e deprivazione linguistica insistono e continuano. Le onde dell'omologazione linguistica (e quindi etnica e nazionale) dei Sardi si fanno sempre più alte. La domanda è: senza lingua ci saranno ancora il popolo, la nazione, l'identità? O la Sardegna, senza la sua lingua, sarà solo un'espressione geografica come disse una volta al quotidiano *La Nuova Sardegna* il poeta catalano Carles Duarte Montserrat?

Per salvarsi, per salvare qualcosa, almeno la dignità di popolo, bisogna imparare a nuotare. Tentare di insegnare i rudimenti del nuoto verso la liberazione e la luce. Riemergere e respirare a pieni polmoni l'aria acre e tonificante della libertà di pensiero e di parola in una società sempre più conformista, omologata e conservatrice. Capire appieno la questione della lingua in Sardegna significa comprendere il mancato funzionamento della democrazia autonomista. Significa analizzare in profondità il rapporto tra élites dirigenti e popolazione. Significa scoprire come fallisce il sogno di una rinascita identitaria ed economica dell'isola nel secondo dopoguerra fino

a oggi. Significa capire, come Emilio Lussu, perché la Sardegna è una nazione mancata senza però abbandonarsi a questa realtà per giustificarla. Significa sognare una sovranità vera, anche sullo sguardo che definisce la nostra identità non solo linguistica.

Significa tornare in superficie, dopo una lunga apnea, e ricominciare a respirare.

1. Mistificare e uccidere, anzi portare al suicidio linguistico

La ricchezza di varietà linguistiche della Sardegna rappresenta, e non solo per i Sardi, una risorsa di inestimabile valore per il futuro e richiama la storia di un popolo che da tempo memorabile ha abitato l'Isola ponendosi come punto di mediazione in un tessuto di straordinaria ricchezza, la cui originalità e specificità sono il risultato del sovrapporsi di stratificazioni e contaminazioni di civiltà e culture che si sono incontrate, scontrate o completate. Perseguire la tutela e la valorizzazione della lingua sarda e delle altre varietà linguistiche presenti in Sardegna è quindi non solo un'esigenza scientifica e culturale, ma anche un impegno etico e politico prioritario, dal momento che la lingua rappresenta un marcatore forte dei caratteri identitari e come tale riveste interesse centrale per un'azione di governo che poggi sui fondamenti dell'autonomia-sovranià concreta e della specialità di popolo-nazione.

Il problema del mancato riconoscimento della lingua della Sardegna si pone prioritariamente come problema universale di mancata democraticizzazione di una società (che può essere un simbolo globale) piuttosto che come mero problema operativo e pianificativo locale. Il mancato uso e sviluppo della lingua sarda è legato al colonialismo (politico, militare e culturale) iberico e italiano e alla mancata assunzione di responsabilità linguistica e autonomistica della classe dirigente locale. La mancata presa di coscienza delle classi dirigenti ha fatto sì che solo élites ben avvertite - ma poco legittimate - abbiano lottato a lungo, senza o con scarsi mezzi di persuasione sociale, spesso con strumenti culturali approssimativi, per la salvaguardia della lingua dell'isola con alterne fortune. La cultura dominante dell'italofonia (mediata dagli intellettuali locali) ha posto e imposto una sorta di stigma dell'arretratezza, divisione e incomprensibilità interna dell'idioma locale, rendendo il procedere della dialettica culturale sul problema insidioso, mistificante e scivoloso. Si è assunto quale punto di vista qualificante sulla questione (anche inconsciamente) quello esterno di chi aveva interesse a ridimensionare e sminuzzare in cantoni e municipi la lingua locale, piuttosto che quello interno teso alla valorizzazione di un patrimonio nazionale e nazionalitario della lingua.

La questione della lingua, per essere condotta con successo, avrebbe meritato il ribaltamento dei paradigmi imposti dalla cultura dominante. Invece, per un processo che si può spiegare con quella che chiameremo "l'orientalizzazione" della Sardegna rifacendoci al parallelo con il libro "Orientalismo"

di Edward Said, si sono usati gli occhiali stranianti del dominatore per leggere in maniera deformante la realtà del dominato a uso e consumo di interessi estranei. Basti pensare a quanto la letteratura di viaggio abbia influito sul processo di creazione di un'identità dell'isola. Gli stessi autori sardi, in primis Grazia Deledda, hanno avvalorato un'idea di Sardegna non reale. In questo modo lo stesso dominato, imbevuto della cultura del dominus anche interno, partecipa e collabora fattivamente all'azione distruttiva del suo patrimonio culturale e linguistico con e dalla parte del dominatore, spesso senza avvedersene e, anzi, convinto di fare la sua parte per una battaglia di emancipazione contro lo stesso dominatore. Così come l'Occidente ha creato falsi miti e stereotipi per spiegare e piegare la complessa realtà dell'Oriente, e poi soggiogarlo e imbrigliarlo, anche in Sardegna, nel piccolo dell'isola e della sua storia, è successo un processo di questo genere.

La filologia europea, scrive Said, è stata l'arma vincente di questa politica culturale in Oriente. E se anche in Sardegna fosse stato così? Se il filone tradizionale di studi glottologici, filologici e etimologici che hanno avuto come oggetto la lingua sarda avessero, in realtà, contribuito a metterla in crisi? Il considerare la lingua sarda un oggetto di studi "archeologici", un crogiuolo di dialetti o macrodialetti, invece che la lingua naturale (e dunque mutevole nel territorio) di un popolo?

Spesso anche chi in buona fede si è avvicinato alla difesa della lingua, lo ha fatto dando per buone le interpretazioni e le percezioni in materia linguistica (e non solo) della cultura esterna che, per la sua stessa ragione sociale categorica di imporsi nell'isola, ha diffuso sulla stessa lingua autoctona (e non solo) pregiudizi, luoghi comuni, limiti e preclusioni che, nonostante l'apparente scontata benevolenza paternalistica, hanno minato dal di dentro la percezione che i sardi avevano del loro stesso patrimonio linguistico (e non solo).

La mistificazione si è operata, nella seconda metà del secolo appena trascorso (ma il processo ha origine molto più antiche fin dal medioevo con Dante e Fazio degli Uberti), in modo particolare, riconoscendo al sardo solo il titolo nominalistico-scientifico di "lingua", ma in realtà continuando a considerarla e a trattarla schizofrenicamente come un dialetto, una lingua minore. Un dialetto plurale e mutevole ovviamente, come tutti i dialetti. L'arma principale è stata la costruzione sistemica di interpretazione e divulgazione della "realtà" sarda con gli strumenti della dialettologia e filologia accademiche delle università italiane in Sardegna che, anche parlando con i termini ambigui di "varietà" e "variante", che tradotte dal "linguistichese" significano essenzialmente "dialetto", cioè idiomi socialmente e politicamente inferiori, hanno impedito, o ritardato, la presa di coscienza delle classi dirigenti politiche sarde, anche sardiste e indipendentiste. Così, soprattutto nel secondo dopoguerra del Novecento, finita la sfuriata nazionalista italiana del Risorgimento e del Fascismo, mentre si fingeva democraticamente di accettare e tutelare la lingua-dialetto, per effetto di convenzioni denigranti e mistificatorie che, col tempo e l'aiuto di potenti strumenti di educazione sociale sono divenute sociologicamente parlando convinzioni negative di massa, è stata rafforzata e diffusa, fino a influenzare il senso comune, la percezione

popolare sul problema lingua in modo stigmatico, fino a decretare la crisi quasi irreversibile dell'uso parlato della lingua e della sua stima.

In questo complesso processo, la classe dirigente sarda, che lucra la sua posizione di privilegio sul valore aggiunto di mediatrice con i poteri esterni, ha giocato un ruolo determinante, in particolare la classe intellettuale e accademica, consciamente o meno, che ha fornito le chiavi di lettura accettabili, ma mortifere, per la depauperazione del patrimonio linguistico sardo reale. **Le cosiddette "verità" scientifiche, per esempio, della presunta "arcaicità" del sardo, della sua vicinanza al latino, della sua presunta specialissima e unicissima frammentazione, della sua mutua incomprensibilità, della sua incapacità presunta di produrre termini astratti, della sua mancanza di lessico tecnico moderno, della sua "genuinità" popolare contrapposta all'artificialità letteraria (considerata artatamente dannosa per il sardo ma non per le altre lingue), dell'artificiale quanto inconsistente divisione in "logudorese" e "campidanese", del mancato riconoscimento dello stigma sociale,** si sono rivelate armi potentissime per alimentare la disistima linguistica e l'abbandono dell'idioma proprio dell'isola. E anche per creare divisioni artificiali di un sistema abbastanza unito, articolato almeno quanto altri sistemi linguistici considerati invece unitari con gli stessi metri e paradigmi scientifici.

Più che la realtà, insomma, è entrata nel senso comune la rappresentazione della realtà più conveniente al potere accademico e culturale regionalista, ma integrazionista. Un processo che non ha interessato solo la lingua, ma l'intera percezione dei Sardi e della Sardegna. Stereotipi e luoghi comuni introiettati per impedire un cammino di sovranità. La politica linguistica come simbolo ed esempio riuscito di politica di assoggettamento mediato dai "costruttori di senso" locali. È per questo che se non si comprende e si assimila il problema linguistico, non si comprende e non si può sciogliere il nodo della sovranità della Sardegna.

La vergogna di parlare il sardo è essenzialmente la vergogna di "essere" sardi.

Si è data molta linfa alla lingua sarda come fatto accademico di interesse scientifico in conformità o come segno di genuinità popolare presunta, o in semplice coincidenza, agli interessi dei poteri politico-culturali esterni che dominavano l'isola e guardavano con sospetto alla presenza di una lingua autoctona, ma il prezzo da pagare è stato carissimo. Visto che non si poteva negare l'esistenza di una lingua, la si è riconosciuta, ma in modo tale che gli stessi sardi ne decretassero e accompagnassero la lenta agonia. Si è ammaestrata la belva e se n'è fatto un animale domestico.

Oggi molti difensori della lingua sarda sembrano criceti che girano affannosamente e inesorabilmente nella ruota, all'interno della gabbia. Gli accademici, gli intellettuali, i dotti alfieri del monolinguisma gli hanno raccontato che solo così si può vivere. La vita è come la lingua sarda, un circolo inutile di prodezze autoreferenziali. E loro ci hanno creduto. Non pensano neanche di uscire dalla gabbia, fermare la ruota e cambiare le regole del gioco.

Il cibo fornito al mantenimento della questione linguistica,

insomma, era un cibo avvelenato. Ammorbatto da sostanze necrofaghe che hanno operato a lungo termine minando l'unità, la coesione, la stima dei sardi per se stessi e per la propria lingua. Più si parlava di lingua attraverso il paradigma accademico degli studi, più si infettava il corpus vivente della lingua stessa. Armi fondamentali: filologia, dialettologia e glottologia ufficiali, diffonditrici potentissime di luoghi comuni, spesso epilinguistici, ma travestiti di apparenti buone ragioni scientifiche (mai o tardivamente verificate) dall'accademia, che hanno avvolto la lingua in un caldo e rassicurante abbraccio letale.

Il meccanismo è stato il seguente: prima si crea il pregiudizio artificiosamente nella popolazione, poi ci si rifà al senso comune creato per giustificarlo agli occhi della scienza. Un metodo da manuale.

La negazione della sostanza della lingua locale se non della forma, operata ai danni del popolo sardo, ha assunto il tratto di una ferita storica che ancora oggi porta con sé conseguenze che non sono eliminabili né facilmente né serenamente, ma che, poiché è stata forte e approfondita l'elaborazione e la riflessione sulla perdita, può rappresentare, nel divenire del processo di riacquisizione, un'ulteriore occasione di crescita e di superamento del disconoscimento identitario subito. Oggi che indiscutibilmente l'italiano, a torto o a ragione, è comunque la lingua preminente negli spazi pubblici e formali, si pone ancora più forte il problema della salvaguardia della lingua di identità storica, e degli altri idiomi presenti in Sardegna, al fine di preservare un patrimonio che non può più essere considerato mero folklore o sopravvivenza etnica.

2. La politica linguistica salverà la lingua sarda?

In quest'ottica la lingua sarda propriamente detta e le altre varietà linguistiche che si parlano in Sardegna richiedono una politica di sviluppo e rinascita che non le consideri come un mero patrimonio dialettologico, glottologico o etimologico, oggetto di studi e mai soggetto di azione politico-culturale, ma che le veda innanzi tutto come bandiere della storia e dell'identità delle genti che abitano e hanno abitato quest'Isola. Esse vanno valorizzate quali risorse fondamentali da conoscere, salvaguardare e accrescere per rafforzare la consapevolezza e il senso di appartenenza alle nostre comunità locali.

L'attuale classe dirigente sarda, molto più che in passato, ha individuato infatti nel disconoscimento della lingua come fondamento identitario, uno dei fattori di criticità e debolezza strutturale che contribuiscono all'indebolimento del perpetuarsi della lingua e di conseguenza del senso di coesione della comunità regionale. La pratica costante di questo disconoscimento, anche da parte delle classi dirigenti specie nel secondo dopoguerra, con un graduale processo osmotico fino a inglobare nella percezione i ceti sociali meno abbienti, ha eroso in una lenta ma inesorabile progressione, le fondamenta delle ragioni costitutive che sono alla base del concetto di "popolo sardo", così come è stato trasmesso e così come è stato riconosciuto in atti normativi di valore costituzionale.

Il feticcio della modernità da raggiungere a tutti i costi e l'illusione giacobina che il progresso potesse essere ottenuto solo al prezzo della cancellazione totale della memoria di ciò

che si è stati e da un punto di vista strettamente epistemologico, di ciò che si è in realtà, ha rischiato di dequalificare il senso di appartenenza di una collettività formatasi nei secoli, se non nei millenni, grazie a un territorio, un patrimonio culturale materiale e immateriale, una lingua e un immaginario collettivo forgiato da una tradizione in fase di continua ridefinizione.

Ciò ha creato le premesse, in primo luogo nei ceti istruiti, di una diffusa percezione di spaesamento, annichimento, alienazione che ha prodotto un pensiero autoreferenziale specie se riferito all'autorappresentazione della nostra comunità nello scenario mondiale. Si è favorita in questo modo un'idea di subaltermità della Sardegna che è sfociata da un lato nella concezione non paritaria dei rapporti extrasardegani, dall'altro nella passività e rassegnazione a un destino di dipendenza e assistenzialismo diffusi.

Tale percezione si è palesata in disaffezione. Allo stesso modo si è conformato l'*habitus* verso l'uso vivo e consapevole delle varietà linguistiche dell'Isola condannate, in qualche modo, a rappresentare lo stigma più proprio della sardità intesa come fardello, gravame, impedimento all'accesso e alla realizzazione personale-collettiva della dimensione onirico-mitica o realistica della "modernità".

Sarebbe necessario, intercettando e valorizzando consistenti e autorevoli posizioni della cultura sarda, dare un contributo affinché questo punto di vista residuale sia ribaltato in una percezione positiva, costruttiva e razionale dell'identità comunitaria dei Sardi. Sarebbe opportuno inoltre avviare un processo attraverso il quale si passi da una semplice azione di valorizzazione e promozione, all'affermazione del concetto di valorialità della Sardegna e del suo patrimonio materiale e immateriale. Segnatamente, in questo modo, affermare il "diritto linguistico". Il popolo sardo, così come viene definito dallo Statuto Speciale del 1948, in particolare per la possibilità di essere promotore del processo legislativo, deve essere messo in grado di poter scegliere e di poter esercitare, ad esempio, la sua libertà nell'adesione alla veicolabilità linguistica che gli è più propria.

Sarebbe necessario definire nuovi strumenti amministrativi e normativi, intesi come un insieme di azioni concrete e valide, una costruzione sistemica di un punto di vista che sia di ribaltamento del paradigma culturale esistente che sia anche di stimolo e supporto alla creazione di una "valorialità" del sistema-lingua utile a un consolidamento dell'autocoscienza dei Sardi.

Sarebbe necessario altresì ribaltare i paradigmi costruiti dai produttori di "cibo avvelenato" avvantaggiando la libera ricerca scientifica che non debba rispondere alle logiche della scuola sarda accademica che imbriglia il sardo con i suoi stereotipi mai verificati sul campo, con i suoi luoghi comuni ammanniti a una popolazione inerme dal punto di vista culturale, dai suoi interessi di classe mediatrice egemone.

È troppo tardi, forse no. Almeno per salvare il salvabile per la nostra lingua e insegnare ai nostri figli come si non si tradisce la democrazia e la propria gente. È un problema di dignità, in fondo, come abbiamo già detto.

In questo senso, la lingua diventa un elemento della coesione sociale così come indicato negli strumenti di programma-

zione europea. Allo stesso tempo si trasforma da occasione di stigma sociale, in risorsa economica che vivifica e moltiplica le possibilità di crescita della società sarda.

La mutevolezza diatopica interna alla lingua sarda, in assenza per secoli di una koinè ufficiale che mutasse il quadro “naturale” o storico-tradizionale, non ha messo in pericolo la sopravvivenza della lingua multiforme parlata che piuttosto è minacciata al giorno d’oggi dalla sostituzione dell’italiano. Il fenomeno della diglossia delle varietà locali con l’italiano ha di fatto però messo in pericolo la sopravvivenza sia della lingua propria della Sardegna che delle altre varietà. I linguisti concordano nel sostenere che la situazione in Sardegna si avvia da un regime piuttosto stabile di diglossia degli ultimi due secoli a uno più insidioso di dilalia che prelude alla scomparsa delle varietà alloglotte o a quelle originarie e di identità storica. È necessario dunque intervenire con le metodologie internazionali proprie della disciplina della rivitalizzazione e pianificazione linguistica per evitare la catastrofe glotto-linguistica e la fine della veicolabilità della lingua sarda e la sua collocazione nelle lingue definitivamente scomparse entro il breve volgere di qualche generazione, come del resto segnalava già la ricerca Euromosaic, sostenuta dall’Europa qualche decennio fa.

Rappresenta un punto di criticità notevole il fatto che lo Stato italiano, insieme a quello francese e altri, sia in Europa Occidentale tra quelli a non avere ancora, di fatto, ratificato la Carta Europea delle Lingue approvata a Strasburgo nel 1992. Questa mancata ratifica comporta, in sede giuridica e legislativa, ai fini della protezione di alcune minoranze linguistiche tra cui quella sarda, notevoli problemi e limitazioni di carattere normativo. Ciò rappresenta un ostacolo per la piena attuazione della Carta Costituzionale del 1948 che ad oggi, nella specificità previsionale dell’art. 6, è attuata concretamente nel territorio nazionale soltanto a vantaggio di quei gruppi linguistici protetti per esogenesi legislativa da trattati internazionali quali i sud tirolesi dell’Alto Adige, i francofoni della Valle d’Aosta e gli Sloveni del Friuli. Le minoranze storiche “italiane” riconosciute con la legge n. 482/99, che oltre al sardo e al catalano ammette a tutela anche la lingua delle popolazioni albanesi, germaniche, greche, slovene e croate e di quelle parlanti il francese, il franco-provenzale, il friulano, il ladino e l’occitano, godono in realtà di una protezione minore nonostante rientrano a pieno titolo, come le altre, nelle disposizioni della Carta Costituzionale. Pertanto la ratifica della normativa europea in riferimento alla Carta del 1992 favorirebbe enormemente la protezione della lingua di minoranza storica della Sardegna in tutti gli ambiti della visibilità e uso sociale: scuola, università, mass media, pubblica amministrazione.

La Repubblica Italiana, di cui la Sardegna è parte, può compiere uno sforzo per superare le resistenze all’affermazione del multilinguismo quale risorsa sociale ed economica per la popolazione. Appartiene a una visione ottocentesca e ormai superata dello Stato considerare un pericolo o un disvalore la sopravvivenza nel proprio territorio sovrano di lingue (e anche dialetti in una distinzione che è notoriamente indifferente da un punto di vista linguistico) diversi dalla lingua ufficiale e nazionale. Il multilinguismo storico-territoriale,

insieme a quello globale, rappresentano invece una risorsa di cui le popolazioni che fanno parte della Repubblica hanno bisogno per sentirsi culturalmente valorizzate e considerate a pieno titolo come facenti parte del tessuto che sta alla base dell’impianto istituzionale-statale.

3. Dati sulla realtà sociolinguistica della Sardegna e scelte di politica linguistica

Nell’ambito delle azioni programmate dal Governo regionale sardo negli ultimi anni, il 9 maggio 2005 è stata costituita una commissione tecnico-scientifica. Tale organismo aveva due obiettivi fondamentali: l’individuazione di un codice linguistico da utilizzarsi da parte della Regione nella traduzione di atti propri e la progettazione e realizzazione di una prima ricerca sociolinguistica sullo stato attuale della lingua sarda che evidenziasse in quali aree dell’Isola, spazi, luoghi, situazioni e momenti si parlasse il sardo e come esso venisse percepito da parlanti e non. La ricerca doveva mettere in luce anche in quale misura e proporzione si usasse il sardo rispetto ad altre lingue e in quali varietà locali fosse percepito, quanti fossero i parlanti, quanti lo capissero e sentissero la necessità di parlarlo. Quanti, infine, fossero favorevoli al processo sperimentale di uso di un codice scritto unico per l’Amministrazione regionale e quanti fossero contrari.

Si era a conoscenza di altri dati sulla situazione linguistica della Sardegna, come quelli di Euromosaic del 1997 e dell’Istat 2000, ma tutti e due approssimativi e frammentari. In ogni caso allarmanti sulla situazione linguistica della *limba*.

In occasione della Conferenza regionale annuale sulla lingua sarda, svoltasi a Paulilatino il 5 maggio 2007, sono stati presentati gli esiti dell’indagine effettuata anche in rapporto alle importanti valutazioni e implicazioni sulla politica linguistica avviata dall’Amministrazione regionale. Il lavoro era stato realizzato con la compilazione di questionari somministrati a un campione di oltre 2000 persone.

Della Ricerca, firmata da Anna Oppo, e realizzata con il contributo di altri linguisti e sociologi, si può dire tutto, e tutto è stato detto nel dibattito innescatosi dopo la sua presentazione. Di certo però ci sono dei dati sulla base dei quali confrontarsi e riflettere pur nell’approssimazione e nella elasticità delle interpretazioni che si possono dare. L’impressione generale che si è avuta è che l’indagine nel suo complesso poteva essere realizzata meglio e con metodo scientifico più appropriato. Soprattutto il confronto con la Survey realizzata dai linguisti Gabriele Iannaccaro e Vittorio Dall’Aquila negli stessi anni nel mondo ladino mette in risalto l’importanza fondamentale che questi ultimi hanno accordato ai dettagli e la loro assenza di pregiudizi.

A parte i numeri, che sono sempre interessanti, l’impressione generale per la Ricerca sarda è di una profonda contraddizione nella scelta di chi doveva effettuare la raccolta e l’interpretazione dei dati. Se è vero, come è vero, che il grande nemico della lingua sarda sono le élites dirigenti dell’isola (portatrici del senso comune anti-lingua), perché allora affidare l’inchiesta a esponenti della classe accademica locale invece che a terze figure più neutrali e deideologizzate? Alcuni saggi esplicativi dei dati, pubblicati insieme alla Ricerca, risentono in maniera profonda del paternalismo proprio di una

classe dirigente che ha stigmatizzato per decenni gli idiomi isolani come socialmente inferiori e cerca ora nelle risposte all’inchiesta, a dispetto di qualsiasi metodo scientifico, conferma delle proprie convinzioni. In particolare il saggio introduttivo della curatrice risente di tale vizio improprio quando discetta della liberazione “femminile” in Sardegna che sarebbe avvenuta anche grazie all’abbandono del sardo, veicolo della mentalità tradizionale. Alcune scelte metodologiche poi sono urticanti per chi si occupa di sociolinguistica delle minoranze: per esempio l’insistenza a chiamare il sardo come “dialetto”, la somministrazione dei questionari esclusivamente in italiano (nella Survey ladina invece sono stati somministrati in italiano, tedesco e ladino ed è stata valutata la scelta della lingua da parte degli intervistati come segnale di interesse sociolinguistico), la territorializzazione della definizione delle varietà non secondo le indicazioni della commissione di cui faceva parte anche Michel Contini, prestigioso direttore dell’Atlante Linguistico Romano Internazionale, ma secondo un’arbitraria distinzione in “campidanese” e “logudorese” che non trova riscontro nella realtà verificata scientificamente, ma sulla quale gli accademici sardi insistono con determinazione sanfedista (essendo uno dei luoghi comuni che porta all’indebolimento del concetto di sistema unico ovvero di lingua “una”).

But anyway, la sorpresa è stata che, invece, i dati si sono rivelati, se così si può dire, favorevoli ai partigiani della lingua in particolare per il numero censito dei parlanti e per la chiara volontà politica della popolazione che emerge. Pertanto, come si è detto, tutto si può affermare sulla Ricerca sociologica, e qualcosa delle critiche più importanti e dell’atteggiamento discutibile i alcuni estensori si è accennato, ma bisogna tener conto dei dati.

Dalla ricerca è emerso, tra l’altro, per ciò che concerne i dati più significativi che il 68,4 per cento dei Sardi dichiara di conoscere e parlare una qualche varietà della lingua sarda. Il 29 per cento totale del campione dichiara che, pur non parlandolo, lo capisce, mentre dichiara di non parlarlo e non capirlo solo il 2,7 per cento del totale. Nei Comuni al di sotto dei 4000 abitanti la percentuale dei parlanti sale all’85,5 per cento. Nei Comuni al di sopra dei 100 mila abitanti scende al 57,9. Nelle aree urbane le percentuali sono significative. A Cagliari il 59,3 dichiara di conoscere e parlare il sardo, mentre il 36,7 ammette di avere solo una competenza passiva. A Nuoro, parla la lingua locale il 66,7, mentre a Olbia il 62,7. Secondo i dati solo il 31,9 per cento dei Sardi è contrario all’uso della lingua locale negli uffici, mentre il 57,7 per cento è del tutto, o parzialmente, favorevole all’introduzione di una forma scritta unica per la pubblicazione dei documenti della Regione Sardegna. L’89,9 per cento dei Sardi si dichiara “molto d’accordo” con la frase “la lingua locale deve essere sostenuta perché è parte della nostra identità”. Il 78,6 per cento è d’accordo per l’insegnamento del sardo a scuola. L’81,9 per cento aderisce al fatto che l’insegnamento a scuola comprenda l’italiano, una lingua straniera e il sardo.

È estremamente interessante rilevare le risposte a due domande molto significative. Gli autori della ricerca hanno elaborato dei dati secondo i quali il 53,4 per cento dei Sardi, nello scegliere la lingua alla quale si sentono maggiormente

legati, indichino il sardo piuttosto che l’italiano che invece è indicato solo dal 35,7 per cento degli intervistati. Questo nonostante l’italiano sia lingua ufficiale in Sardegna già dal Settecento (per scelta del Regno di Sardegna egemonizzato dai Savoia) e nonostante non esista praticamente nessun abitante dell’Isola che non lo intenda o non lo parli a livello accettabile. Paradigmatica anche la percentuale di risposta alla domanda “Le piace parlare la lingua locale?” con le risposte affermative che guadagnano la percentuale del 77,6 per cento e sono certamente indicative dell’inizio di un processo collettivo che sta ribaltando un punto di vista, sulla lingua locale, che certamente fino a qualche decennio fa sarebbe stato pernicioso e autodenigratorio per le varietà linguistiche usate in Sardegna sentite, in maniera acritica, come segno di declassamento sociale.

La conferenza regionale di Paulilatino del 2007 e successivi incontri e dibattiti culturali tecnici, hanno variamente interpretato dal punto di vista accademico, militante e scientifico i dati della Ricerca sociolinguistica della Regione Autonoma della Sardegna anche se, pur se in via generale tutto è migliorabile, in quanto rappresenta un primo approccio a dati rilevati sul campo e quindi degni di attenzione e analisi attenta nella formulazione di una politica linguistica efficace e adeguata.

I dati della Ricerca rappresentano comunque una base di partenza empirica per poter affermare alcune certezze al di là dei distinguo che spettano in altre sedi scientifiche o accademiche.

I Sardi, al di là delle distinzioni di ceto o geografiche, sembrano dimostrare un grande affetto e un grande attaccamento alla lingua propria della Sardegna e anche alle varietà alloglotte catalana, tabarchina, gallurese e sassarese. Lo si evince dai risultati relativi alla conoscenza della lingua, ma anche dalle risposte sul problema della scuola, dell’identità e dell’adesione simbolica alla lingua di identità storica preferita all’italiano. Forse questo affetto dimostrato e verificato non si è ancora tradotto in un recupero pieno della veicolabilità e dell’uso della lingua in ambiti formali o ufficiali come sarebbe obiettivo di qualsiasi politica linguistica. Gli stessi studiosi che hanno lavorato per la Ricerca hanno sostenuto che alla dichiarazione di conoscenza attiva della lingua è possibile che non corrisponda una pratica e un sapere reali.

Se ciò fosse vero, altri studi probabilmente approfondiranno questo delicato argomento ontologicamente legato alla stessa efficacia e credibilità della Ricerca e ai desiderata degli autori, il problema sociale della negazione della lingua sarebbe ancora più grave perché denuncierebbe l’emergenza nella società sarda di un desiderio di presenza e uso pubblico della lingua che ancora non è stato soddisfatto dalle agenzie formative (e informative) della società educante. Sfugge probabilmente alla classe dirigente sarda (in senso lato) che la popolazione, su questo tema, non è in sintonia con chi spesso ha preso le decisioni e orientato le scelte di politica culturale negli ultimi decenni relegando la lingua ad un ruolo marginale di “variante-dialetto” e “ghetto sociale”.

A parte i sardofoni effettivi, che sono comunque ancora una buona percentuale della popolazione, molti cittadini sardi, nonostante siano in grado di parlare e di esprimersi in una

qualsiasi varietà della lingua, magari la propria di nascita, in verità non lo fanno perché nella realtà socio-culturale dell'Isola manca la qualità e la quantità di comunicazione assicurata in lingua. In altre parole, per citare Alessandro Mongili, uno dei sociologi che hanno lavorato alla Ricerca sociolinguistica regionale e il cui saggio di accompagnamento è stato una delle poche cose notevoli, per intelligenza scientifica e originalità delle argomentazioni, associate alla ricerca, esiste una stigmatizzazione ancora fortissima del parlare in sardo che riduce a quasi zero la possibilità di utilizzare la lingua propria dell'Isola in contesti formali, ufficiali e colti. La prova sta nel fatto che, seguendo gli orientamenti che emergono dall'interpretazione dei dati, la maggioranza schiacciante della popolazione vorrebbe una presenza più organizzata e frequente della lingua nella scuola, nei media e nella pubblica amministrazione che sono per antonomasia i luoghi della comunicazione ufficiale e formale. Preoccupante è il dato secondo il quale il "luogo" in cui il sardo si parla meno sarebbe la Chiesa.

Sorprendente invece il fatto che, nonostante i lunghi anni di polemiche anche feroci e fuorvianti dal punto di vista epistemologico sulla questione dello standard rappresentativo unico, solo il 28,8 per cento esprima opinione del tutto contraria in merito all'introduzione di una forma scritta unica della lingua locale per la pubblicazione dei documenti ufficiali. Del resto, solo forme codificate e normative di varietà linguistiche possono essere utilizzate, con successo, in ambito

pubblico altrimenti l'impressione che si dà alla popolazione è di uso "dialettale" e "inferiore" della lingua. Si è cercato in tanti modi di limitare o sminuire il dato di buona adesione della popolazione alla lingua ufficiale standard unica, ma i numeri, anche in questo caso, non hanno dato ragione alle speranze di chi voleva dare il colpo mortale alla lingua sarda. Restano comunque aperti due ordini di problemi relativi alla scarsa o nulla informazione e consapevolezza linguistica e al purtroppo sempre avanzante abbandono della trasmissione intergenerazionale che sopravvive oggi, per la lingua sarda, forse solo in un'area geografica dell'Isola ben delimitata.

La trasmissione intergenerazionale, secondo osservazioni dell'Ufficio Regionale della Lingua, resiste solo nell'alta Provincia di Nuoro (Barbagia, Baronia) e in una quota ristretta di quella di Sassari (Goceano). Mentre è difficile capire cosa succede in varie zone centrali è un dato certo che nelle aree ritenute convenzionalmente "storiche", dalla filologia eutanastica ufficiale cioè "Campidano" e "Logudoro", è raro trovare un bambino allevato in sardo che non sia figlio di qualche militante del Movimento Linguistico. Tra le varietà alloglotte è buona la situazione del gallurese e tabarchino, mentre è traccheggiante quella di sassarese e catalano di Alghero.

Criticità che sono alla base dei problemi da aggredire. E necessario forse ripartire da una informazione linguistica e autonomistica di base che la particolare storia linguistica dell'Italia ha negato ai più. ■

Cristiano BECCIU

Fonctionnaire du Service de la langue et de la culture sarde de la Région autonome de Sardaigne

Funzionario del Servizio Lingua e Cultura sarda della Regione autonoma della Sardegna

Orthographe, toponymie et didactique. La langue sarde dans la modernité

Le Service de la langue et de la culture sarde

Institué au sein de l'Assessorat de l'éducation, des biens culturels, de l'information, du spectacle et des sports, ce Service est chargé des interventions pour la protection de la langue et de la culture sarde et de la gestion du guichet linguistique régional.

Quand on parle de dispositions en faveur de la langue sarde, du point de vue administratif, il est indispensable de faire référence à la loi n° 482/1999, dont l'article 2 établit notamment qu'« aux termes de l'article 6 de la Constitution et conformément aux principes généraux fixés par les organismes européens et internationaux, la République assure la protection (...) du sarde ». Elle prend donc en compte la langue comme un ensemble linguistique particulier, composé de variétés orales répandues sur le territoire, au sens du quatrième alinéa de l'article 2 de la LR n° 26/1997 « (...) la valeur accordée à la culture et à la langue sarde prend en compte le territoire concerné ».

Les activités exercées par le Service de la langue et de la culture sarde sont multiples. À titre d'exemple, en voici une liste synthétique :

Le guichet linguistique régional, les bourses d'études, les ouvrages didactiques multimédia, la traduction d'ouvrages de prestige, les cours de langue sarde dans les universités européennes, les rubriques éditoriales en langue sarde, la retransmission de nouvelles en sarde, la contribution aux émissions de radio et de télévision, les projets expérimentaux en langue sarde dans les écoles, *Sa die de sa Sardigna*, les financements aux universités de Sardaigne pour les cours de langue et de culture sarde, les initiatives socioculturelles en matière de langue sarde en dehors de la Sardaigne et à l'étranger, ainsi que la protection des minorités linguistiques.

Compte tenu de l'impossibilité de présenter de manière détaillée toutes les activités susmentionnées, nous nous pencherons sur trois types d'interventions parmi les plus importantes pour la politique linguistique d'une minorité : l'orthographe, la toponymie et la didactique de la langue sarde.

Le C.R.O.S.

L'acronyme C.R.O.S. (*Curretoe Ortograficu Sardu*) représente métaphoriquement l'objectif principal de cette action : *offrire un cros(s)* (centrer la balle), pour que les personnes qui parlent et écrivent le sarde puissent « marquer un but », c'est-à-dire pour que la langue parvienne à la stabilité

orthographique dont elle a besoin pour survivre. Il s'agit d'un logiciel de correction orthographique basé sur les règles expérimentales adoptées par la délibération du Gouvernement régional n° 16/14 du 18 avril 2006 et sur les diverses variétés de la langue sarde. C'est un outil consultable en ligne, mis à jour, efficace pour mettre en évidence les formes orthographiques et lexicales de la langue choisie comme modèle, simple, intuitif et compatible avec les logiciels et les systèmes d'exploitation les plus connus et répandus. Le C.R.O.S. comporte deux formes : hors connexion, sous environnement OpenOffice (basé sur le moteur en code source libre Hunspell) et en ligne (fig. 1), avec la gestion des principales erreurs dialectales et l'implémentation des synonymes géographiques présents dans la langue sarde. La différence substantielle entre les deux systèmes réside dans le fait que le correcteur hors connexion permet de personnaliser le vocabulaire, en ajoutant ou en supprimant les mots de base, d'où un risque, pour les usagers inexpérimentés, de s'éloigner des règles principales. Par contre, le correcteur en ligne ne donne pas aux usagers la possibilité d'accéder à la base de données établie et permet ainsi de mieux respecter les objectifs principaux de cette opération. Le C.R.O.S. est un correcteur orthographique et non pas un correcteur syntaxique. Il n'est donc pas encore en mesure de contrôler, ni de corriger les inexactitudes morphosyntaxiques commises par ceux qui ne maîtrisent pas bien la langue sarde. Les correcteurs français et italiens présents dans les programmes de traitement de textes les plus répandus ne sont pas non plus des correcteurs syntaxiques, vu que des phrases telles que « *il bambini giocano con il palloni* » ou « *un femme chantent* » ne sont pas soulignées en rouge, parce que le logiciel contrôle l'orthographe de chaque mot isolément et non pas l'ensemble de la structure morphosyntaxique. Le C.R.O.S. comprend cependant une liste de toutes les formes possibles et des modèles orthographiques pour la prévision des erreurs dues à la connaissance imparfaite de l'orthographe des personnes qui écrivent. Cet outil est très utile et répond aux exigences de tous ceux qui, pour des raisons diverses, écrivent en sarde. Pensons aux poètes et aux auteurs de romans, aux traducteurs, aux journalistes, aux passionnés de cette langue et à tous ceux qui, parlant le sarde, souhaitent se familiariser avec son écriture.

L.A.T.S. (Atlas toponymique sarde)

Les toponymes ont une valeur historique, parce qu'ils constituent une source d'informations précieuses, presque uniques et difficiles à trouver dans les documents. Ils représentent des

sortes de vestiges linguistiques - d'une valeur comparable à celle des vestiges archéologiques - et sont très utiles pour retracer l'histoire d'un lieu ou pour définir quelques-uns des éléments essentiels de ce dernier, qui sont fondamentaux pour la sauvegarde et la protection des minorités linguistiques historiques.

Malheureusement, le processus de disparition graduelle de l'activité rurale, ainsi que les changements économiques et démographiques mettent constamment en danger le patrimoine toponymique qui nous est transmis oralement par chaque communauté. Il est donc indispensable d'enregistrer ce patrimoine avant que sa mémoire ne se perde et, avec celle-ci, toute possibilité de le documenter.

Cela dit, le projet régional de création d'un atlas toponymique sarde s'est concrétisé, d'abord par des activités de recherche, de catalogage et d'approfondissement scientifique sur les toponymes en langue sarde, et ensuite, à titre expérimental, par des interventions directes en matière de toponymie. Au cours de la première année, avec la « *Carta de sos macrotoponimos* » (fig. 2) les objectifs généraux visés ont été, d'une part, la sauvegarde du patrimoine toponymique sarde, au moyen de la collecte et de l'officialisation de 377 macrotoponymes de l'île et de l'approfondissement scientifique sur les toponymes en langue sarde et, d'autre part, la diffusion de la langue sarde par des interventions directes en matière de toponymie. Au cours de la deuxième année du projet ATS, nous avons réalisé, sur papier, une carte didactique de la Sardaigne (fig. 3) comportant une trame de fond géomorphologique, obtenue grâce à des nuances de couleurs, qui met en évidence l'hydrographie, les axes routiers principaux et secondaires, les limites administratives et les symboles représentant les bâtiments. Pour des raisons didactiques et pour faciliter la consultation, les toponymes en langue sarde figurent sur cette carte en caractères plus grands et plus évidents que ceux en langue italienne, situés au dessous. La réalisation de la « *Carta didattica sperimentale de Sardigna* » a comporté la recherche, la traduction et l'officialisation des principaux oronymes (sommets, chaînes de montagnes, régions physiques, vallées, plaines, hauts plateaux et dépressions), hydronymes (fleuves, torrents et lacs) et géonymes en général (parties ou caractéristiques spécifiques du territoire). Aux termes de l'article 10 de la loi n° 482/1999, la graphie utilisée pour la transcription des macrotoponymes (les noms des agglomérations) est conforme aux décisions figurant aux délibérations des conseils communaux concernés, ou bien - surtout dans le cas des géonymes - elle a été établie en fonction des règles orthographiques consolidées, dans le respect de la zone géographique et linguistique en question. Ce travail a permis à la Sardaigne d'obtenir sa toponymie officielle, qui corrige les déformations dues à la faible connaissance qu'avaient du sarde les personnes ayant effectué les premiers relevés. Considérons, par exemple, la restitution de son nom d'origine à l'île de « *Maluentu* », littéralement « mauvais vent », qui portait auparavant le nom incompréhensible de « *Mal di ventre* ». Pour donner encore plus de visibilité à la langue, au cours des deux années du projet A.T.S., plusieurs panneaux routiers portant les noms de communes en langue sarde ont été réalisés et

placés à l'entrée et à la sortie du territoire de chaque commune (fig. 4). Cette expérimentation a concerné plusieurs communes, aussi bien de l'aire sardophone que des zones à hétéroglossie interne (fig. 5 et 6), lesquelles ont été sélectionnées en fonction de critères administratifs, linguistiques et démographiques.

Didactique

Les références législatives susmentionnées, bien étayées par une politique linguistique ciblée, ne peuvent que suggérer les actions à mettre en œuvre pour assurer l'unité du sarde. Nous souhaitons que la langue sarde trouve une place stable dans la programmation didactique normale mais, à cet égard, les cartes tirées des manuels de dialectologie, avec leur présentation graphique à plusieurs couleurs (fig. 7) - indiquant les limites des zones et les isoglosses - ne sont pas susceptibles de représenter l'unité linguistique rappelée par la législation. Depuis peu, nous disposons cependant d'autres cartes linguistiques (fig. 8) où la gradation chromatique symbolise bien la continuité de la langue sarde.

À la section « Instruments pour apprendre la langue sarde » du site thématique *sardegna.cultura.it* figurent des liens donnant accès à des œuvres didactiques multimédia, réalisées entièrement en sarde. Il s'agit là d'un instrument moderne et technologiquement avancé, qui évite de recourir à un enseignement traditionnel, ennuyeux et peu attrayant.

Cet outil est destiné aux écoles de tous ordres et degrés, grâce également au travail de spécialistes ayant une grande expérience en matière de sarde et de son emploi comme langue véhiculaire, suivant les méthodes d'apprentissage les plus utilisées à l'échelon international.

Les critères de l'originalité et de l'innovation ont été pris en considération en évaluant le type de présentation graphique utilisée, la présence d'animations, de documents audio et/ou vidéo, de tests, d'exercices et d'autres mécanismes d'évaluation (fig. 9 et 10).

Le portail multimédia de la Région Sardaigne, *Sardegna Digital Library*, contient également des livres et/ou des traductions, sous format pdf, qui permettent toujours une approche ludique traditionnelle de l'apprentissage et se démarquent par leur caractère essentiel, leur fraîcheur, leur aspect agréable, leur modernité et le recours à l'innovation technologique (fig. 11). Ces interventions se situent dans la droite ligne des projets visant à introduire et/ou à consolider l'enseignement de la langue sarde dans les heures de cours, projet mis en œuvre par l'Administration régionale dans plusieurs établissements scolaires, au moyen de l'utilisation du sarde comme langue véhiculaire. Aux termes des alinéas 1, 2, 3 et 4 de l'article 4 de la loi n° 482/1999, dans les écoles maternelles, les écoles primaires et les écoles secondaires du premier degré situées dans les communes visées à l'article 3 de ladite loi, le Gouvernement régional met en œuvre des initiatives de sensibilisation et de soutien destinées à insérer la langue sarde dans le parcours éducatif, selon des modalités spécifiques qui correspondent au niveau scolaire, et ce, pendant au moins une heure par semaine, dans le cadre des heures de cours.



(fig. 1)



(fig. 2)



(fig. 3)



(fig. 4)



(fig. 7)



(fig. 5)



(fig. 8)



(fig. 6)



(fig. 9)



(fig. 10)



(fig. 10)

Ortografia, Toponomastica, Didattica. La lingua sarda nella modernità

I Servizio Lingua e Cultura sarda

Istituto presso l'Assessorato alla Pubblica Istruzione, Beni Culturali, Informazione, Spettacolo e Sport, il Servizio cura gli interventi a tutela della lingua e della cultura sarde e lo sportello linguistico regionale.

Quando si parla di provvedimenti per la lingua sarda, da un punto di vista amministrativo, è doveroso il riferimento alla Legge n. 482 del 1999, laddove si dice, fra le altre cose, all'art. 2 "in attuazione dell'articolo 6 della Costituzione e in armonia con i principi generali stabiliti dagli organismi europei e internazionali, la Repubblica tutela (...) il sardo". Ovvero la lingua considerata nella sua unità, come sistema linguistico a sé stante, fatto di varietà orali ben articolate nel territorio, come ricordato nel comma 4 dell'art. 2 della LR n. 26 del 1997 "(...) la medesima valenza attribuita alla cultura ed alla lingua sarda è riconosciuta con riferimento al territorio interessato".

I provvedimenti in capo al Servizio Lingua e Cultura sarda sono molteplici. Ne offriamo qui un mero elenco esemplificativo, per sintetizzare:

Sportello linguistico regionale; Borse di studio; Opere didattiche multimediali; Traduzioni di opere di prestigio; Corsi di lingua sarda negli atenei europei; Spazi editoriali in lingua sarda; Trasmissione notiziari in sardo; Contributo alle emittenti radiotelevisive; Progetti sperimentali in lingua sarda nelle scuole; Sa die de sa Sardigna; Finanziamenti alle Università sarde per corsi di lingua e cultura sarda; Iniziative socio-culturali in materia di lingua sarda fuori dalla Sardegna e all'estero; Tutela delle minoranze linguistiche.

Considerata l'impossibilità di illustrare, nel dettaglio, tutti gli interventi succitati, si cercherà di approfondire sufficientemente tre interventi, tra i più importanti per la politica linguistica di una minoranza: l'Ortografia, la Toponomastica e la Didattica della lingua sarda.

Il C.R.O.S.

Con l'acronimo C.R.O.S. (Currettore Ortogràficu Sardu) si è voluto rappresentare, metaforicamente, l'obiettivo principale dell'intervento: offrire un "cros(s)" ai sardoparlanti (e sardoscriventi) per poter segnare, ovvero poter realizzare la stabilità ortografica di cui ha bisogno una lingua per sopravvivere. Si tratta, per la precisione, di un software con funzione di correttore ortografico basato sulle norme a carattere sperimentale adottate con D.G.R. n. 16/14 del 18/04/2006 e sulle altre varietà della lingua sarda. Uno strumento accessibile in rete, aggiornabile, efficace nell'evidenziare le forme ortografiche e lessicali corrette della lingua modello indicata, semplice ed intuitivo nell'uso e compatibile con le applicazioni e i sistemi operativi più conosciuti e diffusi.

Il CROS è previsto in duplice forma: off-line, per ambiente Openoffice (basato sul motore open source Hunspell) e on-line (fig. 1), con la gestione dei principali errori dialettali e l'implementazione dei geosinonimi presenti nella lingua sarda. La differenza sostanziale fra i due sistemi è che, mentre nel correttore off-line l'utente ha la possibilità di personalizzare il vocabolario, aggiungendo, modificando o espungendo i lemmi di base, col rischio - se non esperto - di discostarsi dalle regole principali; nel correttore on line, l'inaccessibilità al data base del lemmario normato, garantisce maggiormente gli obiettivi principali dell'operazione. Il CROS è un correttore ortografico, non un correttore sintattico, quindi ancora incapace di verificare e correggere le incongruenze morfo-sintattiche commesse da chi ha poca competenza della lingua sarda. Non sono correttori sintattici nemmeno quelli dell'italiano e del francese, nei più diffusi programmi di videoscrittura, considerato che frasi come "il bambini giocate con il palloni" o "un femme chantent" non vengono sottolineate in rosso, perché il sistema prevede un controllo del singolo lemma, ortograficamente corretto, e non certo dell'intera struttura morfo-sintattica. Il CROS è comunque composto da un cosiddetto formario con l'elenco di tutte le forme possibili, appunto, e da pattern ortografici, per la previsione degli errori derivanti da un'imperfetta conoscenza dell'ortografia da parte di chi scrive. Questo utilissimo strumento risponde all'esigenza di coloro che, a vario titolo, utilizzano la lingua sarda scritta. Pensiamo ai poeti e agli autori di romanzi, ai traduttori, ai giornalisti, agli appassionati, a tutti coloro che vogliono cimentarsi con la grafia della lingua, partendo dalla loro sardofonia.

L' A.T.S.

I toponimi hanno un significato storico, poiché sono capaci di dare delle informazioni preziose, quasi uniche, e non comunemente individuabili nei documenti, una sorta di reperti linguistici - con lo stesso valore dei reperti archeologici - di grande utilità per chi vuole ricostruire la storia di un luogo o individuare qualche suo essenziale elemento, fondamentali per la salvaguardia e tutela delle minoranze linguistiche storiche.

Purtroppo, il processo di graduale scomparsa dell'attività rurale, insieme ai mutamenti economici e demografici, mettono costantemente in pericolo il patrimonio toponimico tramandato oralmente in ciascuna comunità, rendendo indispensabile la sua registrazione prima che se ne perda la memoria e la possibilità di documentarlo.

Detto ciò, il progetto a regia regionale "Atlante Toponomastico Sardo" si è concretizzato, dapprima nelle attività di ricerca, catalogazione e approfondimento scientifico dei toponimi in lingua sarda, successivamente, seppur in via sperimentale, ha dato luogo ad interventi diretti in materia di

toponomastica. Nella prima annualità, con la "Carta de sos macrotopònimos" (fig. 2) gli obiettivi generali sono stati la salvaguardia del patrimonio toponimico sardo, attraverso la raccolta e l'ufficializzazione dei 377 macrotoponimi dell'isola e l'approfondimento scientifico sui toponimi in lingua sarda, oltre che la diffusione della lingua sarda attraverso interventi diretti in materia di toponomastica. Nella seconda annualità del progetto ATS, è stata realizzata una mappa cartacea didattica della Sardegna (fig. 3), con sfondo geomorfologico ottenuto grazie a sfumature cromatiche, nella quale è stata posta in evidenza l'idrografia, gli assi viari principali e secondari, i limiti amministrativi e la simbologia relativa ai caseggiati. Per ragioni didattiche e di immediata fruibilità, i toponimi in lingua sarda compaiono in caratteri più grandi ed evidenti rispetto a quelli sottostanti in lingua italiana. Con la "Carta didattica sperimentale de Sardigna" si è condotta una ricerca, traduzione e ufficializzazione dei principali oronimi (monti, catene montuose, regioni fisiche, valli, pianure, altopiani e depressioni), idronimi (fiumi, torrenti, laghi) e geonimi in genere (parti o caratteristiche specifiche del territorio). Per quanto riguarda la grafia utilizzata per la trascrizione dei macrotoponimi (nomi dei paesi), in base all'art. 10 dell'Legge n. 482/199, essa rispecchia le scelte fatte, con Deliberazione, dai Consigli Comunali coinvolti; oppure, soprattutto per i geonimi, si è tenuto conto delle norme ortografiche già consolidate, con il rispetto dell'area geografico-linguistica coinvolta. Un lavoro che ha permesso alla Sardegna di ottenere una sua toponomastica ufficiale, con la correzione di storpiature dovute alla scarsa competenza del sardo da parte dei primi rilevatori (una per tutte: il ripristino dell'originario del nome dell'Isola di "Maluentu" lett. "brutto vento", da un precedente e incomprensibile "Mal di ventre"). Per dare massima visibilità alla lingua, in entrambe le annualità dell'ATS, sono stati realizzati anche numerosi impianti di cartellonistica stradale, recanti le denominazioni dei Comuni in lingua sarda, sia di entrata che di uscita dal territorio comunale (fig. 4). L'esperimento ha coinvolto diversi comuni ricadenti sia in area linguistica sardofona che nelle cosiddette zone con eteroglossia interna (fig. 5 e 6) e selezionati sulla base di criteri amministrativi, linguistici e demografici.

Didattica

I riferimenti normativi succitati, ben supportati da una mirata politica linguistica, non possono che suggerire de-

gli interventi atti a garantire l'unità del sardo. Nell'auspicio che la lingua trovi una collocazione stabile nella normale programmazione didattica, le cartine tratte dai manuali di dialettologia, nella loro comprensibile veste grafica multicolore (fig. 7), fatta di confini ed isoglosse, non potrebbero rappresentare l'unità linguistica richiamata dalla normativa. Da poco tempo, hanno però fatto la loro comparsa altre carte linguistiche (fig. 8) in cui la gradazione cromatica ben si presta a simboleggiare la lingua sarda intesa come "continuum". Sul sito tematico denominato sardegnacultura.it, da qualche tempo, nella sezione "Strumenti per imparare la lingua sarda" sono visibili alcuni link per accedere ad opere didattiche multimediali, realizzate completamente in sardo. Si tratta di uno strumento moderno, tecnologicamente avanzato, che evita un apprendimento proposto in maniera tradizionale, noiosa, poco accattivante.

Il target di questo intervento sono le scuole di ogni ordine e grado, grazie anche al lavoro di esperti di comprovata esperienza in materia di lingua sarda e l'utilizzo del sardo come lingua veicolare, secondo i più accreditati metodi di apprendimento internazionali.

Sono stati presi in considerazione i criteri dell'originalità e dell'innovazione, valutando la presenza del tipo di grafica utilizzata, la presenza di animazioni, inserti audio e/o video, test, esercizi ed altri meccanismi di valutazione (figg. 9 e 10). Su Sardegna Digital Library, contenitore multimediale della Regione Sardegna, sono stati inseriti altresì alcuni libri e/o traduzioni, in formato pdf, che consentono sempre un approccio ludico tradizionale all'apprendimento, ispirati anch'essi ad essenzialità, freschezza, gradevolezza, modernità ed innovazione tecnologica (fig. 11)

Questi interventi si allineano perfettamente con i progetti che tendono a introdurre e/o consolidare l'insegnamento della lingua sarda nell'orario curricolare, realizzati dall'Amministrazione Regionale in diversi istituti scolastici, sempre con l'utilizzo della lingua sarda veicolare. Ai sensi dell'articolo 4, commi 1, 2, 3 e 4 della legge 482/1999, nelle scuole dell'infanzia, nelle scuole primarie e secondarie di primo grado situate nei Comuni delimitati ai sensi dell'articolo 3, il Governo regionale attua iniziative di sensibilizzazione e di sostegno al fine di inserire la lingua sarda nel percorso educativo, secondo le modalità specifiche corrispondenti al grado scolastico, almeno per un'ora alla settimana in orario curricolare. ■





FORUM

10

samedi 10 septembre 2011 / sabato 10 settembre 2011

**LES RACINES ET LES RAISONS
DES PEUPLES MINORITAIRES.
LE POINT DE VUE POLITIQUE
LE RADICI E LE RAGIONI
DEI POPOLI MINORITARI.
IL PUNTO DI VISTA POLITICO**

**LE RADICI E LE RAGIONI
DEI POPOLI MINORITARI.
IL PUNTO DI VISTA POLITICO
LES RACINES ET LES RAISONS DES
PEUPLES MINORITAIRES.
LE POINT DE VUE POLITIQUE.**

Modérateur / Moderatore:



Laurent VIÉRIN

*Assesseur à l'éducation et à la culture
de la Région autonome Vallée d'Aoste*

*Assessore all'Istruzione e Cultura
della Regione autonoma Valle d'Aosta*

Participants / Partecipanti:



Augusto ROLLANDIN

*Président de la Région
autonome Vallée d'Aoste*

*Presidente della Regione
autonoma Valle d'Aosta*



Stefano COÏNU

*Chef de Cabinet de l'Assessorat de
l'instruction publique, de la culture,
des spectacles et des sports de la
Région autonome Sardaigne*

*Capo di Gabinetto dell'Assessorato
alla Pubblica Istruzione, Cultura,
Spettacolo e Sport della Regione
Autonoma della Sardegna*



Luciano CAVERI

*Conseiller régional de la Vallée
d'Aoste, chef de la délégation italienne
au Comité des Régions et membre de
la Commission paritaire état-Région*

*Consigliere regionale della Valle
d'Aosta, capo della delegazione
italiana al Comitato delle Regioni,
membro della Commissione Paritetica
Stato-Valle d'Aosta*



Mario BEAULIEU

*Président général de la Société
Saint-Jean-Baptiste de Montréal*

*Presidente generale della Società
Saint-Jean-Baptiste di Montréal*



Anxo M. Lorenzo SUÁREZ

*Secrétaire général de politique linguistique
Département de l'éducation et de
l'université du Gouvernement de Galice*

*Segretario generale di Politica linguistica
Dipartimento per l'Istruzione e
l'Università della Giunta di Galizia*



Franco PANIZZA

*Assesseur à la culture de la
Province autonome de Trente*

*Assessore alla Cultura, Rapporti
europei e Cooperazione
della Provincia autonoma di Trento*

Augusto ROLLANDIN

Président de la Région autonome de la Vallée d'Aoste

Presidente della Regione autonoma Valle d'Aosta

La construction de l'Union Européenne - à la fin de ce XX^e siècle qui a été marqué par deux des conflits les plus sanglants de l'histoire, ainsi que par le déchaînement des instincts nationalistes, xénophobes et racistes les plus pervers - est le signe encourageant du dépassement des égoïsmes nationaux à la base de l'oppression des petits peuples sans État et des minorités nationales. C'est encourageant, mais ce n'est pas suffisant. Chacun sait que l'Europe qui s'est alors formée est celle des États, des banques, des grandes concentrations économiques et financières. Ce n'est pas l'Europe des peuples et encore moins celle des petits peuples, qui ont été laissés de côté par l'histoire que dominent les grandes puissances. Nous pouvons cependant constater que, face à la mondialisation et à la tendance à la globalisation qui semble vouloir détruire tout pluralisme culturel, une réaction qui vise à la récupération des racines, à la recherche et à la valorisation des identités plurielles se diffuse. C'est à partir de cette constatation que la Vallée d'Aoste a voulu offrir aux peuples minoritaires l'occasion de se rencontrer, pour échanger leurs expériences respectives et parler de leurs problèmes communs, mais aussi pour faire la fête ensemble. L'envie de faire la fête constitue une preuve de la vitalité de nos communautés et démontre que nous voulons vivre notre époque de façon positive, constructive et dynamique. Voilà l'attitude que nous devons adopter pour relever le défi de la modernité et utiliser, au profit de nos communautés, les immenses possibilités qui nous sont offertes, notamment par les nouvelles technologies. S'il est vrai que la toile est utilisée pour gommer les différences et répandre

La costruzione dell'Unione europea - sul finire del XX secolo caratterizzato dai due conflitti mondiali più cruenti della storia, nonché dallo scatenarsi degli istinti nazionalisti, xenofobi e razzisti più perversi - è il segno incoraggiante del superamento degli egoismi nazionali alla base dell'oppressione dei piccoli popoli senza Stato e delle minoranze nazionali. Un segnale incoraggiante certo, ma insufficiente. Tutti sanno che l'Europa che si è formata allora è quella degli Stati, delle banche, delle grandi concentrazioni economiche e finanziarie. Non è l'Europa dei popoli e ancor meno dei piccoli popoli, che la storia, dominata dalle grandi potenze, ha lasciato ai margini.

le monolinguisme anglophone, elle peut aussi servir à faire connaître l'immense patrimoine que constituent nos langues minoritaires. Qui aurait pu croire, il y a quelques années seulement, que chacun de nous pourrait un jour disposer d'un instrument lui permettant de communiquer instantanément en breton, en catalan, en ladin ou en francoprovençal avec la planète entière ? C'est une chance extraordinaire que de pouvoir nous exprimer librement dans nos langues respectives en nous adressant au monde entier et d'être à même de véhiculer ainsi nos idées, nos convictions et nos valeurs. Il est évident que cette possibilité nous est donnée mais que nous devons conserver et promouvoir l'usage de nos langues respectives. À chaque opportunité correspond une responsabilité, à chaque droit correspond un devoir : nous avons tous le devoir de sauvegarder et de transmettre notre patrimoine linguistique, chacun dans son domaine et à son niveau de responsabilité sociale. Au plan institutionnel, nous devons promouvoir les mesures législatives et administratives pour soutenir les expressions linguistiques minoritaires, et ce, notamment dans le milieu scolaire, même si c'est surtout au niveau de la vie quotidienne et, en premier lieu, de la famille, que chaque personne appartenant à une communauté minoritaire a la responsabilité de contribuer à la conservation de ce patrimoine, dont les enfants pourraient un jour lui reprocher la disparition. Au-delà de la fête, au-delà de la rencontre amicale, ce festival se veut donc un moment de réflexion sur notre capacité de faire face à ces devoirs et à ces responsabilités et sur notre volonté de continuer à nous reconnaître dans la culture et le langage de nos ancêtres, tout en vivant pleinement le temps et la réalité qui sont les nôtres.

Possiamo tuttavia constatare che di fronte alla globalizzazione che sembra voler distruggere qualunque pluralismo culturale, si sta diffondendo la volontà di recuperare le radici, ricercare e valorizzare le identità. Ed è proprio partendo da tale constatazione, che la Valle d'Aosta ha voluto offrire ai popoli minoritari l'occasione d'incontrarsi, per confrontarsi sulle rispettive esperienze, riflettere sui problemi comuni e, perché no, festeggiare insieme. La voglia di far festa dimostra la vitalità delle nostre comunità e testimonia che intendiamo vivere il nostro tempo in modo positivo, costruttivo e dinamico, con il giusto atteggiamento per raccogliere la sfida della modernità e sfruttare, per il bene delle nostre comunità, le immense possibilità offerte in particolare dalle nuove tecnologie. Se è vero che

il web è utilizzato per ridurre le differenze e diffondere il monolinguisimo anglofono, esso può anche servire a fare conoscere l'immenso patrimonio delle nostre lingue minoritarie. Chi avrebbe mai pensato, solo pochi anni fa, che ognuno di noi avrebbe potuto disporre un giorno di uno strumento che consente di comunicare in tempo reale con l'intero pianeta in breton, catalano, ladino o francoprovenzale, di esprimersi liberamente nelle rispettive lingue, rivolgendosi al mondo intero ed essere in grado di veicolare le proprie idee, le proprie convinzioni, i propri valori? È evidente che questa possibilità esiste, ma dobbiamo conservare e promuovere l'uso delle nostre rispettive lingue. Ad ogni opportunità corrisponde una responsabilità, ad ogni diritto un dovere: noi abbiamo tutti il dovere di salvaguardare e trasmettere il nostro patrimonio linguistico,

ognuno nel proprio ambito ed al proprio livello di responsabilità sociale. Sul piano istituzionale, occorre promuovere provvedimenti legislativi e amministrativi per sostenere le espressioni linguistiche minoritarie, soprattutto in ambito scolastico, anche se è principalmente nella vita quotidiana e, in primo luogo, in famiglia, che ogni persona appartenente a una comunità minoritaria ha la responsabilità di contribuire alla conservazione di questo patrimonio, del quale i figli potrebbero un giorno rimproverargli la scomparsa. Oltre alla festa, all'incontro in amicizia, questo festival vuole essere un momento di riflessione sulla nostra capacità di affrontare tali doveri e responsabilità, sulla nostra volontà di riconoscerci nella cultura e nella lingua dei nostri antenati, pur vivendo appieno il tempo e la realtà che ci appartengono. ■



Stefano COÌNU

Chef de Cabinet de l'Assessorat de l'instruction publique, de la culture, des spectacles et des sports de la Région autonome Sardaigne

Capo di Gabinetto dell'Assessorato alla Pubblica Istruzione, Cultura, Spettacolo e Sport della Regione Autonoma della Sardegna

Bonsoir à tous ! Je voudrais commencer par vous féliciter, en mon nom personnel et au nom de toute l'équipe de la Région Sardaigne, pour votre excellente organisation et pour l'accueil que vous nous avez réservé, qui nous a permis de passer trois journées intenses dans votre merveilleuse ville. Je vous transmets les salutations de l'Assesseur Milia, qui a dû renoncer à être des nôtres en raison d'un engagement qu'il ne pouvait pas reporter et qui tombait à cette même période. Je ne doute pas que vos organisateurs en seront déçus, mais pour ma part, je suis enthousiaste à l'idée d'avoir la possibilité de participer à ce troisième Festival des peuples minoritaires. N'ayant pas assisté aux deux autres, je n'ai pas de termes de comparaison, mais je peux affirmer sans crainte de démenti que cette édition a été un grand succès.

Je suis le syndic d'une petite commune de 4 000 habitants, où j'ai la chance de pouvoir encore parler le sarde. Une série de circonstances familiales et sociales heureuses m'ont permis d'apprendre cette langue et je me sens en devoir d'encourager tous ceux qui ont eu la même chance à œuvrer pour que cette grande richesse ne soit pas perdue. Pour défendre l'identité d'un peuple, il est indispensable de défendre sa langue. Celle-ci constitue, à mon avis, l'élément fondamental qui caractérise et réunit un peuple. Le problème de la langue est fondamental. L'assesseur Sergio Milia mène avec grande force toutes les initiatives ayant pour but de protéger et de sauvegarder cette langue avec le soutien constant de la structure régionale compétente. Plusieurs actions concrètes visent à rendre le sarde une langue vivante. Convaincus que l'enseignement d'une langue doit être dispensé en cette même langue, nous estimons qu'il est essentiel de ne pas enseigner le sarde en italien mais en sarde. La loi n° 3 a établi que 50 % des heures de cours peuvent être dispensées en langue sarde et que certaines matières peuvent être enseignées directement dans

cette langue. L'objectif, comme le rappelait votre président, est celui de faire comprendre aux jeunes que le bilinguisme n'est pas un élément de division mais un facteur d'ouverture vers le monde et d'enrichissement. Ce festival devrait servir à faire comprendre à tous les sceptiques que le fait de parler une langue minoritaire ne signifie pas se renfermer dans ses différences mais faire valoir son identité. Dans cette optique, la Région Sardaigne élabore actuellement un projet : une loi-cadre devrait porter sur la langue et tous les autres aspects examinés au cours de ce congrès.

Je suis tenté de parler en sarde, mais cela ne serait pas utile parce que j'aurais du mal à me faire comprendre. J'aimerais pouvoir le faire parce que j'estime qu'il est fondamental d'aborder ces sujets en utilisant une langue qui doit être parlée si l'on veut qu'elle survive. Pour qu'elle ne meure pas, il est fondamental que la langue soit utilisée également et surtout au sein des organismes qui permettent sa survie.

Au sujet des méthodes à suivre pour sauvegarder et protéger une langue, deux opinions s'opposent : certains essaient de normaliser la langue, en soutenant que la normalisation donne à celle-ci la possibilité de vivre, sans pour autant mettre en péril la survie des variantes dialectales, d'autres au contraire, estiment que la normalisation est incompatible avec la survie des variantes dialectales.

Je souhaite que nous puissions nous retrouver de plus en plus nombreux à l'avenir et je voudrais offrir aux organisateurs une carte toponymique de la Sardaigne, les actes d'un congrès et un journal « Novas » écrit en sarde et en italien, afin de faire connaître notre activité et nos initiatives.

Je remercie encore les organisateurs et je serais heureux de vous accueillir à la prochaine conférence sur la langue sarde que je souhaite accueillir cette année à Fonni, en tant que syndic.

Merci à tous !

Buon sera a tutti, voglio innanzitutto congratularmi con voi anche a nome di tutto lo staff della Regione Sardegna, per l'eccellente organizzazione e la splendida accoglienza riservatoci, che ci ha permesso di vivere tre giornate intense nella vostra meravigliosa città. Porto il saluto dell'Assessore Milia che a causa di un concomitante ed improrogabile impegno ha dovuto con rammarico rinunciare a questo importante appuntamento. Questo dispiacerà gli organizzatori ma rende me entusiasta per l'opportunità di partecipare al Festival di popoli minoritari ormai alla sua terza edizione. Non avendo visto le altre due non ho

termini di paragone con cui misurare, ciò che posso dire, senza timore di essere smentito, è che questo è andato benissimo. Sono sindaco di un piccolo comune di 4.000 abitanti dove ho la fortuna di poter parlare ancora il sarde, una serie di fortunate circostanze familiari e sociali mi hanno permesso di parlare questa lingua e perciò sento il dovere, stimolando tutti coloro che hanno avuto la mia stessa fortuna, di lavorare e adoperarmi affinché questa grande ricchezza non venga persa. Difendere l'identità di un popolo non può prescindere dalla difesa della propria lingua. Questa rappresenta a mio avviso quell'elemento fondamentale che caratterizza e accomuna un popolo. Il problema della lingua è di primaria importanza, l'assessore Sergio

Milia porta avanti con grande forza tutte le iniziative atte alla tutela ed alla salvaguardia della stessa con il contributo costante e competente della struttura regionale. Una serie di iniziative concrete tendono a render il Sarde una lingua viva, partendo dalla convinzione che l'insegnamento della lingua si debba fare utilizzando la stessa, si ritiene fondamentale insegnare il sarde non parlando l'italiano ma lo stesso sarde. Con la legge n. 3 si è stabilito che nelle ore curricolari, a scuola, si possa dedicare un 50% delle ore all'insegnamento in lingua sarde oltre a prevedere l'insegnamento di alcune materie direttamente in lingua sarde. È un obiettivo attraverso il quale, come ricordava bene il vostro presidente, far capire ai nostri ragazzi che, quello del bilinguismo non è un elemento che toglie e divide, ma che apre verso il mondo e arricchisce. Questo Festival dovrebbe servire a comunicare a tutti gli scettici che parlare una lingua minoritaria non significa differenziarsi per chiudersi ma identificarsi per eserci. In quest'ottica c'è un progetto della Regione Sardegna che è in cantiere: una legge quadro che dovrebbe raccogliere tutti gli aspetti che riguardano sia la lingua sia tutti gli altri aspetti che hanno riguardato questo convegno.

Ho la tentazione di parlare in sarde però non servirebbe, sarebbe un po' difficile farmi capire, l'avrei voluto fare proprio perché ri-

tengo fondamentale un approccio a queste tematiche utilizzando la lingua, la lingua se vuole vivere deve essere parlata, non può nascere morta per cui deve essere assolutamente parlata e parlata anche e soprattutto in quelle sedi che permettono alla lingua stessa di restare viva.

La diversità di opinioni riguardo al metodo di salvataggio e di salvaguardia porta ad una discussione aperta fra chi tenta di normalizzare la lingua, sostenendo che normalizzare significa dare alla lingua la possibilità di vivere garantendo al contempo la sopravvivenza dei dialetti e delle variabili e chi invece ritiene la normalizzazione incompatibile con la sopravvivenza della varianti dialettali.

Augurando a noi tutti di rivederci sempre più numerosi nel futuro vorremo donare agli organizzatori una cartina con la toponomastica della Sardegna, gli atti di un convegno e un giornale "Novas" che è scritto in sarde ed in italiano perché possiate rendervi conto di quali siano i nostri lavori e le nostre iniziative.

Ringraziando di nuovo gli organizzatori vi invito a partecipare alla prossima conferenza della lingua sarde, che come sindaco mi auguro di ospitare anche quest'anno a Fonni, dove sarete graditi e competenti ospiti.

Grazie a tutti. ■



Luciano CAVERI

Conseiller régional de la Vallée d'Aoste, chef de la délégation italienne au Comité des Régions et membre de la Commission paritaire état-Région

Consigliere regionale della Valle d'Aosta, capo della delegazione italiana al Comitato delle Regioni, membro della Commissione Paritetica Stato-Valle d'Aosta

Merci beaucoup, je vais essayer, en une dizaine de minutes, de faire un peu le point de la situation, justement en abordant la question européenne ; ce sera une intervention politico-juridique et je voudrais commencer par citer une phrase littéraire qui pourrait nous être utile comme point de repère de la discussion. Émile Zola disait : « Une langue est une logique », autrement dit, c'est une chose qui forme chacun de nous ; l'humanité foisonne de langues et c'est bien qu'il y ait un moment de discussion pour les peuples minoritaires.

Je pense que ce qui est important, c'est de savoir que la question a deux volets.

L'un, dans la ligne - justement - du Collège d'études fédéralistes, à savoir la formation, parce que ce qui est important pour les minorités - qui sont petites en général, même s'il est vrai que leurs rapports avec l'État national dépendent un peu de leurs dimensions -, ce qu'elles doivent avoir, c'est la conscience de leurs droits et de leurs devoirs et la capacité de se faire l'interprète de ceux-ci. Il faut raisonner sur le droit des minorités. J'ai des réserves chaque fois que j'entends employer les termes de « défense » ou « protection » d'une minorité. Personnellement, je pense que les termes qu'il faudrait employer de plus en plus seraient plutôt « épanouissement » et « liberté d'expression », et que - peut-être - même le terme « minorité » n'est pas approprié, parce qu'il a une connotation négative.

Le deuxième volet est la culture : il faut pratiquer la richesse du pluralisme culturel que nous défendons et, pour ce faire, il nous faut reconnaître la diversité culturelle et aller vers la connaissance réciproque. De ce point de vue, il nous faut continuer à faire des efforts pour nous connaître toujours mieux.

Quand on regarde la situation actuelle des minorités, il est bon de savoir exactement qui sont nos amis et qui sont nos ennemis. C'est justement la raison pour laquelle il faut mettre en place un « système » des minorités ; quand je pense à la longue discussion qui a porté, à la fin des années 90, à l'approbation de la loi sur les minorités historiques en Italie, je me souviens chaque fois de toutes les difficultés rencontrées au cours du débat parlementaire, parce que s'il y a des gens qui parlent beaucoup des minorités et les apprécient vraiment, il y en a d'autres qui n'aiment pas la différence, ni la richesse des minorités linguistiques.

Heureusement, nous avons aussi des amis et il faut reconnaître que, du point de vue de la culture et de la politique,

nous pouvons tranquillement compter sur ces sensibilités qui reconnaissent que nous représentons un enrichissement, et que nous pouvons servir de pont, en raison de nos liens avec des minorités un peu partout en Europe.

Ce qui est important, et je le dis pour arriver finalement, en quelques mots, à la question de l'Europe, c'est d'avoir les idées claires sur la question de la subsidiarité. La subsidiarité est une des clés qui permettent d'interpréter la réalité et les Valdôtains ont une longue expérience des études sur le fédéralisme. La subsidiarité est la capacité qu'a chacun de nous, en tant que membre d'une minorité, de s'affirmer à l'intérieur de sa famille et de sa communauté, d'affirmer ses idées et ses langues. D'un autre côté, c'est justement un élément de droit constitutionnel. Moi, j'ai beaucoup appris avec des amis originaires du Tyrol du Sud et du Trentin, parce que, chaque fois qu'ils avaient un problème, ils arrivaient à le résoudre par l'adoption d'une disposition d'application de leur statut (*norma d'attuazione*), et ce, parce que les lois ont un poids énorme dans la discussion. Et pour les minorités d'Italie, la subsidiarité signifie qu'il existe un certain type de rapport avec l'État italien et, bien évidemment, avec l'Europe - dans la mesure où, aujourd'hui, nous sommes aussi citoyens européens, chacun de nous a son niveau - et il faut tenir compte de ce principe.

Et nous voilà au thème de l'Europe, thème qui n'est pas seulement important pour l'Europe, disons-le. Quand je vois que nous avons ici des amis québécois, je pense aussi aux problèmes des minorités du point de vue des principes, tels qu'ils ont été abordés dans les différentes discussions sur ce thème. Il y a des instances internationales qui sont encore plus grandes que l'Europe, je pense aux Nations Unies ou à l'Unesco ; mais c'est vrai que le cas européen est un cas intéressant parce que la discussion sur le droit constitutionnel des minorités a été très longue, très importante, très fertile surtout à l'intérieur d'une assemblée dont j'ai l'honneur d'être membre, c'est-à-dire le Conseil de l'Europe qui a longuement débattu de cet argument et aujourd'hui, la charte européenne des langues régionales ou minoritaires, par exemple, qui date du début des années 90, nous présente une photographie très précise des langues qui existent en Europe. Il y a aussi un suivi, c'est-à-dire que chaque année le Conseil de l'Europe contrôle ce qui est en train de se passer dans les différents pays membres.

Mais, aujourd'hui, la perspective est celle de l'Union Européenne : c'est pour cela que j'ai eu l'honneur, il y a quelques semaines, de faire approuver par le Comité des Régions le premier rapport sur les minorités linguistiques ou nationales après l'approbation du Traité de Lisbonne.

Le Traité de Lisbonne - qui est la dernière version des traités européens qui sont entrés en vigueur depuis 1958 - affirme pour la première fois le respect de la richesse de la diversité culturelle linguistique. Par ailleurs, il faut reconnaître que l'Union Européenne a fait de gros efforts : il suffit de penser au fait que la dernière fois qu'un groupe de pays a demandé à adhérer à l'Union Européenne - pays qui sont maintenant devenus des pays membres - l'Europe a exposé à ces pays l'acquis communautaire, à savoir l'ensemble des lois et des principes européens, et a demandé auxdits pays de protéger leurs minorités linguistiques ou nationales et de veiller avec une attention particulière sur celles-ci. En ce moment, par exemple, c'est ce que l'Europe attend de la Croatie qui entrera en juillet 2013 dans l'Union Européenne : elle lui demande d'expliquer son attitude vis-à-vis de ses minorités linguistiques. Le paradoxe c'est que cela n'est pas tout à fait évident vis-à-vis des minorités des vieux États, j'entends par là des États qui sont membres depuis longtemps membres de l'Union européenne. J'ai moi-même eu de farouches discussions avec les confrères français, tant de droite que de gauche, qui sont plutôt tièdes quand on commence à discuter de l'existence de langues différentes du français à l'intérieur de leur nation, une attitude jacobine qui pèse beaucoup sur les mentalités politiques.

Avec ce rapport sur les minorités linguistiques, nous avons demandé à la Commission Européenne de prendre des engagements plus forts vis-à-vis des minorités linguistiques. Ce n'est pas seulement une question d'argent, même si l'argent est important, et d'ailleurs, nous savons que plusieurs minorités linguistiques ont employé les fonds structurels de l'Union Européenne pour améliorer la condition de leur culture : c'est une question de reconnaissance. Aujourd'hui, nous vivons dans l'ambiguïté du Traité de Lisbonne. On parle des minorités linguistiques, mais il n'y a toujours pas de directive pour encadrer la situation et mieux la comprendre. Il n'y a pas de définition homogène - indépendamment des différences que j'ai citées à propos des dimensions des minorités linguistiques - qui protège les minorités linguistiques au niveau européen, pas de garantie internationale de la part de l'Union Européenne.

Grazie mille. In una decina di minuti cercherò di fare il punto della situazione affrontando proprio la questione europea; sarà un intervento politico-giuridico e vorrei iniziare con una citazione letteraria che potrebbe esserci utile come riferimento durante la discussione. Émile Zola diceva: «*Une langue est une logique*», in altre parole la lingua forma ciascuno di noi; le lingue dell'umanità sono molteplici ed è giusto che ci sia un momento di discussione per i popoli minoritari. Ritengo che ciò che è rilevante sia sapere che gli aspetti della questione sono due. Il primo - in linea con il *Collège d'études fédéralistes* - è la formazione, poiché ciò che è importante per le minoranze, che in generale sono piccole - anche se è vero che i loro rapporti con lo stato nazionale dipendono un po' dalle loro dimensioni - ciò che devono avere è la consapevolezza dei diritti e dei doveri nonché la capacità di esserne l'interprete.

Il faut attendre. Aujourd'hui, le Comité des Régions et le Parlement Européen sont en train de travailler. Je rencontrerai le 29 septembre l'intergroupe qui, au Parlement Européen, s'occupe de la question des minorités linguistiques. Après ce rapport du Comité des Régions, nous attendons la première réaction des institutions européennes et nous sommes un peu inquiets : nous nous demandons si cette réaction sera réellement positive. Nous pensons que la commission risque de réagir encore de la même manière, de dire que c'est un thème très difficile à affronter. C'est la raison pour laquelle cela fait à peu près dix ans que le Parlement Européen n'aborde plus le thème des minorités linguistiques, parce que certains craignent de présenter au Conseil - c'est-à-dire au Gouvernement réel de l'Union Européenne - des propositions que ce dernier pourrait repousser, d'une façon ou d'une autre, surtout avec une commission comme celle d'aujourd'hui, où M. Barroso est plutôt affaibli.

A la fin du mois de septembre, une discussion politique fort intéressante débutera : à partir d'avril 2012, l'Union Européenne aura à sa disposition un nouvel instrument juridique, démocratique, qui s'appelle « initiative citoyenne ». C'est-à-dire qu'il suffit que sept citoyens, appartenant à sept états différents, membres de l'Union Européenne, se chargent de recueillir un million de signatures pour que la Commission Européenne soit tenue d'aborder le problème, voire d'ébaucher une directive. C'est un instrument politique très fort. Je pense, pour ma part, qu'aujourd'hui, pour les minorités linguistiques d'Europe, recueillir un million de signatures n'est pas un problème. Il suffit de considérer les grandes minorités qui se trouvent un peu partout : les Écossais, les Galiciens, les Catalans, nous-mêmes, les Tyroliens du Sud, les Trentinois... Je pense qu'il n'y aura pas de problème, je crois que ce sera un instrument utile, même pour renforcer notre coopération - objectif qui est le nôtre - et je pense que le jour où la Commission trouvera sur sa table un ou deux millions de signatures, émanant de peuples d'Europe qui demandent la reconnaissance de leur minorité linguistique ou nationale, les bureaucrates européens pourront difficilement faire semblant de rien.

Je vous remercie.

Occorre ragionare sul diritto delle minoranze. Ogniquale volta viene usato il termine « difesa » o « tutela » di una minoranza, ho delle riserve. Personalmente ritengo che i termini più adeguati siano « capacità di realizzarsi » « libertà di espressione ». Forse nemmeno il termine minoranza è appropriato, per via della sua connotazione negativa.

Il secondo aspetto è la cultura: occorre praticare la ricchezza del pluralismo culturale che noi difendiamo e, a tal scopo, bisogna riconoscere la diversità culturale ed andare verso la conoscenza reciproca. Da questo punto di vista, quindi, è necessario continuare e impegnarsi per conoscersi sempre meglio.

Quando vediamo la situazione attuale delle minoranze, occorre sapere innanzitutto chi sono i nostri amici e i nostri nemici. Ecco perché è auspicabile tra minoranze « fare sistema ». Mi riferisco alla lunga discussione che, alla fine degli anni '90, ha portato all'approvazione della legge sulle minoranze storiche in Italia, ricordo tutte le difficoltà incontrate durante il dibattito

parlamentare, poiché se vi sono persone che disquisiscono molto ed apprezzano sinceramente le minoranze, ve ne sono altre cui non piacciono né le differenze né la ricchezza delle minoranze linguistiche.

Fortunatamente abbiamo anche amici ed è quindi corretto riconoscere che, dal punto di vista della cultura e della politica, possiamo tranquillamente contare su tali sensibilità che ritengono che noi non solo rappresentiamo un arricchimento, ma possiamo anche fungere da "ponte", in ragione dei legami con le minoranze presenti un po' ovunque in Europa.

Ciò che è importante, e lo dico per arrivare infine brevemente alla questione dell'Europa, è avere le idee chiare sulla questione della sussidiarietà che è una delle chiavi che consentono di interpretare la realtà, e i valdostani hanno una lunga esperienza di studi sul federalismo. La sussidiarietà è la capacità di ognuno di noi, in quanto membro di una minoranza, di affermarsi all'interno della sua famiglia, della sua comunità, di affermare le sue idee e le sue lingue. D'altro canto è anche un elemento di diritto costituzionale. Io, personalmente, ho imparato molto dagli amici dell'Alto Adige e del Trentino, perché ogniqualvolta avevano un problema, riuscivano a risolverlo mediante l'adozione di una norma d'attuazione del loro statuto e ciò poiché le leggi hanno un peso enorme nella discussione. E per le minoranze in Italia, sussidiarietà vuol dire che esiste un certo rapporto con lo stato italiano e, chiaramente, con l'Europa - nella misura in cui noi, oggi, siamo tutti cittadini europei, ognuno al proprio livello - e occorre tenere conto di questo principio.

Ed eccoci al tema dell'Europa, tema che - diciamo - non è solo importante per l'Europa. Quando vedo che abbiamo tra noi oggi amici del Québec, penso anche ai problemi delle minoranze dal punto di vista dei principi, così come sono stati affrontati nelle diverse discussioni su questo tema. Vi sono istanze internazionali che sono ancora più grandi dell'Europa, come ad esempio le Nazioni Unite o l'Unesco; ma è pur vero che il caso europeo è interessante poiché la discussione sul diritto costituzionale delle minoranze è stata molto lunga, importante, fertile soprattutto in seno ad un'Assemblea di cui ho l'onore di essere membro, ovvero il Consiglio d'Europa, che ha a lungo dibattuto su questo argomento ed oggi, la Carta europea delle lingue regionali o minoritarie, per esempio, che risale agli inizi degli anni '90, ci fornisce una fotografia molto precisa delle lingue esistenti in Europa. Vi è altresì un monitoraggio, ogni anno il Consiglio d'Europa controlla ciò che accade nei diversi paesi membri.

Ma oggi la prospettiva è quella dell'Unione europea: ed è per questa ragione che ho avuto l'onore, alcune settimane fa, di fare approvare dal Comitato delle Regioni il primo Rapporto sulle minoranze linguistiche o nazionali dopo l'approvazione del Trattato di Lisbona. Il Trattato di Lisbona - che è l'ultima versione dei trattati europei entrati in vigore dal 1958 - ribadisce per la prima volta il rispetto della ricchezza della diversità culturale e linguistica. Peraltro, occorre riconoscere che l'Unione europea ha attuato grossi sforzi: basti pensare al fatto che l'ultima volta che un gruppo di paesi ha richiesto di aderire all'Unione europea - paesi che oggi sono paesi membri - l'Europa ha esposto loro l'acquis comunitario, ovvero l'insieme delle leggi e dei principi europei, ed ha chiesto ai suddetti paesi di tutelare le minoranze linguistiche o nazionali nei loro territori e di vegliare su di esse con un'attenzione particolare. In questo momento è ciò che l'Europa attende dalla Croazia che nel mese di luglio del

2013 entrerà nell'Unione europea: le chiede di spiegare quale sia il suo atteggiamento nei confronti delle sue minoranze linguistiche. Il paradosso è che il discorso non è per niente chiaro relativamente alla minoranze dei vecchi Stati, ovvero gli Stati che sono membri dell'Unione europea da più tempo. Io stesso ho avuto accese discussioni con colleghi francesi, sia di destra sia di sinistra, i quali, quando si inizia a discutere sull'esistenza di lingue diverse dal francese all'interno della loro nazione, sono piuttosto "tiepidi", un atteggiamento giacobino di un certo peso sulle mentalità politiche.

Con il Rapporto sulle minoranze linguistiche, abbiamo chiesto alla Commissione europea di assumere impegni più forti rispetto alle minoranze linguistiche. Non è solo una questione di denaro, anche se il denaro è importante, e del resto sappiamo che diverse minoranze linguistiche hanno utilizzato i fondi strutturali dell'Unione europea per migliorare la condizione della loro cultura: è una questione di riconoscimento. Oggi viviamo nell'ambiguità del Trattato di Lisbona. Si parla di minoranze linguistiche ma non vi è ancora nessuna direttiva che inquadri la situazione e consenta di comprenderla meglio. Non vi è nessuna definizione omogenea - a prescindere dalle differenze già citate a proposito delle dimensioni delle minoranze linguistiche - che tuteli le minoranze linguistiche a livello europeo, nessuna garanzia internazionale da parte dell'Unione europea.

Bisogna attendere. Attualmente il Comitato delle Regioni e il Parlamento europeo sono al lavoro. Il 29 settembre incontrerò l'intergruppo che presso il Parlamento europeo si occupa della questione delle minoranze linguistiche. Dopo il Rapporto del Comitato delle Regioni, siamo in attesa della prima reazione delle istituzioni europee e in tal senso siamo un po' preoccupati: ci chiediamo se questa reazione sarà davvero positiva. Temiamo che la Commissione rischi di reagire sempre allo stesso modo, dicendo che è un tema particolarmente difficile da affrontare. Questa è la ragione per cui ormai sono dieci anni che il Parlamento europeo non affronta il tema delle minoranze linguistiche, poiché alcuni hanno paura di presentare al Consiglio - ovvero al vero Governo dell'Unione europea - proposte che quest'ultimo potrebbe respingere, in un modo o in un altro, soprattutto con una Commissione come quella di oggi, con un presidente, Manuel Barroso, piuttosto indebolito.

Alla fine del mese di settembre, prenderà il via una discussione politica particolarmente interessante: dal mese di aprile 2012, l'Unione europea avrà a disposizione un nuovo strumento giuridico, democratico chiamato "iniziativa cittadina". Basterà che sette cittadini, appartenenti a sette diversi stati dell'Unione europea, raccolgano un milione di firme affinché la Commissione sia tenuta ad affrontare il problema, se non addirittura a proporre una bozza di direttiva. Si tratta di uno strumento politico molto forte. Ritengo, da parte mia, che oggi, per le minoranze linguistiche d'Europa raccogliere un milione di firme non sia un problema. Basta considerare le grandi minoranze che si trovano un po' ovunque: gli Scozzesi, i Galiziani, i Catalani, noi stessi, gli Altoatesini, i Trentini ... Penso che non ci saranno problemi. Credo che si tratterà di uno strumento utile, anche per rafforzare la nostra cooperazione - che è poi il nostro obiettivo - e penso che il giorno in cui la Commissione troverà sul tavolo uno o due milioni di firme dei popoli europei che chiedono che sia riconosciuta la loro minoranza linguistica, i burocrati europei potranno difficilmente fare finta di niente. Grazie della vostra attenzione. ■

Mario BAULIEU

Président de la Société Saint Jean Baptiste de Montréal

Presidente generale della Società Saint-Jean-Baptiste di Montréal

Merci beaucoup aux autorités de la Région autonome Vallée d'Aoste, au président de la Région, Augusto Rollandin, au conseiller régional, Luciano Caveri, et à l'Assesseur à l'éducation et la culture, Laurent Viérin, pour nous avoir invités et pour la qualité de l'organisation de ce Festival des Peuples minoritaires.

Je pense que le combat des peuples minoritaires est plus important que jamais dans le contexte de la mondialisation : c'est le combat pour la diversité contre l'uniformisation et la marchandisation des cultures. Comme le disait Claude Lévi Strauss « Chaque culture représente un capital de richesse humaine considérable, chaque peuple a un capital de croyances et d'institutions, qui représente dans l'ensemble de l'humanité une expérience irremplaçable ». Alors, assurer l'avenir et l'épanouissement d'une langue fait partie du droit fondamental à l'autodétermination des peuples.

Comment faire respecter ce droit à l'autodétermination ? Il faut se donner les moyens d'en faire une réalité, il faut établir un mode d'aménagement linguistique, une politique linguistique qui le permette et, surtout, une façon d'agir collective et globale. La seule volonté individuelle de parler une langue ne suffit pas, s'il n'y a aucune correspondance au niveau institutionnel. Ce n'est pas un hasard si les langues galicienne, sarde, ou française, sont devenues minoritaires au Canada, ce sont des rapports de force et des décisions politiques qui font qu'elles le sont devenues.

Au Canada, les écoles françaises ont été interdites dans toutes les provinces aujourd'hui majoritairement anglophones, sauf au Québec, où l'on finançait sans aucune limite les écoles en anglais pour les francophones et pour les nouveaux arrivants. Alors, dans les années 60, les gens se sont posés des questions, car même les écoles francophones du Québec fermaient leurs portes, alors que les écoles anglophones se développaient. Certains sont allés voir ce qui se passait dans le monde et ce sont aperçus que, dans la grande majorité des pays occidentaux, comme nous l'avons vu hier et aujourd'hui, il y a une langue officielle qui est la langue des services publics et la langue de la majorité.

Dans les pays où il y a plusieurs langues, où il y a une politique globale de bilinguisme institutionnel, cela aboutit à l'assimilation des langues minoritaires. Dans le reste du Canada, à partir des années 60, l'on a voulu faire bonne figure et l'on a mis en place une politique de bilinguisme officiel avec Pierre Elliot Trudeau. Depuis, l'on observe une

assimilation croissante des francophones à l'extérieur du Québec et, à chaque recensement, l'on constate une augmentation du taux d'assimilation des francophones au Canada. Ainsi, les peuples très minoritaires n'ont-ils pas d'alternative. Par exemple, les francophones hors du Québec revendiquent une politique de bilinguisme parce qu'ils n'ont presque pas de services en français, mais il n'en reste pas moins que la seule façon d'assurer la survie et l'épanouissement d'une langue, c'est de mettre en place des politiques territoriales et un soutien institutionnel en faveur de cette langue.

Le mouvement indépendantiste s'est développé du fait de cette assimilation des francophones au Canada et de cet empêchement d'agir. En 1980, un premier référendum a été perdu, mais a permis de développer une conscience collective québécoise. Cela a abouti à l'établissement de la Charte de la langue française au Québec, qui visait à faire du français la seule langue officielle avec des mesures d'exception pour la minorité historique anglophone - puisqu'on ne voulait pas faire ce que le Canada anglais avait fait aux francophones hors Québec -, et à la mise en place de mesures destinées à renforcer les langues autochtones. Le projet indépendantiste a continué à se développer, mais, après l'adoption de la Charte de la langue française, il y a eu des réactions du Canada anglais qui s'est appuyé sur la Cour Suprême - contrôlée par les provinces canadiennes-anglaises - pour affaiblir la Charte de la langue française. En 1982, l'on a même modifié la Constitution canadienne sans l'autorisation et sans le consentement du Québec et, depuis cette époque, aucun des premiers ministres du Québec n'a voulu signer la Constitution canadienne, mais celle-ci a quand-même été appliquée pour affaiblir la loi n° 101. peu à peu, le Québec est revenu à des politiques de bilinguisme intégral.

En Amérique du Nord les francophones constituent 2 % de la population, les francophones sont entourés par 335 000 000 d'anglophones dans les États-Unis d'Amérique et, vu que les nouveaux arrivants se suivent la majorité et que les services sont en anglais pour tous - y compris pour les immigrants -, l'on n'arrive pas à intégrer suffisamment les nouveaux arrivants : voilà ce qui fait que le français est devenu minoritaire à Montréal, la métropole, la plus grande ville du Québec, où se concentre l'immigration.

Nous sommes loin d'être morts, mais il faut nous réveiller. L'on a parlé du référendum de 1995 parce qu'avec l'imposition de la nouvelle Constitution canadienne sans le consentement du Québec, il y a eu une nouvelle mobilisation pour le français, que le mouvement indépendantiste a repris des forces et que ce référendum de 1995 a été perdu de peu.

Et en fait, il a été perdu à cause de manœuvres politiques assez controversées, mais bien réelles, comme le dépassement du financement, contrairement aux dispositions de la loi sur les consultations publiques au Québec. En effet, cette loi répartit le financement du comité du oui et du comité non, mais le Gouvernement fédéral n'a pas respecté la limite de financement du comité du non et, au dernier moment, des avions, des trains et des autobus sont arrivés de toutes les provinces du Canada anglais pour faire une grande manifestation qui a certainement empêché une possible victoire du oui, même si l'on sait qu'il y a eu parfois davantage de votants que d'électeurs inscrits dans une bonne partie des circonscriptions. C'est quand même du passé, mais il est important de le dire. L'on a parlé des médias car il est certain que la nation majoritaire a souvent plus de moyens pour utiliser les médias, mais ce qui est ressorti du referendum de '95, c'était plutôt des accusations contre les indépendantistes, accusés d'avoir fraudé, alors que c'était l'inverse. Aujourd'hui, l'on assiste à une nouvelle mobilisation et le Mouvement Québec français a été relancé pour réclamer le renforcement de la loi n° 101 afin d'assurer l'avenir et l'épanouissement du français au Québec, tout en respectant les droits des minorités. C'est sûr que pour les langues très minoritaires, la seule façon d'assurer l'avenir serait de mettre en place des politiques territoriales, mais c'est très difficile du fait de la situation de ces peuples-là.

Aujourd'hui, au Québec, pour ceux qui sont un peu informés de la situation politique, ça bouge beaucoup : il y a eu des démissions de députés au Parti Québécois et le parti indépendantiste (le Bloc Québécois) a été battu aux dernières élections. Mais, surtout, après le referendum de '95, le chef du Parti Québécois a démissionné et a été remplacé par le candidat d'un parti fédéraliste (qui s'était converti avant le référendum), qui a répudié les revendications linguistiques du Parti Québécois. Ainsi, petit à petit, l'on a de moins en moins défendu l'indépendance du Québec au sein de ces

Un grazie particolare alle autorità della Regione autonoma Valle d'Aosta, al Presidente della Regione Augusto Rollandin, al Consigliere Luciano Caveri e all'Assessore all'Istruzione e Cultura Laurent Viérin, per l'invito e la qualità dell'organizzazione del *Festival des Peuples minoritaires*. Ritengo che, nell'era della globalizzazione, la lotta dei popoli minoritari sia più importante che mai: è la lotta per la diversità contro l'omogeneizzazione e la mercantilizzazione delle culture. Come diceva Claude Lévi-Strauss "Ogni cultura rappresenta un capitale di grande ricchezza umana, ogni popolo dispone di un capitale di convinzioni e istituzioni, le quali, nell'insieme dell'umanità, rappresentano un'esperienza insostituibile". Garantire quindi il futuro e lo sviluppo armonico di una lingua fa parte del diritto primario all'autodeterminazione dei popoli.

Affinché tale diritto sia rispettato, occorre dotarsi di mezzi che consentano di tradurlo nella realtà, stabilire una modalità d'organizzazione linguistica, una politica linguistica che lo permetta

partis, ce qui fait qu'aujourd'hui il y a une restructuration qui est en train de s'opérer, mais je pense qu'il sera possible de relancer le mouvement indépendantiste au Québec d'une façon déterminante et j'espère que cela nous permettra d'obtenir la victoire finale. Ce qui est important aussi, je pense, dans le cadre d'un événement comme le Festival des Peuples minoritaires, c'est justement de se regrouper pour pouvoir contrer le pouvoir médiatique des nations majoritaires. Il faut être constructif dans la promotion du droit à la diversité culturelle, mais il faut aussi dénoncer les nations qui ne respectent pas l'autodétermination des peuples minoritaires. Au Québec, chaque fois que quelqu'un défend la langue française, les médias du Canada anglais présentent ça comme de la fermeture, de la xénophobie, comme si tous ces mouvements étaient xénophobes, alors c'est l'inverse. Nous nous battons pour assurer tout simplement l'avenir de notre langue. Avoir une langue commune, c'est le contraire de l'exclusion, c'est ce qui permet d'intégrer les citoyens de toutes origines dans une même société cohérente et, de cette façon, de s'ouvrir sur le monde. On accuse souvent les indépendantistes québécois d'être fermés, mais c'est le contraire, parce que l'indépendance permettrait au québécois de contrôler leurs relations internationales, de faire partie des Nations Unies et de s'ouvrir vraiment sur le monde. Je pense qu'il faut s'unir, nous, les peuples minoritaires, parce qu'ensemble, l'on est sans doute majoritaires par rapport aux autres peuples. Je pense que l'on peut constituer une grande force. Un grand militant québécois, Pierre Bourgault disait : « Se battre pour notre langue au Québec, c'est combattre pour toutes les langues du monde contre l'hégémonie d'une seule. », voilà notre objectif.

Je terminerai en reprenant les paroles de Charles De Gaulle, citées dans le documentaire sur le Québec, qui dit « Vive le Québec libre », mais je dirais aussi « Vive les peuples minoritaires libres et vive la Vallée d'Aoste libre ! ».

e, soprattutto, una modalità collettiva e globale di agire. Senza un riscontro a livello istituzionale, la sola volontà del singolo di esprimersi in una lingua non basta. Non è un caso se le lingue galega, sarda, o francese in Canada sono diventate minoritarie, è dipeso dai rapporti di forza e dalle decisioni politiche.

In Canada, ad eccezione del Québec, le scuole francesi sono state vietate in tutte le provincie oggi maggioritariamente anglofone, dove si finanziavano senza alcun limite le scuole in inglese per i francofoni e gli immigrati. Negli anni '60, le persone si posero alcuni interrogativi, dato che anche le scuole francofone del Québec iniziavano a chiudersi e le scuole anglofone diventavano sempre più numerose. Esaminando ciò che accadeva ovunque nel mondo ci si è subito resi conto che nella grande maggioranza dei paesi occidentali, come abbiamo visto ieri e avant'ieri, vi è una lingua ufficiale: la lingua dei servizi pubblici e la lingua della maggioranza.

Nei paesi ove vi sono più lingue, ove vi è una politica globale di bilinguismo istituzionale, vi è sempre assimilazione delle lingue minoritarie. Nel resto del Canada, negli anni '60, con Elliot Trudeau, per non sfigurare, si è attuata ufficialmente una poli-

tica a favore del bilinguismo. Da allora, si nota un'assimilazione crescente dei francofoni fuori dalle frontiere del Québec e ad ogni censimento si constata, in Canada, un aumento del tasso di assimilazione dei francofoni.

Così, i popoli davvero minoritari non hanno alternative. Per esempio, i francofoni che non risiedono in Québec rivendicano una politica di bilinguismo poiché non hanno quasi nessun servizio in francese, resta inteso, tuttavia, che l'unico modo per garantire la sopravvivenza e il "rifiore" di una lingua siano le politiche territoriali, il sostegno istituzionale fornito alla lingua stessa.

Il movimento indipendentista si è sviluppato in seguito all'assimilazione dei francofoni al Canada e all'impedimento ad agire. Nel 1980, si è perso un primo referendum, ma esso ha consentito comunque di sviluppare quella consapevolezza collettiva *québécoise* che ha portato in Québec alla stesura della *Charte de la langue française*, per rendere il francese la sola lingua ufficiale, con le dovute eccezioni per la minoranza storica anglofona - evitando di ripetere ciò che il Canada inglese aveva fatto ai francofoni fuori dai confini del Québec - e le disposizioni per consolidare le lingue autoctone. Il progetto indipendentista ha continuato quindi a prendere corpo anche se, in seguito, l'approvazione della *Charte de la langue française* ha suscitato una serie di reazioni da parte del Canada inglese che si è servito soprattutto della Corte Suprema, controllata dalle provincie canadesi inglesi, per indebolirla. Nel 1982, si è addirittura provveduto alla modifica della Costituzione del Canada senza l'autorizzazione e l'assenso del Québec e, da allora, nessuno tra i primi ministri del Québec ha mai voluto sottoscrivere la Costituzione canadese, comunque applicata per indebolire la legge n. 101. Gradualmente, il Québec è ritornato a politiche di bilinguismo integrale.

In America del Nord, i francofoni rappresentano il 2% della popolazione, negli Stati Uniti i locutori di lingua francese sono circondati da 335.000.000 di anglofoni e vista la propensione da parte dei "nuovi arrivati" a conformarsi con la maggioranza e che i servizi sono in inglese per tutti - anche per gli immigrati - non si riesce ad integrare sufficientemente i nuovi arrivati, il che contribuisce a rendere il francese minoritario a Montréal, l'agglomerato urbano, la maggiore città del Québec, dove si concentra l'immigrazione.

Lungi dal perire, dobbiamo risvegliarci. Si è accennato poco fa al referendum del 1995 poiché con l'imposizione della nuova costituzione canadese senza l'assenso del Québec, vi è stata una nuova mobilitazione a favore del francese, del movimento indipendentista che ha recuperato le sue forze nonché lo stesso referendum del 1995 perso per poco. Perso, in effetti, a causa di manovre politiche controverse, ma molto reali, come ad esempio il superamento del finanziamento, senza rispettare le disposizioni di legge sulle consultazioni pubbliche in Québec. In effetti, la legge suddivide in modo equo i finanziamenti a favore del comitato del sì e a favore del comitato, ma il Governo federale non ha rispettato il limite del finanziamento per il comitato del no e, all'ultimo momento, aerei, treni e autobus sono giunti da tutte le provincie del Canada per partecipare ad una grande manifestazione che ha senza dubbio compromesso la possibile vittoria del sì, tanto più che è ormai noto che, in buona parte delle circoscrizioni, vi sono stati più votanti che elettori iscritti

alle liste elettorali. Tutto ciò appartiene comunque al passato, ma non va taciuto. Si è parlato dei mass media in quanto è ovvio che la nazione maggioritaria ha maggiori possibilità per utilizzarli, ma ciò che è emerso dopo il referendum del '95 erano accuse contro gli indipendentisti per avere truccato i risultati, mentre era vero il contrario. Oggi si sta procedendo a una nuova mobilitazione, il *Mouvement Québec français* è stato rilanciato per esigere il rafforzamento della legge n. 101 per garantire il futuro e lo sviluppo della lingua francese in Québec, nel rispetto dei diritti delle minoranze. È chiaro che per le lingue maggiormente minoritarie, l'unico modo per garantirne il futuro, è l'attuazione di politiche territoriali, cosa questa molto difficile a causa della situazione dei popoli in questione.

Oggi, in Québec - mi rivolgo a coloro che sono meno informati circa la situazione politica del paese - la situazione è tutt'altro che stabile. Vi sono state le dimissioni di deputati del Partito Québécois e alle ultime elezioni, a livello federale, il partito indipendentista (*le Bloc Québécois*) è stato battuto. È accaduto che dopo il referendum del '95, il capo del Partito Québécois ha rassegnato le dimissioni ed è stato sostituito dal candidato di un partito federalista ("convertitosi" prima del referendum) che ha ripudiato le rivendicazioni linguistiche del Partito Québécois. Così, poco a poco, questi partiti hanno iniziato a difendere sempre meno l'indipendenza del Québec. Per questo oggi è in corso una ristrutturazione. A mio parere sarà comunque possibile rilanciare in modo decisivo il movimento indipendentista in Québec, il che ci consentirà - spero - di ottenere la vittoria finale. Ciò che è altrettanto importante, a mio avviso, in un evento quale il *Festival des Peuples minoritaires*, è unirsi per riuscire contrastare il potere dei mass media delle nazioni maggioritarie. Occorre essere costruttivi nella promozione del diritto alla diversità culturale, ma occorre anche denunciare le nazioni che non rispettano l'autodeterminazione dei popoli minoritari. In Québec, ogniqualvolta ci si esprima in difesa della lingua francese, i mezzi di comunicazione del Canada inglese denunciano ciò come un atto di chiusura, di xenofobia, mentre è vero il contrario. Ci battiamo soltanto per assicurare il futuro della nostra lingua. Avere una lingua comune è l'opposto dell'esclusione, è ciò che consente d'includere i cittadini di qualsiasi origine in una stessa società coerente e, quindi, aprirsi al mondo. Gli indipendentisti del Québec vengono spesso tacciati di chiusura, ma non è così, poiché l'indipendenza è ciò che consentirebbe ai *québécois* di controllare le relazioni internazionali, di fare parte delle Nazioni Unite e aprirsi davvero al mondo. Ritengo allora che noi popoli minoritari abbiamo il dovere di unirli, perché insieme rappresentiamo la maggioranza rispetto agli altri popoli. Penso che si possa costituire una grande forza. Un grande militante del Québec, Pierre Bourgault, diceva, "Battersi per la nostra lingua in Québec, significa combattere per tutte le lingue del mondo contro l'egemonia di una sola". Ecco il nostro obiettivo.

Concluderei citando le parole di Charles De Gaulle, riprese nel documentario sul Québec e che dicono "Vive le Québec libre", ma io aggiungerei "Vive les peuples minoritaires libres et vive la Vallée d'Aoste libre!". ■

Anxo M. LORENZO

Secretario xeral de Política Lingüística
Xunta de Galicia

Objectif

- Réflexion sur les objectifs actuels des communautés politiques particulières, qui :
 - › ont une culture et une langue propre (autochtone ou historique) ;
 - › et font l'objet de processus de minorisation, de substitution ou d'abandon.

Table des matières

- 1. La Galice comme objet d'étude
- 2. Les minorités et les droits linguistiques du point de vue politique

1. La Galice comme objet d'étude

Législation espagnole

- La Constitution espagnole de 1978 :
 - › reconnaissance et hiérarchie des différences linguistiques au sein de l'État selon la Constitution espagnole.



Cadre glottopolitique

- Situation glottopolitique
 - › la langue galicienne bénéficie, depuis 1981, d'une loi glottopolitique, qui lui est favorable et qui permet de mettre en œuvre différentes politiques linguistiques :
 - 1981 : Statut d'autonomie de la Galice ;
 - 1983 : loi de normalisation linguistique ;
 - 2004 : plan général de normalisation.

Cadre glottopolitique

- L'article 5 du Statut d'autonomie synthétise le consensus linguistique en Galice :
 - › 1. Le galicien et l'espagnol sont deux langues co-officielles ;

- › 2. Le galicien est considéré comme la langue propre du territoire et le marqueur principal de l'identité galicienne ;
- › 3. Un processus institutionnel et social de normalisation de la langue galicienne est actuellement en cours étant donné que celle-ci se trouve dans une situation d'inégalité par rapport à l'espagnol ;
- › 4. Il est fait application du principe d'individualité, selon lequel nul ne peut faire l'objet de discrimination pour des raisons linguistiques.

Situation sociolinguistique : démographie

- Le galicien est-il une langue minoritaire ?
 - › Non, il s'agit plutôt d'une langue socialement minoritaire.
- Le galicien a une forte extension démographique en Galice :
 - › il est compris par 99 % de la population, parlé par 89%, lu par 83 % et écrit par 58 % de celle-ci ;
 - › presque 60 % de la population utilise habituellement le galicien ou le galicien et l'espagnol ;
 - › l'usage du galicien est beaucoup plus fréquent en famille et dans les situations informelles.

Situation sociolinguistique : attitudes

- Dispositions linguistiques :
 - › amélioration de la considération sociale du galicien au cours des 30 dernières années :
 - le galicien jouit d'un grand prestige comme langue de culture (littérature, musique, art, théâtre, audiovisuel, etc.) ;
 - il a été inséré dans un contexte institutionnel avec des retombées positives chez les citoyens.

Situation sociolinguistique : perplexités

- Amélioration de la considération sociale du galicien qui n'a pas effacé complètement les préjugés et les attitudes négatives au sujet de son utilisation ;
- Problèmes de transmission du galicien au sein des familles ;
- Certains secteurs de la société remettent en cause l'utilité et l'intérêt du galicien.
Conclusion : le statut et le prestige social du galicien sont encore insuffisants.

Politique linguistique

- Institutionnalisation de la langue galicienne :
 - › développement des politiques linguistiques publiques visant à encourager la connaissance, l'utilisation et l'essor de cette langue ;

- › mise en œuvre d'une action linguistique publique ne suscitant pas de conflit.
- Débat (politique) sur les objectifs des politiques linguistiques.

2. Minorités et droits linguistiques du point de vue politique

Groupes sociaux et droits linguistiques

- La société est dépositaire du patrimoine linguistique produit, conservé et transformé par les générations précédentes ;
- Les locuteurs ont le droit d'obtenir que leur langue ait une présence sociale suffisante pour en garantir l'avenir ;
- Les langues ont des droits !

Droits linguistiques : de la tolérance à la promotion

- Droits linguistiques en matière de :
 - › tolérance :
 - ils assurent le droit à préserver une langue dans le secteur privé et non gouvernemental.
 - › promotion :
 - ils réglementent le degré de reconnaissance de ces droits dans le domaine public ou privé sur les territoires concernés.

Perspectives politiques

- Quels sont les éléments nécessaires pour engager des politiques linguistiques visant la promotion des langues minoritaires ?
 - › définition de critères d'application et d'objectifs :
 - qui soient socialement réalisables ;
 - qui durent dans le temps.

Obiettivo

- Riflessione sugli obiettivi attuali delle comunità politiche particolari che:
 - › hanno culture con lingua propria (autoctona o storica).
 - › e subiscono processi di minorizzazione, sostituzione o abbandono.

Indice

- 1. Galizia come oggetto di studio
- 2. Minoranze e diritti linguistici dal punto di vista politico

1. Galizia come oggetto di studio

Legislazione in Spagna

- La Costituzione Spagnola del 1978:
 - › Riconoscimento e gerarchia nella Costituzione spagnola delle differenze linguistiche all'interno dello Stato.

Perspectives politiques... Cadre législatif

- Assurer, dans le domaine législatif, la reconnaissance officielle selon les critères de territorialité ou d'individualité (ou les deux à la fois).

Perspectives politiques... Principes

- Garantir la présence institutionnelle et sociale de la langue minoritaire et assurer son utilisation dans les zones clé de la communauté.
 - définir les zones clé de chaque communauté.

Perspectives politiques... À l'intérieur du groupe

- › Compter sur la collaboration active des personnes qui parlent le galicien.
 - sans l'engagement de la société et sa volonté de perpétuer la langue, les politiques linguistiques sont, à elles seules, inefficaces.

Perspectives politiques... À l'extérieur du groupe

- Compter sur la complicité (et la participation active) des personnes qui parlent espagnol.
 - la société doit considérer la promotion du galicien comme un bien pour toute la communauté.

Perspectives politiques... Consensuelles

- Faire en sorte que les politiques visant la promotion du galicien bénéficient du consensus social et politique le plus ample possible.
 - il n'est pas possible de mener une telle politique sans le soutien de toute la communauté (ou face à l'opposition ou aux doutes d'une majorité qualifiée du point de vue politique et social).

It. Grazie per l'attenzione!

Fr. Merci pour votre attention !

Gl. Grazas pola súa atención!

Pts. Mersi pe l'atenchón

Quadro glottopolitico

- Situazione Glottopolitica
 - › La lingua galiziana dispone dal 1981 di una legge glottopolitica favorevole che permette di elaborare diverse politiche linguistiche:
 - 1981 Statuto di Autonomia della Galizia
 - 1983: Legge di normalizzazione linguistica
 - 2004: Piano generale di normalizzazione

Quadro glottopolitico

- L'articolo 5 dello Statuto di Autonomia sintetizza il consenso linguistico in Galizia:
 - › 1. Coofficialità di galiziano e spagnolo
 - › 2. Il galiziano è considerato la lingua propria, principale segno di identità.
 - › 3. È in corso un procedimento istituzionale e sociale di normalizzazione della lingua galiziana visto che si trova in una situazione di disuguaglianza rispetto allo spagnolo
 - › 4. Si mette in pratica il principio di individualità secondo il quale nessuno può essere discriminato per ragioni linguistiche.

Situazione sociolinguistica: demografia

- È il galiziano una lingua minoritaria?
- No, è piuttosto una lingua socialmente minoritaria.
- Il galiziano ha un'alta estensione demografica in Galizia:
- È compreso dal 99% della popolazione, è parlato dal 89%, letto dall' 83%, scritto dal 58%.
- Quasi il 60% della popolazione utilizza il galiziano o il galiziano e lo spagnolo abitualmente.
- L'uso è molto più elevato in famiglia e nelle situazioni sociali informali.

Situazione sociolinguistica: atteggiamenti

- Disposizioni linguistiche:
 - › Miglioramento nella considerazione sociale del galiziano negli ultimi 30 anni:
 - Il galiziano gode di ampio prestigio come lingua culturale (letteratura, musica, arte, teatro, audiovisuale ecc)
 - È stato inserito in ambito istituzionale e ciò ha avuto una ripercussione positiva nella cittadinanza.

Situazione sociolinguistica: preoccupazioni

- Il miglioramento nella considerazione sociale del galiziano non ha cancellato del tutto pregiudizi e atteggiamenti negativi rispetto al suo utilizzo.
 - Problemi nella trasmissione del galiziano all'interno delle famiglie.
 - Presenza di settori sociali che mettono in discussione utilità e interesse del galiziano.
- Conclusione: deficit nello status e nel prestigio sociale del galiziano

Politica Linguistica

- Istituzionalizzazione della lingua galiziana:
 - › Sviluppo delle politiche linguistiche pubbliche per favorire la conoscenza, l'uso e lo sviluppo dell'idioma.
 - › Si tenta di realizzare un'azione linguistica pubblica che non causi conflitto.
 - › Dibattito (politico) attorno agli obiettivi delle politiche linguistiche.

2.Minoranze e diritti linguistici dal punto di vista politico

Gruppi sociali e diritti linguistici

- La società è depositaria del patrimonio linguistico prodotto, conservato e trasformato dalle generazioni precedenti.
- I parlanti hanno diritto a che la propria lingua abbia una presenza sociale rilevante che ne garantisca il futuro.
- Le lingue hanno diritti!

Diritti linguistici: dalla tolleranza alla promozione

- Diritti linguistici orientati a...
 - › Tolleranza:
 - Garantiscono il diritto a preservare una lingua in ambito privato e non governativo.
 - › Promozione:
 - Regolano il grado in cui questi diritti si riconoscono in ambito pubblico o civico dei territori politici.

Prospettiva politica...

- Di cosa si ha bisogno per sviluppare politiche linguistiche orientate alla PROMOZIONE delle lingue minoritarie?
 - › Definizione di linee di attuazione e degli obiettivi che:
 - siano socialmente sostenibili
 - durino nel tempo

Prospettiva politica... quadro legislativo

- Garantire in ambito legislativo il riconoscimento ufficiale secondo i criteri di territorialità o di individualità (o entrambi)

Prospettiva politica... principi

- Garantire la presenza istituzionale e sociale della lingua minoritaria, assicurandone l'uso nelle zone chiave della comunità
 - Individuare le zone chiave in ogni comunità

Prospettiva politica... endogruppale

- Contare sulla collaborazione attiva dei parlanti in galiziano.
 - Senza l'impegno e il desiderio della società di perpetuare la lingua, le politiche linguistiche sono di per sé, inefficaci.

Prospettiva politica... esogruppale

- Contare sulla complicità (e la partecipazione attiva) dei parlanti in spagnolo
 - La società deve interpretare la promozione del galiziano come un bene per tutta la comunità.

Prospettiva politica... consensuale

- Ottenere che le politiche orientate alla promozione del galiziano godano del maggior consenso sociale e politico possibile
 - Non si può portare avanti tale politica senza l'appoggio di tutta la comunità (con l'opposizione o i dubbi di una maggioranza qualificata dal punto di vista politico e sociale o entrambi).

It. Grazie per l'attenzione!

Fr. Merci pour votre attention!

Gl. Gracias pola súa atención!

Pts. Mersi pe l'atenchón

Franco PANIZZA

Assesseur à la culture, aux rapports européens et à la coopération de la Province autonome de Trente

Assessore alla Cultura, Rapporti europei e Cooperazione della Provincia autonoma di Trento

Je vous salue de la part de la Province autonome de Trente, de notre président Dellai et de nos minorités linguistiques : les Ladins, les Mochènes et les Cimbres. Je vous salue également de la part de nos amis du Trentin qui sont ici avec moi aujourd'hui, pour assister à ce congrès et pour participer à cette fête des peuples minoritaires, ainsi que de la part de la Province autonome de Bolzano, de son président Durnwalder et des minorités ladine et allemande, qui m'ont demandé de vous saluer, n'ayant pu être ici en cette journée. Nous faisons partie de la même Région et nous travaillons en parfaite syntonie.

Je tiens à remercier la Région Vallée d'Aoste et, en particulier, son assesseur à la culture, Laurent Viérin, pour avoir organisé ce festival. Nous œuvrons avec lui dans le domaine de l'histoire et des identités et je rappelle qu'il a participé, avec divers représentants du folklore et de l'identité valdôtaine, au festival *Castelfolk* qui s'est tenu en Vallagarina, il y a quelques semaines. Je rappelle également qu'avec la Vallée d'Aoste nous menons des actions dans le domaine de la culture pour la jeunesse. Notre attention n'est donc pas consacrée uniquement à l'histoire et aux traditions mais aussi à l'avenir et, notamment, aux manières d'encourager la participation des jeunes. Je remercie encore nos amis valdôtains, qui sont les plus actifs dans le secteur de la divulgation de leur culture et qui ont cette capacité de susciter la collaboration de peuples différents et de créer des moments de rencontre comme celui d'aujourd'hui. Ils ont compris pleinement que le défi que doivent relever les minorités linguistiques et toutes les identités consiste à ne pas s'enfermer dans son coin, à ne pas se limiter à se défendre, mais bien à rendre sa dignité à chaque culture et à chaque identité et à faire en sorte que, grâce à cette dignité, à cette force, elles puissent tisser des liens entre elles et constituer un front commun quand cela est nécessaire. Il ne s'agit donc pas de mener des politiques de défense mais d'agir pour présenter des propositions et de faire de l'action un élément d'enrichissement.

Je rappelle que dans les Provinces autonomes de Trente et de Bolzano, tout comme dans la Région autonome Vallée d'Aoste, le thème des minorités linguistiques est étroitement lié au thème de l'autonomie. En effet, si - comme la Vallée d'Aoste - notre province est dotée aujourd'hui d'une autonomie spéciale, et je dirais même d'une autonomie pleine et entière, elle le doit précisément à la présence sur son territoire de minorités linguistiques. Et si notre autonomie est la seule qui soit également garantie au plan national, si l'ONU

lui-même a pris la peine d'en parler, nous le devons au fait que, sur notre territoire, il existe une forte minorité de langue allemande, qui a subi des torts immenses, surtout durant la période fasciste. C'est pourquoi, bien évidemment, l'attention internationale s'est concentrée sur notre territoire, surtout en raison de la présence de ces langues.

Les collègues qui m'ont précédé ont abordé un certain nombre de thèmes relatifs aux minorités linguistiques. J'aimerais moi aussi soulever quelques questions mais, pour ce faire, je voudrais commencer par vous décrire rapidement la situation de notre province.

Lorsqu'elle a été promulguée, la loi n° 6/2008 était un texte d'avant-garde. Grâce à elle, nous avons pu créer trois instituts culturels, l'un mochène, l'autre ladin et le troisième, cimbre. Elle nous a aussi permis de financer de nombreuses activités culturelles, ainsi que la présence ici de Tele minoranze linguistique, une chaîne de télévision consacrée aux minorités : c'est là un fait absolument fondamental, qui nous permet non seulement de divulguer la culture des minorités au sein de ces dernières, mais aussi de la faire connaître à l'extérieur, aux autres, surtout à notre époque où, grâce à la transmission numérique et satellitaire, les chaînes de télévision sont diffusées dans le monde entier. La télévision confirme donc son rôle d'outil de promotion privilégié, puisque grâce à elle, les minorités sont devenues visibles en dehors du cercle restreint des personnes qui en parlent la langue ou qui, d'une manière ou d'une autre, connaissent leur existence.

Il ressort du dernier recensement, en 2001, que les minorités du Trentin comportent environ 800 Cimbres, 2 000 Mochènes et 10 000 Ladins. Les Cimbres sont la minorité la plus réduite et résident essentiellement dans un village de quelques centaines d'habitants. Par ailleurs, ils parlent une langue totalement différente de celle des communes qui les entourent. Ce sont surtout ces petites communautés qui doivent faire face à ces problèmes de survie que nous avons amplement examinés ce soir.

Je pense qu'il n'est pas facile de sauvegarder une langue minoritaire et qu'il est difficile pour un peuple minoritaire de résister et de faire valoir sa culture. Mais je pense aussi que si cette langue est vécue comme une opportunité culturelle, s'ajoutant aux autres langues qu'un peuple doit connaître, alors elle ne représente plus un élément de fermeture ou d'isolement. Elle devient ainsi une nouvelle opportunité pour un peuple de mettre l'accent sur ses caractéristiques, de devenir plus intéressant et de se distinguer, dans un contexte qui parfois risque de mener à l'uniformisation. Paradoxalement, et je le constate chaque jour, cette globalisation - qui

tend à tout niveler ou homologuer - récompense aujourd'hui ceux qui savent se distinguer, être intéressants et se caractériser. Si un touriste va quelque part, c'est pour voir quelque chose de différent, sinon il resterait chez lui : voilà pourquoi je crois que, de plus en plus, les différences - à condition qu'elles soient authentiques et soulignées avec fierté - peuvent devenir une source d'enrichissement.

Aujourd'hui, nous avons aussi abordé la question de l'Europe. Il ne fait aucun doute que l'Europe brouille les cartes, parce que si, par exemple, les germanophones sont aujourd'hui une minorité sur le territoire de la Région autonome du Trentin - Haut Adige, ils représentent en revanche une majorité sur l'échiquier européen, du fait que cette minorité entretient des rapports avec tous les peuples qui parlent allemand, et il y en a beaucoup en Europe. Nous assistons donc à une redéfinition des équilibres et c'est pour cette raison que notre province a voulu créer une Eurorégion avec le Tyrol du Sud, mais aussi avec le Land Tirol d'Autriche. Nous sommes donc convaincus qu'au sein de l'Europe les minorités peuvent tisser de nouveaux liens de collaboration, ou nouer d'autres rapports institutionnels qui, d'une certaine manière, leur confèrent une valeur ajoutée par rapport au système national. Je crois d'ailleurs que c'est ce qui s'est produit pour la minorité francophone d'Italie.

Je voudrais ajouter à cela qu'il existe aujourd'hui encore un autre défi qui concerne surtout l'avenir. Nous avons entendu ce que nous ont exposé les minorités linguistiques du Québec et aussi les commentaires des minorités linguistiques de Galice, avec lesquelles nous entretenons des rapports de collaboration intenses, liés au cheminement européen.

Je suis convaincu que chaque minorité linguistique est appelée à relever le défi de l'autogouvernement, à parvenir à se gouverner elle-même. Si nous observons le panorama italien, il est vrai qu'aujourd'hui notre autonomie est remise en discussion, qu'elle n'est pas comprise et qu'elle est souvent considérée comme un système égoïste. Mais il est aussi vrai que les régions autonomes sont celles qui sont le mieux gouvernées et donc, de ce point de vue, l'autonomie est un facteur positif. Quoi que l'on dise, le principe de la subsidiarité est la clef de l'avenir, comme nous l'a rappelé notre ami Luciano Caveri, et les territoires doivent apprendre à assumer la responsabilité de leur propre gouvernement. Je pense donc que nous pouvons constituer un véritable laboratoire politique dans ce domaine et que d'une certaine façon, nous pouvons aussi anticiper cette réforme fédéraliste de l'État qui se fait attendre, probablement parce qu'elle ne repose pas sur un substrat culturel, parce qu'elle est souvent confondue avec la décentralisation, parce qu'elle est trop souvent ramenée à un clivage géographique entre Nord et Sud au lieu de reposer sur la valorisation de chaque identité, de la capacité de chaque peuple de trouver les bonnes règles pour s'autogouverner.

J'espère - et je veux aussi y croire - que nous pouvons vraiment aider les États nationaux - et surtout le nôtre, qui rencontre de toute évidence de grandes difficultés pour ce faire - à mettre au point le bon système administratif. Parce que, même si l'on parle depuis des années de déléguer des responsabilités aux territoires, le fait est que l'État a fait preuve

de toute la sensibilité d'un char d'assaut dans ce domaine. Il suffit d'ailleurs de regarder la dernière loi de finances et les récentes innovations introduites en matière de législation : il n'a été tenu compte ni des identités, ni des réalités existantes. Il me semble donc que nous pouvons enseigner quelque chose, donner le bon exemple et présenter ce que l'on appelle aujourd'hui les « bonnes pratiques ». Je suis convaincu que le rôle des minorités linguistiques et de leurs territoires est loin de s'arrêter là. Certes, les défis qui nous attendent s'annoncent difficiles à relever, mais rien n'est jamais facile pour personne. Nous avons quelques chances de plus, mais il est clair que cela nous demandera un gros effort sur le plan de la culture. Comme je l'ai déjà dit, notre province a créé trois instituts linguistiques et mène une importante action dans les écoles auprès des enfants et des jeunes. Du point de vue culturel, plutôt que les activités musicales, nous avons voulu soutenir en priorité les productions théâtrales, précisément dans les langues minoritaires. Nous avons fait venir chez nous des réalisateurs et des auteurs d'autres régions d'Italie, pour nous aider à parler de notre territoire et des questions qui nous touchent dans notre langue maternelle et nous avons obtenu des résultats spectaculaires. Nous avons besoin de redonner leur dignité culturelle aux minorités et à chaque identité. D'ailleurs, la personne qui m'a précédé a souligné ce fait.

Nous l'avons bien vu au cours de ces dernières années, depuis que la province de Trente a décidé d'accorder des financements aux fanfares, aux chœurs et aux autres groupes au titre de leurs costumes caractéristiques : au début, il y en avait une certaine méfiance parce que le fait, pour un jeune, de porter un costume typique qu'il n'avait jamais mis pouvait être vécu comme une expérience embarrassante parce que cela revenait presque à accepter de changer d'identité ou à se faire remarquer. Mais je dois dire que, le premier impact passé, ils se sont penchés sur la transmission des traditions, des costumes historiques, et qu'aujourd'hui, ils sont décidément fiers de porter ce costume parce qu'ils sont conscients de représenter une tradition importante et profondément enracinée dans l'histoire.

Voilà pourquoi je crois qu'il est fondamental que l'école donne une formation, que le fait de faire partie d'une minorité et de constituer un territoire autonome soit étayé par un contenu culturel. Et aujourd'hui nous disposons des moyens pour ce faire : je parlais tout à l'heure de la télévision, mais on peut aussi penser aux journaux. Le niveau culturel de la population a beaucoup progressé, y compris celui des populations de montagne et nous avons maintenant de puissants vecteurs pour diffuser les connaissances. Ce n'est pas un hasard si la province autonome de Trente - tout comme la Vallée d'Aoste, je crois -, a largement misé sur la bande large. Nous avons voulu que tout notre territoire puisse se connecter avec le monde entier, jusqu'aux communautés les plus petites pour que chacun puisse savoir ce qui se passe ailleurs. Je crois que c'est en cela que réside le défi que nous devons relever. Nous devons surtout nous unir pour parvenir à mettre en œuvre des initiatives politiques conjointes. Il est vrai qu'il ne faut pas négliger l'importance des chiffres et que lorsque l'on est peu nombreux, il est impératif de se réunir

car ceux qui restent isolés restent des minorités, alors que l'union de plusieurs minorités peut donner naissance à une majorité : il nous faut donc absolument unir nos expériences. J'ai eu aujourd'hui l'occasion de parler avec le représentant de la Sardaigne et j'ai été très heureux de constater que lui aussi est fier de sa langue. Il est vrai que lorsque l'on parle d'autonomie, nous avons tendance à penser d'abord à l'arc alpin ou, en tout cas, aux minorités de l'arc alpin, et ce, parce que c'est peut-être sur ces territoires que la pratique de l'autonomie est la plus développée. J'ai cependant perçu dans le témoignage de notre ami sarde une envie profonde d'agir dans ce domaine et j'espère que le front autonomiste s'élargira encore.

Je dois dire que dans cette bataille épuisante que nous menons à Rome pour revendiquer nos droits ou pour que les accords conclus dans le cadre de nos statuts soient respectés, nous avons pu compter sur la solidarité des autres régions et territoires d'Italie et c'est là un fait qui me semble absolument positif. Les autres collectivités locales ont compris que ce n'est pas en nous retirant l'autonomie ou en nous alignant sur elles qu'elles parviendront à se mettre en valeur mais, bien au contraire, qu'elles feraient mieux de suivre notre exemple, de s'inspirer de ce que nous sommes parvenus à réaliser, y compris en matière de développement, pour demander davantage d'autonomie dans les domaines administratif et législatif.

Je pense que c'est en cela que réside le nouveau défi pour l'Italie, mais aussi - permettez-moi de le dire - pour l'Europe.

Porto il saluto della Provincia autonoma di Trento, del nostro Presidente Lorenzo Dellai e delle nostre tre minoranze linguistiche, quella ladina, quella móchena, quella cimbra.

Vi porto anche il saluto della Provincia autonoma di Bolzano, del suo Presidente Luis Durnwalder, del popolo tedesco che vive in Alto Adige e della sua minoranza ladina: è una provincia, quella del Sudtirolo, con la quale siamo perfettamente in sintonia, condividendo entrambe la cornice regionale.

Voglio anch'io ringraziare la Regione Valle d'Aosta per aver organizzato questo festival, con un particolare segno di gratitudine per l'Assessore alla cultura Laurent Viérin, con il quale peraltro stiamo lavorando sul fronte della storia e delle identità, e a questo proposito voglio solo accennare alla sua partecipazione, qualche settimana fa, al Festival Castelfolk in Vallagarina, assieme ad alcune espressioni del folklore e dell'identità valdostana.

E cosa dire dell'impegno comune che unisce la Valle d'Aosta e il Trentino nel lavorare a favore della cultura giovanile? Insomma, non guardiamo solo alla storia e alle tradizioni, ma anche al futuro, individuando modi nuovi e originali per coinvolgere le giovani generazioni in progetti di crescita e di formazione.

Devo dire che degli amici valdostani ammiro la costanza con cui lavorano per divulgare la loro cultura e la capacità che possiedono di coinvolgere in progetti comuni popoli diversi, creando occasioni di incontro come quello di oggi. Voi avete compreso pienamente che la sfida delle minoranze linguistiche e delle singole identità non sta nel chiudersi a riccio e nel limitarsi alla

Si questa dernière ne parvient pas à le relever, elle risque vraiment de n'être rien d'autre qu'une « enveloppe » bureaucratique, ou un cadre que tous acceptent par commodité, mais auquel nul ne croit et par lequel personne ne se sent protégé. Et tôt ou tard, à partir du moment où l'on ne se sent pas protégé... Nous avons pu constater que chaque fois qu'une union a été imposée, elle n'a pas duré longtemps et que, lorsqu'elle a éclaté, elle a engendré de terribles conflits. Voilà pourquoi je souhaite vraiment que nous parvenions à faire passer ce message au-delà des limites de nos territoires et que nous puissions faire comprendre à tous les niveaux que l'autogouvernement - avec la valorisation des différences entre les territoires, le fait que chacun se sente fort chez lui, se sente non seulement respecté mais aussi valorisé à partir du moment où il exprime une réalité authentique - est la véritable frontière à atteindre demain. Et je pense que c'est surtout nous qui devons nous faire les interprètes de cette pensée et que nous devons constituer non seulement un laboratoire, mais aussi un bon exemple.

Je crois que cette table ronde politique a eu le mérite d'aborder franchement ces problèmes. Nous, sommes ici entre personnes qui partageons une forte sensibilité sur ce point et c'est pour cela que nous ne nous sommes pas perdus dans les détails. Nous sommes allées droit aux vraies difficultés liées au respect des droits. Et s'il est vrai que rien n'est jamais facile, les gagnants sont cependant toujours ceux qui font preuve de ténacité et qui croient en la lutte qu'ils mènent.

difesa del proprio patrimonio, ma anche e soprattutto nel dare dignità a ogni cultura, a ogni identità, offrendo o cercando ogni possibilità di confrontarsi e di fare fronte comune, quando serve. Non una politica declinata al passivo, ma una strategia di proposta, di costruzione e di arricchimento.

A tal proposito devo dire che per la Provincia autonoma di Trento, così come per quella di Bolzano, il tema delle minoranze linguistiche si lega intimamente e profondamente, così come avviene anche per la Regione Valle d'Aosta, con il tema dell'Autonomia. Se la nostra Provincia dispone oggi di un'autonomia speciale, di un'autonomia compiuta, lo deve proprio alla presenza sul proprio territorio di minoranze linguistiche. Il fatto che la nostra Autonomia sia l'unica garantita anche a livello internazionale e che si sia scomodata persino l'ONU per riconoscerla e tutelarla, lo dobbiamo al fatto che sul nostro territorio regionale esiste una forte minoranza linguistica tedesca, che ha subito torti enormi soprattutto durante il periodo fascista.

I colleghi che mi hanno preceduto hanno già affrontato molte tematiche relative alle minoranze linguistiche. A me tocca, ora, illustrare velocemente la nostra situazione provinciale.

La Legge provinciale n. 6 del 2008, quando venne promulgata, era una legge all'avanguardia. Con essa venivano individuate tre oasi linguistiche e creati ben tre istituti di cultura, quello mócheno in Valle dei Mòcheni, quello ladino in Val di Fassa e quello cimbro sull'Altopiano di Luserna. Quello stesso provvedimento legislativo consentiva alla Provincia di finanziare le molte attività culturali e formative in questi tre territori, tra cui la creazione di "Tele Minoranze Linguistiche", un canale della

televisione digitale dedicato appunto alle minoranze. Quello di "TML" fu ed è tutt'oggi un fatto assolutamente importante, perché consente di divulgare la cultura delle minoranze non solo all'interno di quelle comunità, ma anche all'esterno dei loro territori e, grazie al digitale, anche al di fuori dei confini provinciali, proponendosi come un grande veicolo di promozione, che ha contribuito a far uscire le minoranze dalla ristretta cerchia delle persone che parlano le lingue minoritarie o che comunque conoscono questa identità.

Le minoranze in Trentino, dall'ultimo censimento del 2001, contano circa 800 cimbri, 2000 mócheni e 10.000 ladini. Non sfugge a nessuno, leggendo queste cifre, che è soprattutto la minoranza cimbra quella che ha i maggiori problemi di sopravvivenza, perché è numericamente la più ridotta, confermando in tal senso alcune riflessioni già emerse nel corso del dibattito di oggi.

Io credo che non sia facile salvare una lingua minoritaria, perché non è semplice per un popolo minoritario resistere e far valere la propria cultura. Sono però convinto che se questa lingua viene vissuta come un'opportunità culturale in aggiunta alle altre lingue che un popolo deve conoscere, allora non diventa solo un momento di chiusura o un motivo di isolamento. Al contrario, si trasforma in una nuova opportunità che un popolo viene ad avere per caratterizzarsi, per essere più interessante, per distinguersi anche all'interno di un panorama che molte volte rischia di essere omologante.

Paradossalmente, e io lo constato ogni giorno, la globalizzazione che tende a uniformare ogni cosa oggi premia proprio chi sa distinguersi, chi sa essere interessante, chi sa caratterizzarsi. Questo paradosso oggi ha nel turismo cosiddetto "intelligente" un valido alleato, perché chi si muove dal proprio ambito di vita per conoscere altri ambiti di vita, lo fa per andare alla ricerca delle differenze, delle caratteristiche identitarie, delle specificità dei luoghi, e in questo le minoranze linguistiche possono giocare tutte le loro possibilità che vengono da culture, tradizioni, costumi e modi di vivere originali e unici.

Si è ragionato, oggi, anche attorno al tema dell'Europa. È vero, indubbiamente l'Europa scompiglia le carte, e un esempio ci viene dalla quota di popolazione di lingua tedesca che vive oggi sul territorio della Regione autonoma del Trentino Alto Adige, che è minoritaria rispetto alla popolazione regionale, ma è maggioritaria rispetto allo scacchiere europeo. Questa minoranza altoatesina, infatti, conserva e coltiva rapporti con tutti i popoli europei che parlano tedesco: è anche in questo modo che gli equilibri si ridefiniscono, le visuali si riposizionano ogni volta ed è per questo che la nostra Provincia ha voluto creare un'Euroregione, una regione europea con il Sud-Tirolo ma anche con il Land Tirolo dell'Austria. L'abbiamo fatto perché siamo convinti che all'interno dell'Europa, come penso sia successo anche per la popolazione di lingua francese che vive in Italia, le minoranze possano creare nuovi rapporti di collaborazione e ulteriori intrecci istituzionali che in qualche modo danno un valore aggiunto rispetto al sistema nazionale.

Nell'ascoltare poco fa le esperienze delle minoranze linguistiche del Québec, ma anche delle minoranze linguistiche della Galizia con le quali abbiamo da tempo un rapporto di collaborazione intenso legato ai "cammini europei", ho fatto una semplice riflessione: là dove ci sono minoranze linguistiche, esiste oggi forte e vitale la sfida dell'autogoverno. E ciò avviene quantomeno in Italia: se da un lato esiste da noi un forte fronte critico nei

confronti delle autonomie, se è vero che in Italia le autonomie regionali e provinciali vengono messe in discussione perché non sono capite, è anche vero che le regioni meglio governate sono proprio quelle che godono di particolare autonomia, che si basano sull'autogoverno.

E se è vero quel che ha oggi ricordato l'amico Luciano Caveri, e cioè che è quanto mai valido il principio della sussidiarietà, è comunque altrettanto vero che i territori devono imparare ad avere maggiore responsabilità nell'autogovernarsi. Credo che, in questo, i territori delle minoranze linguistiche e delle autonomie possano e debbano essere laboratori politici. Possano e debbano in qualche modo anticipare la riforma federalista dello Stato, che stenta a decollare perché probabilmente non ha un substrato culturale, perché è spesso confusa con il decentramento oppure con una contrapposizione geografica fra Nord e Sud, perdendo di vista il valore centrale del federalismo e cioè la valorizzazione delle singole identità, delle singole capacità di ogni popolo di trovare regole giuste per autogovernarsi.

Voglio sperare, ma voglio anche credere che noi si possa davvero essere d'aiuto agli Stati nazionali nella ricerca di una forma federalista giusta e sussidiaria. Nel dire ciò penso soprattutto all'Italia, che ha un'evidente difficoltà a trovare un giusto sistema amministrativo: sono diversi anni che si parla di dare responsabilità ai territori, mentre se guardiamo la realtà dei fatti, ad esempio l'ultima manovra finanziaria e le più recenti novità legislative introdotte, si è passati sopra ai territori come un carro armato, senza alcun rispetto né dell'identità né delle realtà esistenti.

Penso che le Autonomie possano oggi insegnare qualcosa, possano dare buoni esempi, possano offrire delle buone pratiche come oggi si usa dire. Credo inoltre che il ruolo delle minoranze linguistiche e dei territori di minoranza sia tutt'altro che esaurito: abbiamo di fronte sfide sicuramente difficili, ma qualche chance in più noi la possiamo avere e dare, specie sul versante culturale. Come ho già detto, la nostra Provincia ha creato tre istituti linguistici, uno per ogni minoranza. Con loro stiamo lavorando molto nelle scuole, con i giovani e con i bambini; stiamo puntando su produzioni teatrali piuttosto che musicali nelle lingue minoritarie; abbiamo portato in Trentino registi e autori provenienti dalle altre regioni d'Italia che potessero aiutarci ad esprimere il nostro territorio nella lingua originale e abbiamo raggiunto risultati di grande rilievo.

Abbiamo in sostanza bisogno di dare dignità culturale al lavoro delle minoranze, e chi mi ha preceduto ha sottolineato molto efficacemente questo aspetto. Da alcuni anni la Provincia di Trento sta contribuendo affinché le bande musicali, i cori, i gruppi folk possano esibirsi indossando costumi che vengono dalla tradizione: all'inizio c'è stata una certa diffidenza, perché si pensava che far indossare soprattutto a un giovane un costume tipico poteva essere imbarazzante. Devo però dire che, dopo un primo momento, oggi sono tutti molto orgogliosi di portare un costume che è frutto di una seria ricerca storica e che rappresenta una tradizione importante ed autorevole.

Dare contenuto culturale all'essere minoranza in un territorio autonomo è assolutamente fondamentale, anche perché oggi abbiamo a disposizione tutti gli strumenti possibili: prima ho citato la televisione, ma penso anche ai giornali, grazie ai quali il livello culturale delle popolazioni, anche quelle di montagna, è notevolmente cresciuto. Oggi abbiamo preziosi strumenti anche altamente tecnologici per poter divulgare le conoscenze.

Non a caso la Provincia autonoma di Trento, come credo anche la Valle d'Aosta, ha puntato moltissimo sulla banda larga: abbiamo voluto connettere l'intero territorio trentino, anche le più piccole comunità, con il mondo intero.

Credo che sia questa la sfida che dobbiamo vincere: fare fronte comune, aumentare la massa critica, puntare ai grandi numeri per riuscire a mettere in campo iniziative politiche congiunte. Se si è soli, si resta comunque e sempre in pochi; molte minoranze, invece, possono fare una maggioranza.

Per far ciò, abbiamo soprattutto bisogno di mettere in circolo le esperienze di ciascuno di noi. Ho parlato oggi con il rappresentante sardo e ho avvertito in lui una gran voglia di lavorare in questo campo. Spero che questo fronte si possa allargare.

Devo sinceramente dire che, nell'estenuante battaglia che stiamo conducendo a Roma per difendere e rivendicare i nostri diritti o perché gli accordi già raggiunti con i nostri statuti di autonomia siano rispettati, abbiamo trovato la solidarietà delle altre Regioni e degli altri territori. Questo mi pare un fatto assolutamente positivo: gli altri enti locali hanno capito che non è togliendo a noi

l'autonomia o omologando noi agli altri che riescono a valorizzarsi ma, al contrario, è prendendo il nostro esempio, è cogliendo spunto da ciò che noi siamo riusciti a realizzare anche nel campo dello sviluppo, che possono chiedere anche per loro maggiore autonomia amministrativa, maggiore autonomia legislativa.

È, questa, una sfida che riguarda l'Italia, ma permettetemi di essere ripetitivo, è una sfida che riguarda anche l'Europa, che altrimenti rischia di essere semplicemente un contenitore burocratico al quale tutti attingono solo per convenienza ma in cui nessuno crede. Io mi auguro davvero che noi si riesca a trasmettere questo messaggio anche all'esterno dei nostri territori: far capire a tutti i livelli che l'autogoverno, la valorizzazione delle differenze, il sentirsi non solo rispettati ma anche valorizzato nel momento in cui esprime una realtà autentica, che tutto questo è la vera frontiera del futuro.

Al mondo nulla è facile, ma chi è tenace, chi crede nelle proprie battaglie, chi sa fare rete, chi lavora per l'unità e per la coesione, alla fine riesce a vincere. ■



DOCUMENT FINAL

Les représentants de la Vallée d'Aoste, du Québec, de la Galice, de la Sardaigne, de Valence, de la Bretagne, de la Haute-Savoie, du Valais (Suisse), de la Corse, du Frioul, de Coumboscuro, des Walser (Vallée d'Aoste, Alagna, Macugnaga et Formazza), des Francoprovençaux du Piémont, des Ladins de la Région autonome du Trentin Sud-Tyrol, des Cimbres, des Mochènes, ainsi que des Occitans français et piémontais, réunis à Aoste le 10 septembre 2011, à l'occasion du 3^{ème} Festival des peuples minoritaires, organisé par l'Assessorat de l'éducation et de la culture de la Région autonome Vallée d'Aoste,

RECONNAISSANT

l'importance de ce rendez-vous annuel, qui renforce la solidarité entre les minorités linguistiques et leur permet d'échanger des expériences et de bons procédés de gouvernement, mais aussi d'approfondir leur connaissance réciproque ;

CONSTATENT

que « la minorité est partout » et qu'il n'existe pas d'états sans minorités, si bien que le fait minoritaire est une réalité majoritaire dans le monde ;

CONSIDÈRENT

que cette rencontre politique et culturelle est indispensable pour lutter contre les risques de mondialisation, laquelle tend à niveler les diversités culturelles et à nier les valeurs de base de celles-ci ;

SOULIGNENT

l'actualité du fait minoritaire en Europe, que reconnaît entre autres le Traité de Lisbonne ;

CONFIRMENT

la nécessité que les minorités linguistiques oeuvrent ensemble pour obtenir une directive européenne qui, dans le respect des différents systèmes constitutionnels, dicte aux États certains points de référence pour la sauvegarde et le développement des minorités linguistiques ;

INDIQUENT

que la pluralité des langues et des cultures constitue une garantie en vue d'une globalisation soucieuse des droits fondamentaux des personnes et des communautés et respectueuse du principe de subsidiarité ;

RECONNAISSANT

que le fédéralisme représente l'outil constitutionnel et politique propre à limiter les conflits et les incompréhensions et à favoriser une coexistence pacifique et sereine, dans le respect du droit à l'autodétermination - voire même, si nécessaire, à l'indépendance - dont tout peuple doit bénéficier ;

SOUHAITENT

que tous les instruments possibles soient mis en œuvre afin de valoriser le plurilinguisme et la protection des langues les moins répandues ;

CONSIDÈRENT

que les peuples minoritaires, grâce à l'expérience qu'ils ont acquise dans la défense de leurs droits et l'affirmation de leur identité, peuvent apporter une contribution valable à l'élaboration de modèles et de parcours propres à atteindre ce but.

C'est pourquoi les représentants des peuples signataires

S'ENGAGENT

à poursuivre les relations établies et à multiplier les occasions de dialogue et de soutien réciproque ;

SOUTIENNENT

la promotion de campagnes d'information pour faire connaître et défendre les minorités linguistiques, de même que les peuples minoritaires et les nations sans État ;

DEMANDENT

que le droit international, les normes européennes, ainsi que les législations nationales et régionales reconnaissent, protègent et soutiennent les minorités linguistiques et les peuples minoritaires, afin d'éviter que l'affirmation d'une seule langue véhiculaire constitue une menace pour la diversité linguistique, et ce, à tous les niveaux ;

S'ACCORDENT

pour se faire les porte-parole des valeurs, des engagements et de l'esprit d'amitié qui ont caractérisé cette année encore le Festival des peuples minoritaires, voulu et réalisé par l'Assessorat de l'éducation et de la culture de la Région autonome Vallée d'Aoste, auquel ils expriment toute leur gratitude ;

PROPOSENT

la création d'un bureau de coordination institutionnelle et technique, dont la Vallée d'Aoste serait le chef de file, réunissant toutes les réalités - régions et provinces autonomes, États, communautés, mais aussi partis, mouvements, peuples et organisations non gouvernementales - pour atteindre les buts indiqués dans ce document.

Aoste, le 10 septembre 2011



DOCUMENTO FINALE

I rappresentanti della Valle d'Aosta, del Québec, della Galizia, della Sardegna, di Valencia, della Bretagne, dell'Alta Savoia, della Svizzera-Vallese, della Corsica, del Friuli, di Coumboscuro, dei Walser (Valle d'Aosta, Alagna, Macugnana e Formazza), dei Francoprovenzali del Piemonte, dei Ladini della Regione autonoma del Trentino Sud-Tirolo, dei Cimbri, dei Mòcheni, degli Occitani francesi e piemontesi, riuniti ad Aosta il 10 settembre 2011, in occasione del III Festival des peuples minoritaires, organizzato dall'Assessorato Istruzione e Cultura della Regione autonoma Valle d'Aosta,

RICONOSCONO

l'importanza di questo appuntamento annuale, che rafforza la solidarietà fra le minoranze linguistiche e consente loro lo scambio di esperienze e pratiche di buon governo, nonché l'approfondimento della conoscenza reciproca

CONSTATANO

che « la minoranza è ovunque » e che non esistono stati senza minoranze, cosicché l'elemento minoritario è una realtà maggioritaria nel mondo ;

RITENGONO

indispensabile questo momento politico e culturale a fronte dei rischi di una mondializzazione che tende a uniformare le diversità culturali e a negarne i valori fondanti ;

SOTTOLINEANO

l'attualità dell'elemento minoritario in Europa, riconosciuto tra l'altro dal Trattato di Lisbona ;

RIBADISCONO

la necessità che le minoranze linguistiche operino insieme per ottenere una direttiva europea che detti agli Stati, nel rispetto dei diversi sistemi costituzionali, alcuni punti di riferimento per la tutela e lo sviluppo delle minoranze linguistiche ;

INDICANO

nella pluralità delle lingue e delle culture un caposaldo per una globalizzazione attenta ai diritti fondamentali delle persone e delle comunità, e rispettosa del principio di sussidiarietà ;

RICONOSCONO

che i popoli minoritari, grazie alla loro esperienza nella difesa dei propri diritti e nell'affermazione della propria identità, possono offrire un valido contributo all'elaborazione di modelli e percorsi utili a perseguire tali risultati ;

AUSPICANO

l'utilizzo di tutti gli strumenti possibili per la valorizzazione del plurilinguismo e la tutela delle lingue meno diffuse

RICONOSCONO

che i popoli minoritari, grazie alla loro esperienza nella difesa dei propri diritti e nell'affermazione della propria identità, possono offrire un valido contributo all'elaborazione di modelli e percorsi utili a perseguire tali risultati.

Pertanto i rappresentanti dei popoli sotto indicati

SI IMPEGNANO

a proseguire i rapporti intrapresi e a moltiplicare le occasioni di dialogo e di sostegno reciproco ;

SOSTENGONO

la promozione di campagne informative per la conoscenza e la difesa delle minoranze linguistiche e dei popoli minoritari ;

RICHIEDONO

che il diritto internazionale, le normative europee, le legislazioni nazionali e regionali riconoscano, tutelino e sostengano le minoranze linguistiche e i popoli minoritari, evitando che l'affermazione di una sola lingua veicolare rappresenti una minaccia per la diversità linguistica a tutti i livelli ;

CONCORDANO

di farsi portavoce dei valori, degli impegni, dello spirito d'amicizia che hanno caratterizzato anche quest'anno il Festival des peuples minoritaires, voluto e realizzato dall'Assessorato Istruzione e Cultura della Regione autonoma Valle d'Aosta, a cui va tutta la loro gratitudine ;

PROPONGONO

la creazione di un ufficio di coordinamento istituzionale e tecnico, di cui si propone la Valle d'Aosta come capofila, tra tutte le realtà - regioni e province autonome, stati, comunità, ma anche partiti, movimenti, popoli e organizzazioni non governative - per raggiungere gli obiettivi indicati nel presente documento.

Aosta, 10 settembre 2011



8,9,10

septembre / settembre 2011



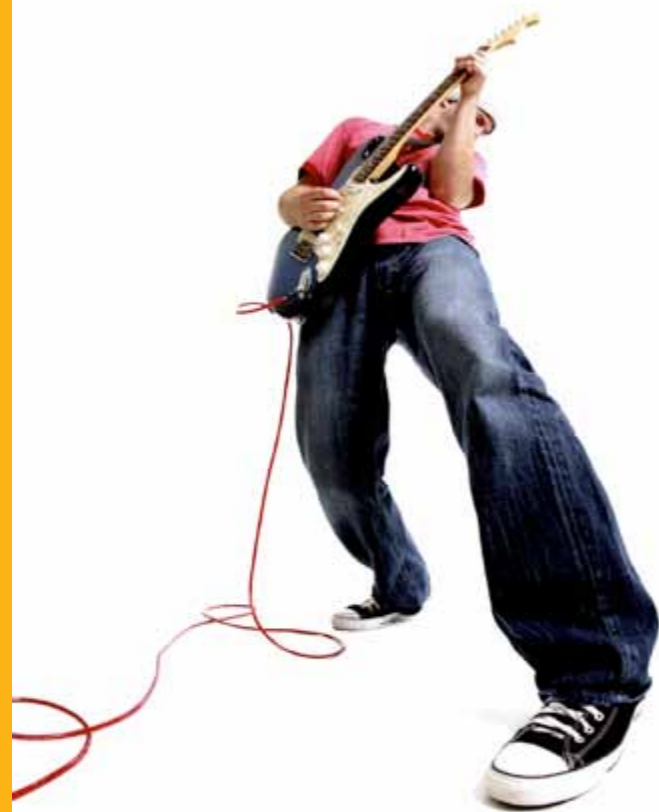
MUSIQUE
MUSICA

Trois grands concerts ont marqué les soirées du 3^e Festival des peuples minoritaires : des artistes et des groupes locaux - comme *Luis de Jyaryot*, *Maura Susanna* ou les groupes *L'Orage* et *Chemin de fer* - ont partagé la scène du Théâtre romain d'Aoste avec les *Tazenda*, qui ont su insérer la musique sarde dans un contexte international et en renouveler les sons si particuliers, au fil de leur longue carrière. Ce concert a été très apprécié du public nombreux qui a également salué la performance du chœur *Su Nugoresu*. Le 2^e soir, consacré à la culture de la Galice, les spectateurs enthousiastes ont pu découvrir la musique galicienne avec les notes d'inspiration celtique de *Carlos Nuñez* et

de son ensemble, alors que les gaitas du groupe *Xarabal* proposaient une musique plus traditionnelle. Enfin, durant la 3^e soirée, avec ses rythmes entraînants qui symbolisent parfaitement la vitalité et l'orgueil de sa culture mère, *La bottine souriante* a su évoquer la musique du Québec, tout en l'enrichissant de notes de jazz, de salsa et de folk pur pour emporter le public dans un tourbillon de fête. La participation de tous ces ambassadeurs de la musique des minorités au Festival des peuples minoritaires prouve que la musique peut unir les peuples, les souder et renforcer la paix, en transformant les différences en véritables ressources, sans limites ni frontières. ■

Tre grandi concerti hanno caratterizzato le serate del 3^o Festival des peuples minoritaires. Accanto a noti gruppi ed artisti locali, quali *Luis de Jyaryot*, *Maura Susanna*, *L'Orage* e i *Chemin de fer*, il palcoscenico del Teatro romano di Aosta ha ospitato il gruppo sardo dei *Tazenda*, che nel corso della sua lunghissima carriera ha saputo sviluppare e rinnovare il suono della musica sarda, inserendola in un contesto internazionale. Al successo del concerto e alla grande partecipazione del pubblico, che ha salutato anche l'intervento del coro *Su Nugoresu*, nella seconda serata dedicata alla cultura ed alla musica della Galizia, l'eccentrico *Carlos Nuñez* e il suo ensemble hanno incantato la platea con le magiche atmosfere di ispirazione celtica e la musica

tradizionale della Galizia, rappresentata dalla *Banda de Gaitas Xarabal*. E infine, nella terza serata, i ritmi trascinati de *La bottine souriante*, che ha proposto la vitalità musicale del Québec, arricchita da un tocco di jazz, di salsa e di folk puro, hanno conquistato e coinvolto il pubblico in una vitalissima kermesse di grande qualità musicale. La partecipazione di questi veri e propri ambasciatori della musica delle minoranze al Festival des peuples minoritaires è la dimostrazione di come la musica possa essere un forte mezzo di unione, di coesione e un formidabile strumento di pace in grado di trasformare le diversità in vere e proprie risorse senza limiti né frontiere. ■



Festival des peuples minoritaires



Jeudi
8 septembre 2011

Giovedì
8 settembre 2011



TAZENDA (SARDIGNA)

Depuis la formation du groupe Tazenda, en 1988, le public et les médias ont remarqué la musique de ce groupe, mélange inimitable issu de l'union de la culture et des sons de la Sardaigne avec la musique du monde. Les Tazenda ont su développer et renouveler ce « son » si particulier, au fil d'une carrière de plus de vingt ans, au cours de laquelle ils ont écrit de magnifiques chansons et collaboré avec des artistes d'envergure internationale.



SU NUGORESU (SARDIGNA)

Le chœur sarde Su Nugoresu est un ensemble vocal masculin, qui se caractérise par un répertoire axé sur la tradition populaire sarde de source orale et sur le style de chant archaïque « a Tenore », aussi bien que sur la proposition de nouvelles mélodies.



MAURA SUSANNA (VALLÉE D'AOSTE)

Maura Susanna est considérée comme la voix de l'âme populaire valdôtaine. Chanteuse de vocation, elle écrit en italien et en rancoprovençal, sa langue du cœur. Sa recherche musicale, qui privilégie le genre folk, est liée à la redécouverte des traditions culturelles. L'engagement social est le fil rouge qui caractérise sa production artistique.



CARLOS NUÑEZ (GALICIA)

Carlos Nuñez est connu dans le monde entier pour son charisme et ses spectacles entraînants parce que, comme il l'explique lui-même : « En Galice, nous jouons de la musique celtique, comme les Irlandais, les Écossais et les Bretons, mais nous y ajoutons la passion et le tempérament espagnol, qui sont notre signe distinctif ». Mais le grand succès de Carlos Nuñez et de sa musique est indissociable de son profond attachement à ses origines culturelles. Enclave celtique située à l'extrême Nord de la péninsule ibérique, la Galice est marquée par son rapport avec la mer, un élément fondamental que l'on retrouve dans la musique traditionnelle, illustrée à cette occasion par les gaitas du groupe Xarabal. Le vrai but du projet musical de Carlos Nuñez est le voyage sur les traces de ses prédécesseurs, qui quittèrent autrefois la Galice, pour redécouvrir et donner une nouvelle vie à la musique folk de leur pays.

Vendredi
9 septembre 2011

Venerdì
9 settembre 2011

LA BOTTINE SOURIANTE



Samedi
10 septembre 2011

Sabato
10 settembre 2011



BANDA DE GAITAS XARABAL (GALICIA)

Le groupe Xarabal naît à Vigo en septembre 1984, en tant qu'activité extrascolaire de l'École d'instruments populaires galiciens Obradoiro (gaita et percussions), ayant pour objectif d'accueillir les musiciens intéressés à la musique et à la culture galicienne. Le choix du nom « Xarabal » n'est pas dû au hasard : cela signifie « meute de poissons unis face au danger » et se rapporte à la situation difficile vécue par la musique populaire en Espagne. Aujourd'hui, le groupe a su capitaliser sur cette expérience et s'orienter toujours vers de nouveaux horizons, pour soutenir la vitalité de la musique galicienne.



LUIS DE JYARYOT (VALLÉE D'AOSTE)

Luis de Jyaryot est une personnalité de premier plan de la scène musicale valdôtaine. Son but est de démontrer qu'on peut parler en valdôtain de sujets comme l'amour, la société, l'amitié, la terre natale et les gens d'hier.



L'ORAGE (VALLÉE D'AOSTE)

groupe folk-rock valdôtain et de Giorgio Negro, au piano.



CHEMIN DE FER (VALLÉE D'AOSTE)

Accordéon, violon et vielle à roue : c'est cette association d'instruments particuliers qui caractérise la musicalité traditionnelle du groupe Chemin de fer. Le répertoire de ce trio comprend aussi bien des mélodies traditionnelles que de nouvelles compositions, souvent écrites par les musiciens eux-mêmes. Leur répertoire de bal folk embrasse les danses valdôtaines, occitanes, piémontaises et françaises.



LA BOTTINE SOURIANTE (QUÉBEC)

Le groupe La Bottine Souriante, qui a fait son apparition sur la scène musicale du Québec en 1976, est devenu une légende vivante de la musique des origines de l'Amérique francophone. Après avoir joué le répertoire traditionnel pendant plusieurs années, le groupe a réalisé l'album *Je voudrais changer d'chapeau*, une première expérimentation de fusion musicale. L'ajout, en 1991, d'une section de cuivres a contribué à la création d'un style musical extrêmement personnel puisque, en hommage à la tradition, le groupe mêle avec succès à ses mélodies une touche de jazz, de salsa et de folk pur, un mélange réussi qui vaut à La Bottine Souriante de continuer à symboliser parfaitement la vitalité et l'orgueil de sa culture mère.



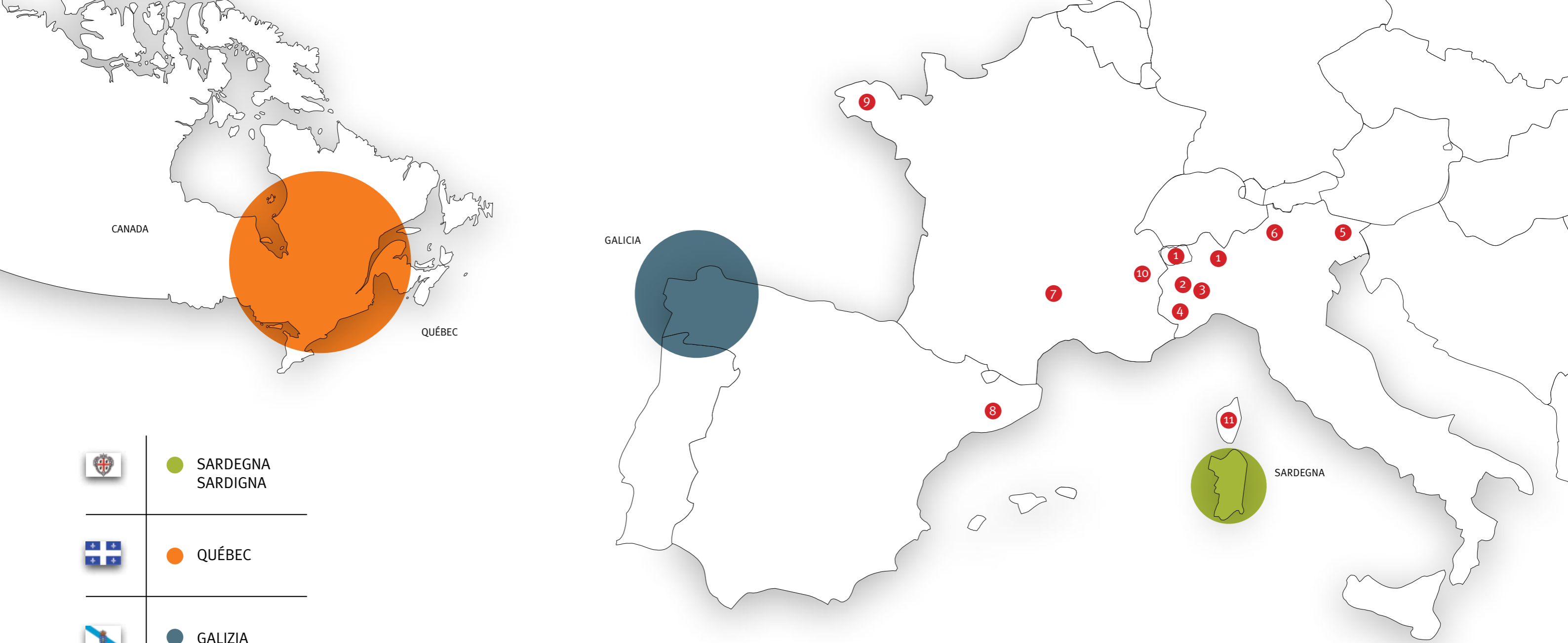


8,9,10

septembre / settembre 2011

PEUPLES
FRÈRES





	SARDEGNA SARDIGNA
	QUÉBEC
	GALIZIA GALICIA

	1 WALSER / VALLE D'AOSTA, FORMAZZA, ALAGNA, MACUGNAGA
	2 FRANCOPROVENZALI DELLA PROVINCIA DI TORINO
	3 CHAMBRA D'ÒC E TSAMBRA FRANCOPROUVÉNSAL
	4 COUMBOSCURO
	5 FRIULI / FRIÛL
	6 MINORANZE LINGUISTICHE PROVINCIA DI TRENTO

	7 OCCITANI FRANCIA OCCITANS FRANÇA
	8 COMUNITAT - CATALANOVALENCIANA
	9 BRETAGNA - BREIZH
	10 ALTA-SAVOIA HAUTE-SAVOIE
	11 CORSICA - CORSE

Crédits photographiques: Photopoint - Aoste

Copie hors commerce.
Hommage de la Région autonome Vallée d'Aoste
Assessorat de l'Éducation et de la Culture